

REVUE DE PRESSE

14 juin 2021

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

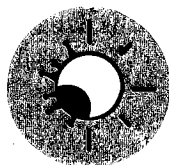
influence

ACTUALITÉS

Zoom sur les inégalités entre élèves au Québec

La crise sanitaire a révélé au grand jour la nécessité d'aplanir les disparités et de prendre soin des plus vulnérables dans le réseau scolaire

MARCO FORTIER
LE DEVOIR



LE MONDE
D'APRÈS

Le coronavirus frappe tout le monde sans distinction », disait-on au début de la pandémie. Les mois suivants ont démontré l'absurdité de cette affirmation. En éducation, la crise sanitaire a révélé au grand jour des inégalités criantes entre élèves. Le réseau scolaire a pris conscience de la nécessité d'aplanir ces disparités et de prendre soin des plus vulnérables.

Ce sera sans doute un des grands constats de l'après-pandémie : le principe de l'égalité des chances pour tous est loin d'être une réalité dans les 3000 écoles publiques et privées du Québec. Le ministère de l'Éducation a ainsi fourni de toute urgence, au fil des mois, des ordinateurs et des accès à Internet à des milliers d'élèves. Certains d'entre eux n'étaient pas au bout de leurs peines, parce qu'ils n'avaient pas de lieu tranquille pour suivre leurs cours à distance, coincés entre leurs frères et sœurs dans

des appartements surpeuplés.

D'autres enfants ont été exposés au virus par leurs parents qui travaillaient dans les CHSLD ou les hôpitaux. D'autres encore vivaient dans une famille dysfonctionnelle. Et des élèves ayant toutes sortes de difficultés d'apprentissage ou d'adaptation — à lire, à écrire, à compter, ou même à se comporter — sont sortis déboussolés des périodes de confinement ou d'enseignement virtuel.

Le réseau de l'éducation a compris que l'école est un espace de sécurité pour bien des élèves. Ce constat est porteur d'espoir, estime Mélanie Paré, professeure à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal. Peut-on s'attendre à davantage de mesures contre les inégalités dans l'avenir prévisible ? « C'est absolument inévitable, dit-elle. Je demeure une éternelle optimiste. Il y a eu une prise de conscience sur les inégalités. Les mots bien-être, bienveillance et inclusion sont dans tous les projets éducatifs. »

Le réveil des exclus

Ce n'est peut-être pas un hasard si ce réveil du système scolaire survient en même temps que d'autres mouvements sociaux : les droits des Noirs, des Autochtones et des autres minorités sont revenus à l'avant-plan, au Québec comme ailleurs, au cours des derniers mois. La pandémie a révélé la

réalité parfois choquante des exclus et des sans-voix.

La bonne volonté ne suffit plus pour aplanir l'égalité des chances et améliorer la bienveillance en éducation, croit Mélanie Paré. « Ça ne se fera pas en ajoutant des cours de yoga pour les élèves et le personnel », dit-elle.

Le ménage entrepris dans les services aux élèves handicapés ou ayant des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) doit s'accélérer, estime la professeure. Des centres de services continuent d'exiger un diagnostic pour offrir des services aux élèves en fonction des « codes » créés par la bureaucratie. Ces procédures retardent l'offre de services aux élèves en difficulté, dont les besoins sont souvent clairement établis par les parents et les enseignants.

Les classes spécialisées restent aussi un vecteur d'exclusion, selon Mélanie Paré. Le gouvernement Legault s'est engagé à ajouter 225 de ces groupes de petite taille, qui accueillent les enfants



ayant les plus grandes difficultés. Les enseignants, à bout de souffle, réclament depuis longtemps ce coup de pouce qui leur donne du répit.

Le problème, c'est que le taux de réussite des élèves en classe spécialisée est beaucoup plus bas que dans les classes ordinaires, souligne Mélanie Paré. Et qui est envoyé dans ces classes pour enfants « différents » ? En majorité des garçons issus de milieux défavorisés ou d'immigration récente.

Mixité mise à mal

La science démontre pourtant que les élèves les plus faibles gagnent à côtoyer ceux qui réussissent mieux, rappelle la professeure. Les plus forts tirent vers le haut les élèves en difficulté sans que cela nuise à leur apprentissage.

Cette mixité est mise à mal par les écoles publiques qui offrent des projets particuliers comme un programme international, sports-études ou arts-études. Ces projets élitistes, mis en place pour freiner l'exode vers les écoles privées, sélectionnent les élèves sur la base de tests d'admission ou de leurs résultats scolaires. Mélanie Paré se réjouit que des centres de services aient commencé à admettre les élèves dans ces programmes par un tirage au sort.

L'État québécois continue néanmoins de financer au moins 65 % du budget des écoles privées. C'est « l'éléphant dans la pièce », créateur d'inégalités, qui n'a jamais été remis en question par un parti au pouvoir : les ministres de l'Éducation, dont le titulaire actuel, ont tendance à envoyer leurs enfants au privé.

Ne pas réinventer la roue

De son côté, Steve Bissonnette, professeur au Département d'éducation de l'Université TELUQ, est convaincu que le choc de la pandémie doit entraîner un sérieux coup de barre : il prône la création d'un Institut national d'excellence en éducation. L'ancien ministre Sébastien Proulx avait fait cette proposition pour établir les grandes orientations du réseau en fonction des don-

nées probantes issues de la science.

« Dieu sait qu'on devrait s'inspirer des meilleures pratiques dans le contexte qu'on vit actuellement : il faut arrêter d'essayer de réinventer la roue en éducation », dit-il.

Le professeur note lui aussi que la pandémie a creusé l'écart entre les élèves les plus forts et les plus faibles. Il estime que le plan de rattrapage mis en place par le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, est un bon point de départ, mais qu'il faut aller plus loin que le tutorat et les camps pédagogiques de l'été. Il prône des méthodes d'enseignement plus efficaces.

Dieu sait qu'on devrait s'inspirer des meilleures pratiques dans le contexte qu'on vit actuellement : il faut arrêter d'essayer de réinventer la roue en éducation

STEVE BISSONNETTE



Il y a eu une prise de conscience sur les inégalités. Les mots bien-être, bienveillance et inclusion sont dans tous les projets éducatifs.

MÉLANIE PARÉ



ÉDITORIAL

AGIR TÔT

Trou noir de services

Q

**MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD**



ue vaut le plan d'action le plus costaud et cohérent du monde si, lorsque vient le temps de le déployer, les ressources font défaut ? Rien. C'est le constat brutal auquel le gouvernement de la CAQ devra s'attaquer concernant l'une des promesses phares de la campagne électorale qui ont précédé sa victoire : les intentions du programme Agir tôt de repérer le plus vite possible dans le développement d'un enfant les écueils sur sa route afin de lui offrir l'aide et les outils pour les surmonter survivent à la portion dépistage, mais elles trébuchent sur le manque de ressources.

La journaliste du *Devoir* Marie-Eve Cousineau a ajouté cette fin de semaine une pierre à cet édifice de plus en plus imposant nommé « indisponibilité des ressources professionnelles » censées soutenir les enfants en immenses besoins de services. Cette fois, dans le champ de l'orthophonie, où les listes d'attente explosent au Québec, nous rapporte notre reporter, avec 11 400 enfants patientant depuis des mois — voire des années — pour avoir accès à un service essentiel. Un service essentiel, oui, pour le développement de leur plein potentiel. Le développement optimal du langage et des capacités de communiquer

d'un enfant sont d'une importance capitale pour son entrée dans la vie sociale et scolaire : savoir parler déterminera sa capacité à littéralement entrer en relation avec les autres, forgera sa confiance en lui et l'outillera



dans ses manières de gérer ses émotions. Afin de permettre à ces petits emmurés dans des difficultés langagières de déployer leurs ailes, les services offerts par les orthophonistes sont cruciaux, pour ne pas dire vitaux.

L'histoire d'une mère et de son petit garçon de 6 ans est à hurler de rage : l'enfant s'apprête à commencer sa première année avec d'importantes difficultés de langage, incapable encore d'articuler, ce qui entraîne toute une série de frustrations et de problèmes de comportement. Le voilà toujours en attente de services, alors qu'il avait... 2 ans la première fois que sa famille a frappé à la porte du système de santé. N'ayant pas les moyens de se tourner vers le secteur privé, les parents attendent dans l'antichambre de l'inaction et voient leur enfant se diriger vers un moment crucial de son développement scolaire, la première année, sans avoir reçu le soutien urgent dont il a besoin. « Agir tôt, ce n'est pas juste dépister les enfants, c'est leur donner un service par la suite », affirme avec aplomb et justesse le président de l'Ordre des orthophonistes et des audiologistes du Québec, Paul-André Gallant.

La plainte lancinante du manque de ressources s'entend dans nombre de secteurs destinés à soutenir les petits et les jeunes en attente d'un service indispensable : psychologues, orthopédagogues, orthophonistes, psychoéducateurs. En santé mentale, la dérive est grave. La pandémie a bien sûr exacerbé une forme de détresse chez la clientèle jeunesse, sans contredit, mais les listes d'attente et le manque de ressources professionnelles ne sont pas nés avec la COVID-19. Voilà des lustres que les syndicats en éducation plaident pour des augmentations de services. Le mouvement de grève qui a touché les écoles la semaine dernière est lié entre autres aux insatisfactions de ces groupes professionnels qui craignent un exode de leurs membres vers le privé.

La clef de voûte du programme Agir tôt concerne le dépistage précoce, sur lequel le consensus est généralisé. La CAQ n'a pas mis au monde ce principe, qui se retrouvait jadis au cœur du rapport *Un Québec fou de ses enfants*, du Groupe de travail sur les jeunes, présidé par Camil Bouchard en 1991. On y prônait l'action préventive et l'urgence d'agir chez les 0-5 ans. Il a coloré nombre de rapports du Conseil supérieur de l'éducation. Il se trouve aussi au cœur du tout nouveau programme de maternelle 4 et 5 ans, en ciblant le dépistage des difficultés dès le plus jeune âge.

Mais les belles intentions se heurtent de plein fouet au mur de la réalité. Sur le terrain, les professionnels manquent à l'appel. Malgré la promesse d'investissement du gouvernement Legault de 90 millions pour soutenir ce programme, en plus de l'ajout de 800 ressources professionnelles dans le réseau de la santé et des services sociaux, le système public craque. Dans certains secteurs, même le privé ne peut soutenir la demande. Pour ajouter à ces sombres constats, les difficultés d'arrimage entre les secteurs cruciaux que sont la Famille, la Santé et les Services sociaux et l'Éducation laissent les enfants sans continuum de services, les dossiers traversant mal les murs étanches de ces ministères géants.

Une partie de la réponse se trouve dans les murs des universités, qui continuent de produire de nouvelles cuvées de ces professionnels convoités. Un autre pan de réponse réside dans les conditions de travail offertes aux professionnels, qui n'ont toujours pas réglé leur négociation avec le Conseil du trésor. En attendant, les discours politiques vantant les vertus de programmes censés répondre aux difficultés des enfants ne traduisent pas les réalités du terrain. Cette inadéquation choquante prend le visage de milliers de tout-petits laissés pour compte.

CHRONIQUE

LE PROBLÈME DES NÉGOCIATIONS

PAUL JOURNET
LA PRESSE

Au début de la pandémie, des CPE ont reçu un triste conseil : ne payez pas vos éducatrices.

Le gouvernement caquiste venait d'annoncer que les garderies devaient payer leurs employées, y compris celles qui ne pouvaient pas travailler. Mais des conseillers ont trouvé une entourloupette pour ne pas appliquer la directive.

Voilà un exemple des dérives des négociations. Et ce n'est même pas le pire.

Dès sa fondation en 2011, la Coalition avenir Québec promettait d'augmenter le salaire des enseignants au primaire et au secondaire. Mais il a fallu plus d'une année de négociation pour que cet engagement soit concrétisé. Cela a empiré le climat de travail déjà difficile lors du retour en classe.

On l'a vu aussi avec les garderies en milieu familial l'automne dernier.

Des propriétaires en ferment chaque année au Québec. Si les éducatrices sont mal payées, cette tendance s'aggravera, ce qui réduit les places et empêche des parents de retourner au travail. Personne n'y gagne.

Cette vision d'ensemble aurait dû être présente à la table de négociation. Hélas, ce ne fut pas le cas.

La négociation relevait de contractants externes, et non du ministère de la Famille. Ces représentants n'ont aucune imputabilité politique, et ils ont une vision étroite de l'intérêt public.

Cela se voyait dans l'entente. La preuve, le ministre de la Famille, Mathieu Lacombe, semblait insatisfait. Quelques mois plus tard, il a obtenu de son gouvernement une enveloppe additionnelle de 200 millions de dollars. Soit plus du double de ce qui avait été offert par les négociateurs.

Ce scénario ne doit pas se reproduire avec les éducatrices en CPE.

Comme je l'écrivais dimanche, le Québec doit trouver plus de 10 000 éducatrices d'ici 2024, et pour les attirer, il faudra leur offrir de meilleurs salaires. Mais ce sera difficile à faire dans la négociation actuelle.

Québec a un contrôle limité sur le salaire des éducatrices, à cause du développement bordélique du réseau sous les libéraux.

L'État négocie avec les CPE (la moitié des éducatrices y sont syndiquées) et avec les milieux familiaux. Ensemble, ces garderies comptent pour 62 % des places. Les autres se trouvent dans le privé (subventionné et non subventionné). Ces établissements sont incités à suivre les hausses salariales des CPE pour ne pas perdre leurs employées. Mais ils n'y sont pas obligés.

Même pour les CPE, le contrôle de Québec est imparfait. Les négociations avec eux sont complexes. Ils sont représentés par 14 associations patronales. Face à elles se trouvent trois syndicats qui tirent la couverture de leur côté. Le gouvernement complète cet étrange triangle.

Comme d'habitude, ces gens prennent tout leur temps pour débattre. Après tout, ils sont bien payés pour le faire...

Aux yeux des habitués, c'est normal. Voilà justement le problème.

Dès son début de mandat, M. Lacombe avait reconnu ces blocages. Malheureusement, il a perdu deux ans avant de s'y attaquer.

Pour accélérer la création de places en CPE, il promet enfin d'alléger le fardeau réglementaire. Une consultation en vue d'un livre blanc a aussi été lancée. Elle doit culminer avec un projet de loi à l'automne.

C'est un bon début. N'empêche que le dossier ne paraît pas encore être une priorité des caquistes.

François Legault est sincèrement convaincu de l'importance d'agir tôt en petite enfance, mais il le fait d'abord avec les maternelles 4 ans. Elles vont requérir l'embauche d'une éducatrice, ce qui aggravera la pénurie dans les garderies.

L'un pourrait nuire à l'autre.

Pourtant, ce qui se passe avant la maternelle est crucial pour le développement des tout-petits.

Une rare chance s'offre au gouvernement de combiner ces deux projets dans une vision d'ensemble. En échange de leur arrimage aux maternelles 4 ans, il pourrait intégrer des places privées dans le réseau subventionné.

Plusieurs propriétaires le demandent d'ailleurs, et un projet pilote a déjà été lancé en ce sens pour 3500 places.

Aller plus loin ne serait toutefois pas simple. Il faudrait notamment récupérer l'argent perdu du fédéral en renonçant au crédit d'impôt accordé au réseau privé.

Mais à tout le moins, l'idée mérite d'être examinée lors des consultations en cours. Pas besoin de tout changer avec une complexe et coûteuse nationalisation. D'autres modèles existent. On pourrait s'inspirer de la conversion des CHSLD privés en modèles dits « conventionnés », pour que des normes additionnelles s'y appliquent.

Cela pourrait même devenir un chantier pour un deuxième mandat caquiste.

Le but : que l'État contrôle mieux la création et l'attribution des places, ainsi que la rémunération des éducatrices et la qualité de leur travail.

Mais d'ici là, à court terme, il y a urgence : mettre fin à l'habituel théâtre des négociations et prévenir les bris de services.

ACTUALITÉS

« ÇA VAUT LA PEINE D'INVESTIR EN NOUS »

HENRI OUELLETTE-VÉZINA
LA PRESSE

Au Québec, à peine un jeune de la DPJ sur quatre obtient un diplôme d'études secondaires à 19 ans, contre 77 % dans la population en général. Mais si la pandémie complexifie davantage cette réalité, certaines histoires sortent de l'ordinaire. Dont celle de Samuel Coulombe, qui entamera bientôt une maîtrise à l'UQAM.

« Je veux montrer que la persévérance, ça paie, et que ça vaut la peine d'investir en nous, les jeunes de la DPJ. La commission Laurent l'a démontré : il faut s'occuper de nous. Sans soutien, on est dépourvus, on ne sait pas trop où aller, mais on a tellement de potentiel », lance le principal intéressé en entrevue avec La Presse.

Placé dès sa naissance - sa mère ayant été déclarée « inapte » à s'occuper de lui en raison de problèmes de consommation -, Samuel Coulombe dit avoir eu « la chance » d'être réuni avec ses deux frères et sa sœur, dans une seule et même famille d'accueil, alors qu'il était âgé de seulement 2 ans. « Ça m'apportait une stabilité. J'étais super bon à l'école, je me donnais dans la vie. J'étais bien », résume-t-il.

Mais quand Samuel a 10 ans, son père d'accueil meurt, ce qui cause son lot d'instabilité dans la famille. « La famille est tombée en pièces, raconte le Québécois de 21 ans. Mes frères, ma sœur et moi, on a tous été divisés dans des familles différentes. Ça a été un gros choc émotionnel pour moi, j'ai perdu tous mes pères. »

Rapidement, on trouve une autre famille d'accueil à Samuel, avec qui il grandira jusqu'à aujourd'hui. « Onze ans plus tard, je vis toujours avec eux. Je les considère comme ma mère et mon père. C'est une chance d'avoir des gens à qui raconter sa journée. La vie ne m'a peut-être pas choyé à la naissance, mais je peux dire que j'ai gagné à la loterie des familles d'accueil », illustre-t-il, en prévenant toutefois que son histoire n'est pas forcément représentative de celles des autres jeunes qui ont grandi dans le système de la protection de la jeunesse.

« Ça prend de la stabilité pour s'épanouir. »

— Samuel Coulombe, au sujet de sa famille d'accueil

Pour le jeune homme, le dépôt du rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse (le rapport Laurent) au début de mai - qui veut remettre le bien-être des enfants au cœur des décisions - est un bon pas en avant. « Ça démontre qu'il y a un certain éveil, que la communauté veut se soucier de jeunes comme moi. Et je trouve ça beau. Notre réussite, à tous, c'est un enjeu très important », confie-t-il.

UN PARCOURS COURONNÉ DE SUCCÈS

Au fil de ses études secondaires, le jeune Samuel développe tranquillement une passion pour les sciences, ce qui le mène quelques années plus tard à entamer un diplôme d'études collégiales (DEC) en sciences naturelles. Suivra ensuite un baccalauréat en géologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), qu'il vient d'achever. Et à l'été, il entreprendra une maîtrise dans le même champ de compétences, cette fois à l'Université Laval.

« J'y suis parvenu, mais ce n'était pas facile. Ma grosse détresse dans mon cas, elle a été financière. Finalement, ce qui m'a sauvé, c'est la Fondation du Centre jeunesse de Montréal [FCJM] », raconte le principal intéressé. Après une demande de soutien, l'organisme lui a en effet offert des bourses pour couvrir, entre autres, ses droits de scolarité, ses manuels, ses effets scolaires, son ordinateur et ses besoins logistiques. « Ça a tout changé », raconte-t-il.

La porte-parole de la FCJM, Marie-Hélène Vendette, affirme que « les jeunes de la DPJ qui atteignent leur majorité se trouvent très souvent en situation de grande vulnérabilité en matière de stabilité résidentielle, de santé mentale et d'accès à l'emploi. Cette situation est exacerbée par la pandémie », dit-elle.

Au-delà du cas de Samuel, la Fondation affirme avoir augmenté de 98 % l'aide apportée aux jeunes de la DPJ en transition vers la vie adulte, cette année.

« Au cours des quatre dernières années, nous avons remis plus de 1 million en bourses d'études à des jeunes qui ont été hébergés en centre jeunesse pour qu'ils finissent leur secondaire, ou qu'ils poursuivent leurs études au cégep ou à l'université », insiste Mme Vendette.

Mais l'organisme a besoin du public pour la suite, alors qu'il entame en juin une nouvelle campagne de financement pour « préparer la rentrée scolaire à venir ». « La sortie de crise nécessite une mobilisation de toute la communauté. Ces jeunes ont vécu assez de rejet dans leur vie, on se doit de pouvoir répondre positivement à leur demande d'aide », conclut la porte-parole, en invitant la population à faire un don en se rendant sur le site web de la FCJM.

Aux jeunes de la DPJ qui passeront par les mêmes embûches que lui, Samuel Coulombe a un seul message. « Tu n'as pas choisi ton passé, mais tu peux choisir ton futur. Il ne faut pas penser que tu n'es pas conçu pour réussir. Il faut au contraire que tu prouves que tu es l'exception. Et éventuellement, on va faire changer les mentalités », conclut-il.

ACTUALITÉS

QUÉBEC INVESTIRA 300 MILLIONS POUR PRÉPARER LES JEUNES AUX « MÉTIERS DU FUTUR »

MAYSSA FERAH
LA PRESSE

« Pour que les jeunes participent activement à la société québécoise », Québec investira 300 millions au cours des trois prochaines années, par l'entremise de son Plan d'action jeunesse 2021-2024. Le gouvernement Legault veut promouvoir la culture et la langue française ainsi que les nouvelles technologies auprès des jeunes.

François Legault a présenté les grandes lignes du plan dimanche matin, accompagné de son adjoint parlementaire pour le volet jeunesse, Samuel Poulin.

« Après la pandémie, on a l'occasion de bâtir un Québec plus autonome, plus innovant, plus vert. On a l'occasion de bâtir une nouvelle économie avec des emplois payants et stimulants dans toutes nos régions. Ce Québec-là, on veut le bâtir avec nos jeunes », estime le premier ministre.

Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, de nombreux postes seront vacants dans les prochaines années au Québec alors que le marché du travail évolue au gré des technologies. Québec souhaite outiller les jeunes afin qu'ils soient en mesure de faire face à ces nouvelles réalités.

« Le gouvernement s'engage à soutenir leur intégration et leur maintien en emploi, à les former pour les métiers du futur et à susciter chez eux la passion de l'entrepreneuriat. »

Près de 100 000 jeunes entrepreneurs seront soutenus par le gouvernement par l'entremise du Plan d'action. De

l'accompagnement pour les jeunes qui ont un désir d'entreprendre ou d'exercer un métier du futur est aussi prévu en partenariat avec entre autres l'École de créativité La Factory, où a eu lieu l'annonce gouvernementale.

DES RESSOURCES EN SANTÉ MENTALE

Un volet du plan d'action est voué à la santé mentale des jeunes Québécois, durement éprouvés par la pandémie. Des initiatives pour favoriser une meilleure santé mentale et physique sont offertes notamment par Tel-jeunes, le Regroupement des Auberges du cœur du Québec, le Réseau du sport étudiant du Québec et La Tablee des chefs. Les objectifs : promouvoir l'adoption de comportements sains et sécuritaires, de bonnes habitudes alimentaires ainsi que d'un mode de vie physiquement actif.

L'accès rapide à des services en santé mentale demeure un enjeu, a admis le premier ministre. « On a déjà ajouté plus de 300 intervenants. Il ne manque pas d'argent, mais de ressources. C'est un défi de trouver des gens qui sont prêts à venir travailler [dans ce domaine]. »

L'environnement et la lutte contre les changements climatiques figurent au sommet des priorités chez les jeunes, selon les consultations ayant mené au Plan d'action. « Des actions sont prévues pour soutenir l'éducation à l'environnement et promouvoir l'écocitoyenneté, contribuer à la création de milieux de vie verts et faciliter le contact des jeunes avec la nature », promet Québec.

CULTURE ET LANGUE

La Coalition avenir Québec s'engage également à favoriser l'accès à la culture québécoise afin de forger un « fort sentiment d'appartenance des jeunes envers la langue française » pour en assurer la pérennité.

« Plus que jamais, il y a du travail à faire pour conscientiser les jeunes à la vulnérabilité de notre langue en Amérique du Nord », a admis le premier ministre.

« Concrètement, ça nous permettra d'offrir des formations complémentaires à 2000 jeunes en trois ans », s'est réjouie Marie Amiot, présidente et cofondatrice de La Factory, école des sciences de la créativité.

Elle estime que les axes du Plan d'action jettent des bases solides pour sensibiliser les jeunes au monde de demain et les préparer à faire une différence.

« Les jeunes doivent faire partie du changement et pas crouler sous le changement. Pour faire la différence, ils ont besoin des outils. »

Plus de 130 mesures, dont 80 sont nouvelles ou bonifiées, seront mises en œuvre dans le cadre du Plan d'action afin de rejoindre les 500 000 Québécois de 15 à 29 ans, indique Québec.

Sept axes d'intervention composent le Plan d'action présenté dimanche : emploi, culture, santé, entrepreneuriat, éducation, citoyenneté et environnement.

Gouvernement du Québec

130 mesures et 300 M\$ pour aider les jeunes

GUILLAUME CYR

Agence QMI

Près de 300 millions \$ seront investis par le gouvernement du Québec au cours des trois prochaines années pour un plan d'action jeunesse qui regroupera 130 mesures, notamment en culture, en environnement et en promotion de la langue française, a annoncé hier le premier ministre François Legault.

Le gouvernement espère ainsi venir en aide à 500 000 jeunes de 15 à 29 ans.

Séparé en sept volets, le plan propose d'orienter 100 000 jeunes vers les emplois du futur, notamment en lien avec l'intelligence artificielle ou dans un environnement où la pénurie de main-d'œuvre frappe à pleine mesure.

Ce nouveau plan s'inscrit dans la politique québécoise de la jeunesse 2030. Le gouvernement avait alors décidé de se concentrer sur cinq axes : l'emploi, l'entrepreneuriat, l'éducation, la santé et la citoyenneté, auxquels s'ajoutent maintenant l'environnement et la culture.

SANTÉ MENTALE ET FRANÇAIS

Du côté du volet de la santé mentale, une entente de 4,5 millions \$ a été signée avec Tel-jeunes pour améliorer l'accessibilité à leur service.

Une campagne sur l'importance du français sera d'ailleurs lancée, afin que « les jeunes comprennent la vulnérabilité de notre langue en Amérique du Nord », a lancé François Legault.

Dans le premier plan de la politique jeunesse, lancé en 2016, l'environnement n'était pas présent. L'importance de la sensibilisation et de l'éducation aux questions environnementales a été répétée à de nombreuses reprises par le premier ministre.

Il a donné en exemples, d'une part, la réalisation de nombreux projets en lien avec la lutte aux changements climatiques et, d'autre part, une entente avec la Sépaq pour offrir des activités parascolaires aux écoles, notamment pour les jeunes qui vivent en



leDroit

Lutter contre les îlots de chaleur en verdissant les cours d'école

CLAUDIA BLAIS-THOMPSON

Le Droit

Les écoles Euclide-Lanthier et Saint-Jean-Bosco de Gatineau pourront dès 2022 réaliser des projets de verdissement de cours d'école afin de lutter contre les îlots de chaleur urbains.

Le premier vise la plantation de 19 arbres et six arbustes, le verdissement de l'espace entourant la classe extérieure et l'aménagement de la cour d'école. Le deuxième prévoit de son côté le verdissement de la devanture du bâtiment, l'arborisation de la cour d'école, la mise en place d'une classe verte et la bonification de l'aménagement paysager du sentier pédestre.

Les deux écoles ont recueilli l'argent provenant de la campagne Vivre en vert du Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Outaouais (CREDDO) pour la réalisation de leurs projets. Elles pourront également compter sur l'accompagnement du CREDDO et d'experts en verdissement pour mener leurs projets à terme.

« La réalisation de ces projets de verdissement représente une solution tangible, efficace et durable pour réduire les impacts des îlots de chaleur et des changements climatiques sur la santé et la qualité de vie des élèves, du personnel et des communautés avoisinantes », soutient le Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais.

13 projets

Au total, 13 projets de verdissement dans les secteurs de l'éducation, le communautaire et la santé seront réalisés dans le cadre de la campagne Vivre en vert. Parmi eux, on compte notamment de nombreux projets de plantation dans les parcs municipaux, l'aménagement d'un placotoir sur la rue Jacques-Cartier, la création d'un jardin pollinisateur, l'intégration de mobilier urbain sur des terrains laissés vacants suite aux inondations de 2017 et 2019 dans le secteur Pointe-Gatineau.

Le seul projet retenu dans le secteur de la santé en est un « d'envergure », souligne le CREDDO. L'idée, portée par le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais, est d'aménager trois aires de repos ombragées et planter plus de 60 arbres et près de 100 arbustes sur le site de l'hôpital.

« Ces projets ont été choisis pour leur effet structurant pour les communautés au sein desquelles ils seront réalisés et parce qu'ils visent spécifiquement la mise en œuvre d'un ensemble de mesures favorisant la réduction des impacts des îlots de chaleur urbains par la densification de la végétation. Ces projets intègrent également la mobilisation et la participation des communautés, un design urbain durable, une sensibilisation aux bienfaits du verdissement en milieu urbain et une bonne planification de l'entretien des végétaux », indique le CREDDO dans un communiqué.

D'autres projets seront annoncés l'an prochain

leNouvelliste

Deux jeunes ministres de l'environnement en Mauricie

NANCY MASSICOTTE

Le Nouvelliste

Douze jeunes du secondaire, dont deux de la Mauricie, ont décidé d'unir leurs forces pour lutter contre les changements climatiques dans le cadre de la campagne de mobilisation jeunesse Sors de ta bulle.

En effet, le nouveau Conseil national des jeunes ministres de l'environnement (CNJME) est composé de douze jeunes de niveau secondaire, d'âges et de régions variés. Ils se sont présentés pour devenir de jeunes ministres de l'environnement afin d'accroître la portée de leurs actions de lutte aux changements climatiques.

Chez nous, les jeunes ministres sont Alexis Roy-Letarte, deuxième secondaire, de l'École secondaire des Pionniers et Daphnée Blais, cinquième secondaire, de l'Institut secondaire Keranna.

Tous sont motivés à faire une différence et à donner une nouvelle dimension aux initiatives vertes qu'ils et elles mènent déjà. Ces jeunes se sentent interpellés par différents enjeux liés aux changements climatiques, tels que la déforestation urbaine, le gaspillage alimentaire, l'aménagement «tout-à-l'auto» des villes et la surconsommation, pour ne nommer que ceux-là.

Les jeunes ministres de l'environnement garderont leur position pendant un an, soit jusqu'au Sommet jeunesse sur les changements climatiques 2022 qui se tiendra les 29 et 30 avril 2022. En acceptant leur nouveau mandat, ces jeunes s'engagent, entre autres, à investir tout leur potentiel au service de la lutte contre les changements climatiques et à participer à la réalisation d'au moins un projet d'action climatique à l'échelle de la province. Deux des principales réalisations des cohortes précédentes ont été de rédiger deux lettres ouvertes au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ainsi que de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation sur l'achat local, à la fois dans une dizaine d'écoles du Québec et sur les réseaux sociaux.

leNouvelliste

Du volleyball de plage à l'école Chavigny

NANCY MASSICOTTE

Le Nouvelliste

L'école Chavigny vient de procéder à l'inauguration de ses premiers terrains de volleyball de plage.

Il s'agit d'une initiative considérée comme bénéfique tant pour les élèves de l'école que pour la communauté. Ce projet collaboratif répond en effet à une demande des jeunes et sera utilisé lors des cours d'éducation physique et pour des activités parascolaires.

En plus des huit terrains, une «beachhouse» a été rénovée par l'école-usine Design Alternatif de l'école. Elle sera ouverte pour les ligues qui loueront les terrains durant l'été. Des breuvages et des aliments y seront servis. Pour la période estivale, le site sera loué à l'Académie ProBeach qui en fera la gestion.

Toute personne qui désire louer le terrain cet été doit écrire à info@academieprobeach.com. Les revenus permettront l'amélioration du terrain et le développement du sport à l'école. Cette installation extérieure a été possible grâce au concours Classe à part de la Caisse Desjardins et la contribution du Centre de services scolaire.

ACTUALITÉS

« ASSEZ, C'EST ASSEZ »

MARIE-EVE MORASSE
LA PRESSE

MONTREAL — Des centaines d'élèves de la province vont en classe dans des bâtiments dont le taux de vétusté atteint 100 %. Le ministre de l'Éducation Jean-François Roberge l'a admis il y a quelques semaines : l'état des bâtiments scolaires de la province est « un peu gênant ». Pour certains élèves, parents et membres du personnel, les inconforts sont bien concrets.

Une cafétéria condamnée. Un pavillon sans bibliothèque. Une toiture constamment brisée. Des élèves relogés dans une école primaire où il n'y a pas de laboratoire de science. Un plafond où subsistent les traces d'un dégât d'eau survenu il y a longtemps. Des jeunes qui se font un « camp de fortune » pour dîner en réunissant des tables devant un gymnase.

Au fil de la conversation, Nathalie Lavigueur égrène tous les problèmes qui touchent l'école secondaire Sophie-Barat, où elle enseigne le français depuis 26 ans. Presque chaque fois qu'elle en nomme un, elle ajoute « ce n'est pas si grave », ou encore « on s'adapte », mais quand on lui demande ce qui la pousse à prendre la parole publiquement tandis que bien des enseignants hésitent à le faire, elle explique qu'« assez, c'est assez ».

Elle a songé à changer d'école, puis s'est ravisée. « Je suis peut-être mal faite, mais je suis extrêmement loyale envers mon école. Et là, je m'impatiente », dit l'enseignante.

Voilà des années que des parents, enseignants et élèves s'indignent du

sort réservé à cette école secondaire, sise dans le plus vieux bâtiment que possède le centre de services scolaire de Montréal. L'automne dernier, à deux semaines de la rentrée, une partie de l'édifice patrimonial du quartier Ahuntsic a été condamnée parce qu'un problème de structure la rendait dangereuse.

Depuis, des élèves de 1re et de 2e secondaire dont c'est l'école de quartier ont été envoyés à cinq kilomètres de là, dans une école primaire inutilisée appartenant à la commission scolaire English-Montréal.

Leur professeur de français, Arsène Zebbar, les a suivis. Pour ses élèves de 12 ou 13 ans, faire la navette vers un autre quartier ajoute au stress de la rentrée au secondaire, constate-t-il. Qui plus est, les jeunes ont appris récemment que les autobus scolaires qui les transportaient entre les deux écoles ne seraient pas disponibles en septembre prochain. Ils devront utiliser les transports en commun.

« On se débrouille, mais il y a beaucoup d'aléas. C'est surtout pour les élèves : locaux exigus, pas de labos de sciences, pas de bibliothèque. Quand on met tout ça ensemble... On s'adapte, mais il y a des limites à l'adaptation. »

— Arsène Zebbar, professeur de français à l'école Sophie-Barat

Lundi dernier, en pleine canicule, il a parcouru à vélo avec d'autres profs, parents et élèves les kilomètres qui séparent l'école en partie condamnée de l'école où on a déplacé les élèves. Le but du petit groupe : se faire entendre pour faire bouger les choses.

UN CONSTAT « UN PEU GÊNANT »

Il y a huit ans déjà, la présidente de la Commission scolaire de Montréal, Catherine Harel Bourdon, estimait qu'« en infrastructures, ça devrait être la priorité : les écoles d'abord ».

Les années ont passé, la Commission scolaire est devenue le centre de services scolaire de Montréal (CSSDM), mais le constat reste le même, et il n'est pas exclusif à la métropole.

Dans la province, le pourcentage d'immeubles scolaires jugés en bon état a diminué au cours des deux dernières années, passant de 46 % à 44 %.

« Honnêtement, c'est un petit peu gênant en ce moment, ce que je vous donne comme résultats et le déficit de maintien d'actifs », a reconnu le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, lors de l'étude des crédits budgétaires, en mai.

Dans les dernières années, des écoles ont été condamnées parce que les moisissures rendaient des enseignants malades.

Il n'est pas rare de voir des écoles détruites parce que leur degré de vétusté rend la reconstruction moins coûteuse que la réhabilitation.

À La Malbaie, par exemple, l'école primaire Félix-Antoine-Savard sera bientôt démolie pour laisser place à un nouvel établissement, plus grand. Le déficit d'entretien du bâtiment est de 6 millions de dollars.

« [Les travaux à faire vont] du stationnement aux murs intérieurs. Toutes nos écoles ont un déficit d'entretien, parce qu'avec les budgets qu'on a, on n'arrive pas à tout faire », dit la porte-parole du centre de services scolaire de Charlevoix, Michèle Moreau, qui cite également la surchauffe dans le domaine de la construction.

C'est aussi l'explication donnée par le CSSDM pour expliquer l'état de l'école secondaire Sophie-Barat, qui doit faire l'objet de travaux qui pourraient débuter en 2024 et s'échelonner sur une décennie.

« Au Québec, il n'y a pas eu suffisamment d'investissement dans les infrastructures en général dans le passé et particulièrement dans l'entretien des bâtiments et le maintien d'actifs », explique son porte-parole, Alain Perron. Le CSSDM a refusé notre demande de visiter l'établissement.

« TROP PEU, TROP TARD »

À Saint-Hyacinthe, Sylvain Savoie s'est inquiété l'hiver dernier de l'état de vétusté de l'école que fréquente sa fille quand une écloserie de COVID-19 a forcé l'isolement de plusieurs personnes. Il a cherché à savoir quels travaux avaient été faits au fil des années à l'école primaire Sainte-Rosalie, quels tests de qualité de l'air avaient été menés.

S'il n'a pas réussi à faire le lien entre l'écloserie de COVID-19 et l'état du bâtiment construit en 1955, il n'en estime pas moins que la pandémie a fait « ressortir toutes les failles » dans l'entretien des écoles publiques, dont celles liées à la qualité de l'air.

Il cite les problèmes d'amiante ou de plomb dans les écoles. « Ma fille rentre de l'école et me dit qu'une fontaine a été condamnée. Une semaine avant, les enfants buvaient là. On n'aurait pas pu voir venir le coup ? C'est toujours trop peu, trop tard », dit Sylvain Savoie.

« Trop peu, trop tard. » La même formule est utilisée par des parents dont les enfants fréquentent l'école Sophie-Barat à Montréal.

Mère d'un élève de 2e secondaire, Cathy Gagnon estime que la priorité n'est pas mise sur les écoles, peu importe le gouvernement qui est élu.

« Les problèmes structurels, on ne les voit pas. Les problèmes à l'intérieur de l'école, ce sont les élèves qui les voient. Des élèves, ça ne vote pas. »

— Cathy Gagnon, mère d'un élève de 2e secondaire de l'école Sophie-Barat

Nathalie Lavigneur dit qu'elle prend la parole pour ses élèves, pour qu'ils aient « un milieu de vie » digne de ce nom.

« Moi, je peux gérer ça. Les élèves, ça leur prend un environnement adéquat, sain », dit Mme Lavigneur. Derrière elle, des échafaudages s'élèvent. « Ce n'est pas un lieu qui les représente bien », ajoute-t-elle.

5 MILLIARDS POUR DES ÉCOLES EN BON ÉTAT

Le déficit de maintien d'actif des infrastructures gouvernementales s'établit en 2021-2022 à 27,7 milliards de dollars. Il représente une « estimation de la valeur des investissements requis pour rétablir l'infrastructure dans un état satisfaisant ou mieux, ou bien pour la remplacer », explique-t-on au Plan québécois des infrastructures 2021-2031.

Le réseau routier compte pour 65 % de ce déficit. Les bâtiments du réseau de l'éducation, cégeps et universités exclus, comptent pour 19 %, ce qui représente plus de 5 milliards de dollars. Avec un déficit de 1,5 milliard dans le maintien d'actif, les établissements du réseau de la santé et des services sociaux représentent quant à eux 5 % du déficit total.

Dans le plus récent Plan québécois des infrastructures, il est noté que « la dégradation naturelle des infrastructures [...] a contribué à une augmentation de près de 1,5 milliard de dollars, dont 1,2 milliard de dollars liés au vieillissement des immeubles, particulièrement ceux du réseau de l'éducation ».

LE BULLETIN DES ÉCOLES DU QUÉBEC

Proportion d'établissements scolaires par cote de vétusté

A TRÈS BON : 11 %

B BON : 16 %

C SATISFAISANT : 17 %

D MAUVAIS : 37 %

E TRÈS MAUVAIS : 19 %

Source : Plan québécois des infrastructures 2021-2031

QUELQUES EXEMPLES

ÉCOLE FACE, MONTRÉAL

TAUX DE VÉTUSTÉ 100 %

COTE E

DÉFICIT DE MAINTIEN D'ACTIF 87,6 MILLIONS

ÉCOLE SOPHIE-BARAT, MONTRÉAL

TAUX DE VÉTUSTÉ 94 %

COTE E

DÉFICIT DE MAINTIEN D'ACTIF 58,6 MILLIONS

ÉCOLE SECONDAIRE DE L'ODYSSÉE/ DOMINIQUE-RACINE, CHICOUTIMI

TAUX DE VÉTUSTÉ 85,6 %

COTE E

DÉFICIT DE MAINTIEN D'ACTIF
63,9 MILLIONS

ÉCOLE PRIMAIRE TERRE-SOLEIL,
SAINTE-THÉRÈSE

TAUX DE VÉTUSTÉ 84,8 %

COTE E

DÉFICIT DE MAINTIEN D'ACTIF
11,1 MILLIONS

Source : compilation du ministère de
l'Éducation, 31 janvier 2020

CHRONIQUE

PAYEZ-LES ET ELLES VIENDRONT

PAUL JOURNET
LA PRESSE

A qui Québec compare-t-il les éducatrices en CPE ?

À des concierges.

En vertu de la grille de comparaison créée pour l'équité salariale, c'est le métier qui sert de référence.

Une éducatrice gagne en moyenne près de 34 000 \$ à ses débuts. Soit environ autant qu'un préposé à l'entretien ménager, et moins qu'une technicienne en soins animaliers (37 000 \$) ou qu'une caissière de banque (35 650 \$)¹. Et ce, malgré l'immense responsabilité des éducatrices dans le développement des tout-petits, qui est censé être une priorité.

Qu'on ne s'étonne pas après de la pénurie.

Alors que Québec négocie avec les éducatrices en CPE, la solution est simple : payez-les et elles viendront.

Mais en ce moment, c'est le contraire qui se passe. Elles sont sous-payées, et elles s'en vont.

Le Québec se dirige vers un mur. En fait, beaucoup de parents vous diront que ce mur, ils sont déjà en train de se cogner la tête dessus. Leur garderie leur demande de déposer leur enfant plus tard le matin et de venir le chercher plus tôt en fin de journée.

Parfois, ils doivent le garder à la maison. On leur dit : « Désolé, mais il n'y a personne pour s'en occuper. »

Pourvoir les postes vacants ne suffira pas. Car il n'y a pas seulement une pénurie d'éducatrices. Il manque aussi de places. Il faudrait accueillir au minimum 37 000 enfants de plus, avec les embauches additionnelles d'éducatrices que cela suppose.

La profession doit donc devenir plus attractive. Or, c'est le contraire qui se passe. Les inscriptions au diplôme d'études collégiales ont chuté de 40 % depuis 2013.

Les éducatrices disent encore aimer leur métier. Elles le font pour travailler avec les enfants, mais elles exigent

une considération minimale.

Bref, ça ne fonctionne plus.

Tout cela, c'était avant la COVID-19.

Les choses se sont aggravées depuis. Des éducatrices s'absentent, quittent la profession ou songent à le faire².

Pour compenser la pénurie, le ministre de la Famille, Mathieu Lacombe, s'est engagé dans une dangereuse spirale.

Auparavant, les deux tiers des éducatrices d'une garderie devaient être titulaires d'une formation collégiale. Ce ratio a été baissé à un tiers durant la pandémie. Il vient d'être ramené à une sur deux. C'est mieux, mais cela demeure moins qu'avant.

De plus, la formation exigée a aussi été revue à la baisse. Pour qu'une éducatrice soit incluse dans ce ratio, le diplôme complet n'est plus requis. Une attestation d'études collégiales suffit (une année d'étude).

Cela nuit à la qualité des services et à la satisfaction des éducatrices. Elles doivent passer une partie de leur temps à former ces recrues, tout en sentant que leur diplôme n'est pas pris au sérieux.

Bien sûr, M. Lacombe ne le fait pas par plaisir ou par négligence. Il essaie de son mieux de garder les places ouvertes. À court terme, c'est sans doute un moindre mal.

Et le ministre tente aussi d'attirer de nouvelles candidates. En avril, il a débloqué 64 millions pour payer la formation d'éducatrices (15 \$/h durant leurs cours), en plus de bourses d'études et d'une campagne de promotion.

Reste que le nivellement par le bas risque de créer un dangereux cercle vicieux. Des éducatrices pourraient changer de boulot. Avec le manque de main-d'œuvre, ce n'est pas le choix qui manque.

Pour un meilleur salaire, elles peuvent faire le ménage dans une entreprise – un métier noble, sans doute, mais

qui ne comble pas un besoin urgent de société.

Et si elles veulent garder un contact avec les enfants, elles peuvent devenir techniciennes en service de garde scolaire. Le salaire de cette profession était 17 % plus élevé, et l'écart se creusera davantage avec l'entente conclue avec leur syndicat jeudi.

Cette histoire rappelle celle des infirmières ou des préposées aux bénéficiaires.

Il s'agit de métiers féminins, dont les conditions de travail semblent inversement proportionnelles à leur importance sociale. Des postes restent vacants. La qualité des services en souffre, et toute la population est perdante.

Ironiquement, cela survient alors que le Canada anglais nous utilise comme modèle pour implanter un programme national de garderies.

Avec les préposées aux bénéficiaires, François Legault avait court-circuité les négociations avec les syndicats pour créer une formation rapide et rémunérée. En quelques mois, il aura réussi à en mettre au travail près de 10 000. C'est une des grandes réussites de son mandat.

Lors de la création du réseau en 1997 par Pauline Marois, le gouvernement péquiste avait accepté de faire un rattrapage salarial massif. On avait compris que sans éducatrices, les CPE resteraient des coquilles vides.

Un quart de siècle plus tard, l'heure est venue de redresser de nouveau la barre. Mais malheureusement, c'est mal parti, une fois de plus, à cause des négociations pénibles. J'y reviendrai lundi.

1. Ces chiffres viennent de la note préliminaire d'un rapport de la firme Perreault Conseil que j'ai obtenue. Elle a été commandée par l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE), qui ne participe pas aux négociations.

2. Selon une consultation web réalisée par le mouvement Valorisons ma profession auprès de 3669 répondantes, une éducatrice sur deux songe à quitter le métier d'ici trois ans. Le sondage n'avait pas de valeur scientifique et il mesure une intention hypothétique. Mais il donne néanmoins une petite idée de l'état des troupes.

FIN DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Bulletin ministériel

**MICHEL
DAVID**



Le ministre de la Santé, Christian Dubé, peut revendiquer une bonne part du mérite de la résistance que le Québec a offerte à la troisième vague et du remarquable succès de la campagne de vaccination. Il a mal taillé une coche en liant le règlement des conventions collectives dans le secteur public à la fin de la pandémie, mais il a rapidement corrigé cette erreur. **A**

Même s'il souhaitait personnellement aller plus loin, Simon Jolin-Barrette (Justice, Langue) a créé un remarquable consensus autour du projet de loi 96 sur la langue et de la modernisation du programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels. **A**

Le ministre des Finances, Eric Girard, demeure un roc inébranlable, qui semble avoir réponse à tout. Il était tout désigné pour remplacer son collègue de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, durant son purgatoire. **A**

Jean Boulet (Travail) a su éviter la grève dans l'industrie de la construction. Il fait des efforts significatifs pour lutter contre la pénurie de la main-d'œuvre en facilitant sa requalification. Même s'il y a apporté des correctifs, sa réforme de la santé et de la sécurité au travail demeure perfectible. **B**

La présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, est en voie de réa-

liser un exploit en concluant sans trop de heurts des ententes avec l'ensemble des syndicats du secteur public. L'abandon de la réforme du mode de scrutin constitue cependant un reniement de la promesse faite en 2018. **B**

La vice-première ministre, Geneviève Guilbault, a fait diligence quand on lui a confié la responsabilité de contrer la violence conjugale. Elle est très solide quand elle remplace le premier ministre à la période de questions, mais son assurance confine à une arrogance qui commence à caractériser un gouvernement aussi populaire. **B**

Depuis son arrivée, Ian Lafrenière (Affaires autochtones) a réussi à rétablir les ponts avec les Autochtones. Même s'il a refusé de l'étendre aux pensionnats, le projet de loi 79 sur la communication des renseignements personnels aux familles des enfants autochtones disparus est encourageant. **B**

Après un long passage à vide, Marguerite Blais (Aînés) a connu une bonne session avec sa politique pour les proches aidants et un projet de loi sur la maltraitance qui aura plus de mordant. **B**

Nathalie Roy (Culture, Communications) a multiplié les mesures pour venir en aide aux artistes frappés par la pandémie. La création d'un nouveau réseau muséal régional, les « Espaces bleus », est une belle initiative. **B**

Le ministre des Richesses naturelles, Jonatan Julien, a donné le feu vert au projet éolien Apuiat, qui constitue un pas significatif dans la participation des Premières Nations au développement économique de leurs territoires. **B**

Le ministre de l'Agriculture, André

Lamontagne, a promis de réduire l'utilisation des pesticides et de mettre fin à la collusion entre les conseillers agronomes et ceux qui en vendent. À suivre. Il a plafonné à 15 % les frais imposés pour la livraison à domicile des produits de la restauration. **B**

•••••

Ottawa a fini par reconnaître sa part de responsabilité pour les interminables délais dans les traitements des immigrants qui désirent s'établir au Québec. Au moment où son collègue responsable de la Langue présentait sa « nouvelle loi 101 », Nadine Girault (Relations internationales, Immigration) a cependant bien mal choisi le sien pour annoncer que la connaissance du français deviendra un critère moindre dans la grille de sélection. **C**

Caroline Proulx (Tourisme) ne peut évidemment pas être tenue pour responsable des difficultés de l'industrie du tourisme durant la pandémie.

Mais les événements violents survenus dans le Vieux-Montréal au cours des derniers mois témoignent de l'insuffisance des restrictions qu'elle a imposées aux locations par Airbnb. **C**

Benoit Charette (Environnement) a été incapable d'atteindre l'objectif de désignation des aires protégées que le gouvernement s'était fixé.

Les photos des coupes à blanc sur l'île d'Anticosti ont été du plus mauvais effet. Il n'était pas le candidat évident pour diriger la lutte contre le racisme. Un de ses deux collègues qui avaient coprésidé le groupe d'action créé préalablement aurait normalement dû s'en charger, mais l'entêtement du premier ministre à nier l'existence d'un ra-



cisme systémique les aurait placés dans une situation intenable dans leur communauté d'origine. **C-**

Danielle McCann (Enseignement supérieur) n'ayant pas l'autorité suffisante, le premier ministre a dû manifester son impatience pour que les établissements d'enseignement postsecondaire se décident à accueillir les étudiants « en présentiel » l'automne prochain. La nomination de l'ancien ministre péquiste Alexandre Cloutier à la présidence d'un comité d'experts sur la liberté d'expression dans les universités était bien avisée. **C-**

Le ministre de la Famille, Mathieu Lacombe, a mis deux ans à prendre la mesure de la bureaucratie kafkaïenne qui entravait le développement des CPE. Malgré toute sa bonne volonté, le réseau des garderies n'a cessé de se détériorer. **C-**



François Bonnardel (Transports) ne compte pas ses heures. Il a agi avec célérité dans la réfection du pont de l'Île-aux-Tourtes. Il est cependant in-

concevable d'annoncer la construction d'un tunnel de 10 milliards sans présenter la moindre étude la justifiant. **D**

La ministre des Affaires municipales, également responsable de l'Habitation, Andrée Laforest, a démontré une insensibilité face à la crise du logement et une méconnaissance du dossier qui ont laissé pantois. **E**

Depuis son entrée en fonction, Pierre Dufour donne l'impression de s'employer à démontrer la nécessité d'abolir le ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs, et d'en confier les responsabilités à celui de l'Environnement. **E**

Jean-François Roberge (Éducation) s'est démené comme un diable dans l'eau bénite pour maintenir les écoles ouvertes durant la pandémie. Travailler avec la Santé publique peut sans doute être exaspérant par moments, mais il a commis un péché capital en politique : être pris en flagrant délit de mensonge. **E**

P.-S. Comme à l'habitude, le premier ministre et les ministres délégués ne sont pas notés.

Legault en sortie de crise

Les partis de l'opposition entendent retrouver l'avant-scène au retour de la relâche des travaux parlementaires

MARCO BÉLAIR-CIRINO
MYLÈNE CRÊTE
CORRESPONDANTS PARLEMENTAIRES
À QUÉBEC
LE DEVOIR

T

ous les regards sont tournés vers le premier ministre François Legault depuis la déclaration d'état de pandémie de COVID-19 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le 11 mars 2020. Quinze mois plus tard, les partis d'opposition sont décidés à retrouver le temps d'antenne qu'ils ont perdu.

« On veut retourner à une démocratie qui fonctionne pleinement », a demandé la cheffe du Parti libéral du Québec, Dominique Anglade, lors de sa conférence de presse bilan avant la relâche estivale des travaux parlementaires. Elle s'est présentée comme « la seule alternative crédible » au chef caquiste à moins d'un an et demi des prochaines élections générales.

M^{me} Anglade est lasse de voir l'équipe de François Legault gouverner par décrets et arrêtés à l'abri des regards du Parlement. Pendant l'état d'urgence sanitaire, les partis d'opposition se sont « butés au mur de l'arrogance » de la Coalition avenir Québec lorsqu'ils se sont interrogés à haute voix sur la gestion de la pandémie ou encore lorsqu'ils ont montré du doigt les « manquements éthiques » de membres du gouvernement caquiste. Les chefs de Québec solidaire (QS) et du Parti québécois acquiescent.

D'ailleurs, QS n'était pas peu fier vendredi d'avoir eu la tête du ministre de l'Économie et de l'Innovation, Pierre Fitzgibbon, il y a moins de 10 jours. Le deuxième groupe d'opposition à l'Assemblée nationale savourait encore

vendredi la mise à l'écart du Conseil des ministres de « Fitz », dont les actifs dans deux sociétés privées étaient jugés incompatibles avec des fonctions ministérielles par la commissaire à l'éthique et à la déontologie. « Si Québec solidaire n'avait pas été là, si Vincent Marissal n'avait pas été là, eh bien, M. Fitzgibbon serait encore ministre de l'Économie », a souligné à gros traits la co-porte-parole de QS, Manon Massé. La CAQ, « en matière d'éthique, commence de plus en plus à ressembler au Parti libéral [et] a même le potentiel de dépasser le Parti libéral dans le nombre de manquements sur le plan éthique et dans leur gravité », a dit le chef du Parti québécois (PQ), Paul St-Pierre Plamondon.

Malgré leurs critiques répétées, les trois partis d'opposition n'ont toutefois pas réussi à faire tomber le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, emmêlé dans ses contradictions sur l'utilité des systèmes de ventilation dans les écoles au temps de la COVID-19.

« Je veux vous dire au cas où ça soit une question : il n'y a aucun changement de prévu dans notre gouvernement. Je suis très satisfait de l'équipe qu'on a actuellement », a dit M. Legault avant même que le « cas Roberge » soit évoqué en conférence de presse.



Le chef du gouvernement laisse néanmoins la porte ouverte à un retour de Pierre Fitzgibbon au Conseil des ministres si ce dernier parvient à se départir de ses actifs dans White Star Capital et Immervision. « Il s'offre au plus offrant pour redevenir ministre. Si ça, ce n'est pas un conflit d'intérêts », s'est désolé l'élue libérale Marc Tanguay en Chambre. « Quand il était dans l'opposition, le premier ministre, c'était tolérance zéro. On le voyait même, certains le disaient, que c'était M. Net. Mais, depuis, on a vu que ses beaux habits blancs accumulent des taches », a-t-il lancé.

Après l'arrogance, la zénitude ?

L'équipe de François Legault paiera le « prix » de son « arrogance [...] lorsqu'on retournera à un environnement parlementaire normal à l'automne », prédit M. St-Pierre Plamondon.

François Legault a convenu qu'il devait être « plus zen » et de ne pas perdre de vue ses cinq priorités après le déconfinement complet de l'opposition parlementaire. « On est un peu comme un canard qui avance en dessous de l'eau », a-t-il illustré. « Ça ne paraît pas, mais on avance en éducation, en économie, en environnement, du côté de la culture, de la santé, de notre fierté, donc on a continué à avancer ; puis là on va pouvoir avancer encore plus vite dans les prochains mois. »

Le chef caquiste prépare notamment une charge contre la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ). Il n'exclut pas de recourir durant l'automne à la loi 20 de l'ex-ministre libéral Gaétan Barrette, — « qui n'est pas nécessairement mauvaise », selon le premier ministre —, pour imposer des pénalités aux médecins qui ne prennent pas en charge « un minimum de patients ». Pour « avoir une première ligne forte », c'est-à-dire des médecins qui prennent en charge suffisamment de patients et des soins à domicile « de qualité » pour désengorger les urgences des hôpitaux. « Ce n'est pas facile de négocier avec, entre autres, la FMOQ, je vous le dis, là, ce n'est pas facile », a

admis M. Legault.

En tête des sondages

Malgré ses prises de bec avec l'opposition, le chef caquiste jouit d'un appui populaire inégalé comparativement à ses homologues dans le reste du Canada. Le taux de satisfaction des Québécois à son égard s'élève à 66 %, selon la firme de sondages Angus Reid. Son ami Doug Ford en Ontario récolte l'un des pires résultats au pays avec un taux d'approbation de 35 %.

D'autre part, les mesures déployées par le gouvernement québécois pour freiner la progression de la COVID-19 jouissent toujours de l'appui de 73 % des Québécois, selon la firme Léger. M. Legault s'est félicité pour la gestion de la troisième vague de COVID-19 et de la campagne de vaccination. « On s'en est mieux sorti qu'ailleurs », a-t-il fait remarquer, tout en remerciant chaleureusement les Québécois « d'avoir été solidaires ».

N'en reste pas moins que la vie de 11 167 Québécois a été emportée par la COVID-19 depuis le début de la pandémie — principalement par la première vague. Malgré cela, le premier ministre refuse de tenir une commission d'enquête indépendante, se désole l'opposition parlementaire. La « gestion de la pandémie ne devrait pas être dans la joute politique », estime M. St-Pierre Plamondon. Il constate lui aussi que les Québécois ne comptent pas pour le moment en faire payer le prix politique à la CAQ. « Si on politise la gestion de la crise, on ne tombe pas dans un dialogue très, très constructif. Je pense que, également, les gens vont ressentir à juste titre le besoin de tourner la page », a-t-il dit, réitérant son appui à une commission d'enquête indépendante.

La COVID-19 fera irruption au cours des prochains mois dans l'Hôtel du Parlement sous les traits d'une série de rapports, dont celui de la commissaire à la santé et au bien-être, Joanne Castonguay.

Pour QS, la pandémie a démontré de triste façon la nécessité d'un réinvestis-

sement dans les services publics. « Quand on regarde les services publics, les services de santé dans la dernière année, c'était tellement pétant comment les gouvernements antérieurs ont tellement appauvri nos services publics qu'on a failli. On a failli plusieurs fois. Il y a des bris de services partout à travers le Québec, ça ne va pas bien au niveau de la santé », a souligné Manon Massé, à quelques heures de céder sa place de cheffe parlementaire à Gabriel Nadeau-Dubois.

Legault ne tient rien pour acquis

Même si, selon lui, le Québec a surmonté la 3^e vague de COVID-19 avec succès, François Legault convient qu'« il n'y a rien de gagné » pour la Coalition avenir Québec à l'approche du scrutin. Il fait allusion au premier ministre britannique, Winston Churchill, qui s'est fait chasser du 10, rue Downing, au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Même si M. Churchill bénéficiait d'une forte popularité personnelle, son parti politique avait mordu la poussière en 1945. Le programme de son adversaire travailliste avait ravi les électeurs.

« François Legault a une certaine popularité, mais il est plus populaire que son projet de société. Son projet de société, lui, je pense que les Québécois n'embarquent pas », a fait valoir le député de Gouin, Gabriel Nadeau-Dubois, avant de pointer le projet de tunnel Québec-Lévis, dont le coût pourrait osciller autour de 10 milliards de dollars. Un projet « rétrograde » et « antiscientifique » qui éloigne le Québec de la lutte contre les changements climatiques, selon lui.

La cheffe libérale a décrit le projet autoroutier sous-fluvial comme le « Taj Mahal électoral » de la CAQ, ce qui n'est pas sans rappeler l'appareil Airbus aménagé par le premier ministre fédéral Brian Mulroney. Son adversaire libéral, Jean Chrétien, l'avait surnommé le « Taj Mahal volant ».

« [Les caquistes] prennent les décisions en fonction de leurs intérêts électoraux dans la région de Québec », a

renchérit le chef péquiste.

Par ailleurs, le PQ ne lâchera pas d'une semelle le ministre responsable de la Langue française, Simon Jolin-Barrette, à partir du lancement des consultations particulières sur le projet de loi 96 en septembre, qu'il juge insuffisant. « On est à une époque, dans l'histoire du Québec, où le Québec joue, d'une certaine manière, son destin linguistique », a fait valoir M. St-Pierre Plamondon, disant « fai[re] de la politique par conviction ».

Le leader indépendantiste annonce « un choc des titans », « un choc de visions » pour l'automne. « La pandémie sera terminée et on pourra aller au fond des choses relativement à plusieurs décisions du gouvernement, qui sont vraiment difficiles à accepter et à comprendre », a-t-il affirmé. La cote de popularité du chef du gouvernement s'effritera à coup sûr, est-il persuadé.

« Au fur et à mesure que les nuages s'éclaircissent par rapport à la pandémie, les gens commencent à voir le vrai visage du gouvernement et aussi,

le vrai visage d'autres formations politiques », a ajouté la cheffe libérale, Dominique Anglade.

M. Legault a profité de la dernière journée de travaux parlementaires avant la relâche estivale pour souhaiter un bon « été des rapprochements » à la population québécoise. « Ce que je souhaite, en fait, c'est qu'après avoir mis Québec sur pause, bien, qu'on mette les Québécois sur pause au cours des prochaines semaines. Je pense que c'est bien mérité. Mais il faut se rappeler qu'il nous reste une grande mission pour l'été : d'aller chercher sa deuxième dose de vaccin pour être pleinement protégé », a-t-il déclaré. Il y va de la levée de l'état d'urgence sanitaire. En effet, il renoncera aux pouvoirs exceptionnels prévus à la Loi sur la santé publique lorsque 75 % des Québécois « dans chaque groupe d'âge » auront reçu leur deuxième dose vaccinale. « On pense être capables d'atteindre ça d'ici la fin août », a-t-il réitéré. « Mais je ne veux [tenir] rien pour acquis par contre. »

III SANTÉ

Le seul front commun syndical ne tient plus

La FIQ et l'APTS négocieront dorénavant chacune de leur côté avec le gouvernement

ISABELLE PORTER
À QUÉBEC
LE DEVOIR

Dans le but d'obtenir de meilleurs gains salariaux, la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ) a rompu son front commun avec l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) dans le cadre des négociations avec le gouvernement.

Les deux centrales qui représentent respectivement 75 000 et 60 000 travailleuses (des femmes en grande majorité) négocient désormais chacune de leur côté, a appris *Le Devoir*.

Contrairement à la FIQ qui a conclu une entente sectorielle avec l'État, l'APTS n'a pas encore d'accord sûr avec le Conseil du trésor sur les conditions de travail. Or il appert que la FIQ — qui représente principalement des infirmières — a décidé de ne pas l'attendre pour franchir l'étape suivante en lançant seule les pourparlers sur les salaires.

« Nos stratégies de négociations sont différentes, mais nous demeurons des alliés », a expliqué à ce sujet le porte-parole de l'APTS, Maxime Clément. « On continue à collaborer pour la mobilisation. »

« La stratégie de négociation a été revue de part et d'autre pour tenir compte de l'état d'avancement des travaux et des priorités établies en faveur des matières sectorielles, pour l'APTS, et intersectorielles, pour la FIQ », a indiqué pour sa part la FIQ par courriel.

La FIQ et l'APTS sont les seuls grands syndicats à avoir constitué un front commun sur les salaires dans le cadre de la présente négociation. Avant la pandémie, ils avaient réclamé une hausse conjointe de 22 % sur trois ans, offre révisée à la baisse à 12,4 % l'été dernier.

Dans le passé, les grands syndicats faisaient, le plus souvent, front commun dans le cadre des négociations, une stratégie mise en échec notamment par la volonté du gouvernement caquiste de consentir des hausses de salaire plus élevées pour certains groupes d'em-

ployés comme les infirmières, les préposés aux bénéficiaires et les enseignants.

C'est d'ailleurs ce qui semble avoir motivé la FIQ à faire cavalier seul, le gouvernement s'étant montré ouvert à consentir des hausses plus importantes aux infirmières dans l'espoir de contrer le manque de professionnelles en soins dans le réseau.

Rémunération des psychologues

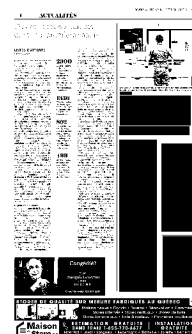
Du côté de l'APTS, la rémunération des psychologues — également en pénurie — est aussi au cœur de la négociation. Or, les changements qui se dessinent semblent pour l'instant assez modestes.

L'APTS a demandé que leur rémunération grimpe d'un échelon et qu'une nouvelle prime soit considérée dans le calcul de la retraite. La cause n'est pas entendue, mais au Conseil du trésor, on confirme que cela fait l'objet de discussions.

Quoi qu'il en soit, même dans l'éventualité d'un gain sur ce plan, cela ne réduirait pas beaucoup l'écart avec les revenus des psychologues du secteur public et ceux du privé.

Selon nos informations, le gouvernement souhaite, de son côté, prolonger la semaine de travail des psychologues et d'autres professionnels au-delà de 35 heures, demande qui se heurte à une certaine résistance.

Mais dans l'ensemble, malgré les grèves lancées cette semaine, les négociations progressent bien de l'avis du cabinet de la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel. « Aux tables, ça se parle, ça négocie. Ça avance », fait valoir son attaché de presse Florent Tanlet. « On a confiance que les quelques ententes qui restent à boucler se règlent rapidement. »



L'état des négociations

Centrales qui ont conclu des ententes sectorielles sur les relations de travail : Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Fédération autonome de l'enseignement (FAE), Centrale des syndicats du Québec (CSQ) (en partie), Fédération interprofessionnelle de la Santé (FIQ).

Centrales qui ont conclu une entente globale sur les salaires : FTQ, FAE, Syndicat du gouvernement du Québec (SPGQ).

Centrales qui n'ont signé aucune entente : Centrale des syndicats nationaux (CSN), APTS, Syndicat de la fonction publique (SFPQ).

Ils ont osé !

NORMAND BAILLARGEON



Nous sommes le 25 février dernier, et cela se passe dans une classe (virtuelle) du Toronto District School Board. Nadine Couvreur, une enseignante d'expérience, tient une rencontre dans le cadre de son cours d'immersion en langue française donné à des élèves de 16 ans. C'est un moment consacré à la poésie.

L'enseignante distribue (virtuellement) deux textes qu'on étudiera : un poème de L.S. Senghor et un autre de Prévert intitulé *Pour toi mon amour*.

Le voici :

Je suis allé au marché aux oiseaux Et j'ai acheté des oiseaux
Pour toi Mon amour / Je suis allé au marché aux fleurs
Et j'ai acheté des fleurs Pour toi, Mon amour / Je suis allé au marché à la ferraille
Et j'ai acheté des chaînes Pour toi mon amour / Et puis je suis allé au marché aux esclaves
Et je t'ai cherchée Mais je ne t'ai pas trouvée, Mon amour.

Une personne de la classe demande quand ce texte a été écrit et s'il fait partie du matériel pédagogique de la commission scolaire ou a plutôt été choisi par l'enseignante.

Le cours se termine.

Le soir, son directeur appelle M^{me} Couvreur chez elle pour l'informer... qu'on parlera d'elle au téléjournal !

À la chaîne City News, on rapporte en effet la grande nouvelle : une élève révèle qu'on enseigne un texte raciste et qui fait référence à l'esclavage, comme le prouve d'ailleurs le texte de Prévert qui apparaît à l'écran, traduit en anglais. On donne la parole à l'élève, invisible et voix modifiée, qui dit avoir été profondément offensée.

M^{me} Couvreur sera suspendue durant quelques semaines, puis rencontrée sur Zoom par un comité qui lui infligera une sanction disciplinaire. La lettre qu'on lui envoie ensuite précise que si de tels événements devaient se reproduire, elle pourrait même être congédiée.

Ce sont des spécialistes de Prévert et les éditeurs de son œuvre en Pléiade, Danièle Gasiglia-Laster et Arnaud Laster, qui ont porté cette histoire à mon attention et je les en remercie.

Littérature, école, censure

On le sait, hélas : des événements semblables, qui concernent les arts et la littérature, se multiplient depuis quelques années. Les censeurs se mettent vite en action et réclament, trop souvent avec succès, qu'on interdise un mot, des propos, des œuvres, des sujets, des spectacles.

Cela se passe parfois hors de l'école (le procès Godbout, l'affaire *SLĀV...*) et parfois, comme ici, en son sein (le mot en n à l'Université d'Ottawa, un professeur de philosophie qu'on rapporte avoir été sanctionné en France pour avoir montré en classe *L'origine du monde*, de Courbet, le drame Samuel Paty).

S'il existe certes de rares bonnes raisons d'interdire une œuvre littéraire ou artistique, on sait très bien les immenses dangers qu'il y a, pour nous tous et toutes, à le faire. « Toute licence en art » : le mot d'ordre d'André Breton, devrait être notre règle générale, dont on ne s'écarte qu'exceptionnellement.

On devrait pour cela savoir distinguer l'homme de l'œuvre et ne pas récuser celle-ci en raison de défauts de son auteur ; on devrait savoir que, par nature, art et littérature explorent et font parfois connaître des univers bouleversants, choquants, voire malsains, mais que cela ne signifie pas que leurs créateurs les approuvent ou en font la promotion ; on devrait enfin avoir appris à ne pas condamner sans appel une œuvre d'hier parce qu'elle ne correspond pas à nos valeurs actuelles.

Mais s'agissant de l'école, les choses sont différentes et typiquement plus complexes. L'âge des élèves doit bien entendu être pris en considération, ainsi que leur sensibilité et les savoirs préalables nécessaires pour pouvoir comprendre et apprécier une œuvre. Cela demande de la culture et du jugement. Les personnes qui ont condamné M^{me} Couvreur, des adultes, manquaient absolument de l'une et de l'autre. C'est un drame aggravé du fait qu'elles occupent des postes décisionnels en éducation.

Qu'une jeune personne soit incapable de comprendre un texte, surtout s'il est d'une autre culture que la sienne, est compréhensible : elle est justement là pour apprendre. Mais que des adultes occupant des postes d'autorité en éducation en soient incapables est terrifiant. Qu'un journaliste fasse un aussi mauvais travail l'est tout au-



tant. Ignorance crasse, paresse intellectuelle, incapacité de simplement lire, absence de toute recherche sur un sujet avant de prendre une décision ou d'aller en ondes : voilà le cocktail qu'on nous a servi et qui tend à faire de Prévert, l'antiraciste (« Le racisme et la haine ne sont pas inclus dans les sept péchés capitaux. Ce sont pourtant les pires »), un raciste, voire un esclavagiste.

Derrière cette ignorance mâtinée de lâcheté, dangereuse pour l'idée même d'éducation, il y a aussi cette tendance à accorder d'emblée un immense crédit aux sensibilités offensées.

« Je suis offensé » vaut désormais pour certains toutes les démonstrations, et on ne prend pas la peine de penser et d'examiner les faits. La cause est entendue, le dossier clos, la sanction prononcée.

Voilà ce dorlotage, si répandu en éducation, que Greg Lukianoff et Jonathan Haidt ont brillamment décrit et dénoncé comme dangereux et contre-productif et par lequel on invite à adhérer, à tort, à un triple faux et dangereux credo : « ce qui ne vous tue pas vous rend plus faible » ; « il faut toujours faire confiance à ses sentiments » ; « la vie est une bataille entre les gens bons et les gens mauvais » — vous-même, étant offensé, faisant sans aucun doute possible partie du deuxième groupe.

ACTUALITÉS

UNE PANDÉMIE DANS LA TÊTE

CAROLINE TOUZIN
LA PRESSE

D'énormes sacrifices leur ont été demandés depuis le début de la pandémie. Tout ce qu'on les encourageait à faire - aller à l'école, faire du sport, voir des amis - est devenu synonyme de danger. Quels sont les impacts des mesures sanitaires sur la santé mentale des adolescents ? La Presse a réalisé une rare - et bouleversante - incursion dans l'unité de pédopsychiatrie et les urgences du CHU Sainte-Justine à Montréal pour le découvrir.

« CÂLISSEMENT TANNÉ »

« Ma mère pense que je deviens crazy. »

Nous sommes le samedi du long week-end de la Journée nationale des patriotes. Les urgences du CHU Sainte-Justine sont bondées. Il ne reste plus qu'un seul lit réservé aux cas psychiatriques.

La veille au soir, Christophe* a atterri ici après s'être mis un couteau sous la gorge. « Ma vie, c'est le bordel depuis la pandémie », résume l'adolescent de 16 ans pour la Dre Marie-Pier Larrivée.

La Presse a réalisé une rare incursion dans les services de pédopsychiatrie et des urgences du grand hôpital pédiatrique montréalais pour comprendre les impacts des mesures sanitaires sur la santé mentale des ados.

Le nombre de cas comme celui de Christophe est en hausse depuis le début de la pandémie.

PLUS D'ADOS AUX URGENCES

Dans tout le Québec, plus d'adolescents se sont retrouvés aux urgences pour un épisode dépressif (hausse de 15 %) et pour des troubles anxieux (hausse de 5 %) en janvier et février 2021 par rapport à la même période l'année précédente, selon les derniers chiffres disponibles.

Source : rapport publié en mai par l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux

Aux yeux de la Dre Larrivée, la pédopsychiatre que nous accompagnons ce jour-là, cela ne fait aucun doute : les « grands ados » souffrent terriblement depuis un an et demi.

Les conférences de presse du trio Legault-Dubé-Arruda lui ont d'ailleurs laissé un goût amer. « Parle-moi de rouvrir le Centre Bell aux fans de hockey quand je vois toutes les semaines des ados qui veulent se tuer, privés de tout ce qui est essentiel pour eux », ironise la médecin, découragée.

Dès l'automne dernier, l'école à temps plein en présentiel pour tous les jeunes - y compris ceux au cégep - aurait dû être LA priorité, bien avant les centres commerciaux et les salons de coiffure, plaide-t-elle.

La motivation scolaire en a pris un coup. Ses patients qui terminent le secondaire ou commencent le cégep ont abandonné des cours, quand ils n'ont pas carrément lâché l'école, observe-t-elle. Tous. Sans exception.

Avant la pandémie, Christophe n'avait jamais été hospitalisé. Il n'avait jamais été violent non plus. Un

ado sans histoire qui vit seul avec sa mère dans un quartier de classe moyenne de la métropole.

Dans la dernière année et demie, tout a basculé. Il a raté une cinquantaine de jours d'école virtuelle.

« J'étais juste pas capable de me lever le matin pour me retrouver encore devant mon ordi. »

- Christophe, 16 ans

Naguère assez fort pour intégrer un programme enrichi, l'élève vient d'échouer à sa quatrième secondaire.

Sa relation avec sa mère s'est détériorée. « On se tape sur les nerfs, madame », dit le garçon frêle à la chevelure rebelle à la pédopsychiatre qui doit déterminer si l'ado a besoin d'être hospitalisé en raison de son risque suicidaire.

Depuis l'hiver dernier, les « chicanes » se multiplient au point que la maman a appelé la police quelques fois, incapable de calmer son fils.

Vendredi soir, après une énième dispute, sa mère lui a donné un ultimatum : il ira passer l'été chez une amie de la famille, loin de Montréal, ou bien elle le confie à la DPJ.

C'est là qu'il s'est mis un couteau sous la gorge.

Devant la médecin, l'ado jure que s'il avait voulu se tuer, il l'aurait déjà fait. D'un ton bienveillant, la Dre Larrivée lui assure qu'elle le croit. Sauf qu'elle doit aussi entendre la version de sa mère ; cette dernière n'étant pas présente à l'hôpital ce jour-là.

Christophe en est à sa quatrième vi-

site aux urgences en quelques mois. Chaque fois, sa mère le croit en psychose. Mais jusqu'ici, tous les professionnels ont conclu à un trouble relationnel parent-enfant causé par le confinement.

La pédopsychiatre joint la mère sur son cellulaire. Cette dernière insiste : elle ne reconnaît plus son fils. Il ne se lave plus. Il ne sort plus. Avant, il respectait son autorité. Plus maintenant.

La maman est catégorique : elle ne le reprendra pas chez elle. Elle décrit de longs antécédents de troubles mentaux dans la famille (dépressions majeures, bipolarité) ; un « signal d'alarme » pour la médecin.

« Ça ressemble à un trouble comportemental, mais en même temps, vu l'histoire familiale lourde, je ne veux pas l'échapper s'il a un prodrome psychotique [début de la maladie]. »

— La Dre Marie-Pier Larrivée, pédopsychiatre au CHU Sainte-Justine

La médecin spécialiste fait revenir l'ado dans la petite salle froide éclairée aux néons où elle mène ses consultations. Ici, les chaises sont fixées au mur par mesure de sécurité.

Vêtu d'une blouse d'hôpital bleue mal attachée qu'il replace constamment, Christophe est calme lorsqu'il se rassoit devant la pédopsy.

Sa maman ne viendra pas le chercher, lui annonce-t-elle avec douceur.

La Dre Larrivée n'a pas assez d'éléments pour le garder à l'hôpital contre son gré. Elle lui donne deux choix : un transfert volontaire à l'hôpital psychiatrique situé le plus près de chez lui pour une évaluation ou le centre jeunesse.

L'ado prend des airs de petit animal blessé. Il se met à mordre dans son masque. Il se prend le visage à deux mains. La colère l'envahit. Il traite sa mère de tous les noms en tremblant.

Christophe choisit l'hôpital

psychiatrique. « Je suis câlissement tanné », lâche-t-il avant de retourner à sa chambre en continuant de maudire sa mère.

* Pour respecter la confidentialité des jeunes patients, leurs prénoms ainsi que certains détails ont été changés.

JOUR ET NUIT DEVANT L'ÉCRAN

Taylor ne mange plus et ne dort plus.

Sa belle-mère a caché tous les couteaux de la maison depuis qu'elle a découvert que l'adolescente de 16 ans se mutilait.

La frêle jeune fille prend maintenant des douches brûlantes. Cela laisse moins de traces que des marques de couteau.

Taylor était déjà suivie à Sainte-Justine pour un trouble alimentaire. Mais la pandémie a exacerbé ses souffrances.

« Ce n'est pas vivre que je fais, c'est survivre », dit-elle à la Dre Marie-Pier Larrivée, de garde aux urgences ce jour-là.

« J'irais dans un coma », poursuit la frêle adolescente recroquevillée sur sa chaise.

Les parents de Taylor ont fait des sacrifices pour lui payer des séances chez un psychologue au privé. Au public, « on attendrait encore », lâche sa belle-mère qui l'accompagne aux urgences.

Les séances ont été interrompues les premiers mois de la pandémie. Pas de nature à régler son trouble alimentaire qui s'ajoute à un TDAH et à des symptômes de dépression majeure.

L'ado passait déjà trop de temps sur des écrans. Avec l'école sur Zoom, ç'a été la goutte qui a fait déborder le vase.

« À part dans la douche, Taylor est toujours devant un écran. »

— La belle-mère de Taylor

L'ado ne la contredit pas.

« Est-ce que je dois mettre quatre murs autour de toi pour t'empêcher de te faire du mal ? », lui demande la pédopsychiatre. Taylor affirme que ce ne sera pas nécessaire.

À la seconde où la consultation se termine, l'ado replonge le nez dans son cellulaire.

HAUSSE INQUIÉTANTE DES TROUBLES ALIMENTAIRES

Ce trop-plein d'écrans en a rendu beaucoup de malades. « Je n'aimais pas mon image sur Zoom », a confié à la Dre Larrivée une autre jeune patiente devenue anorexique.

Les chiffres le confirment : un bond de 122 % des hospitalisations d'ados pour troubles alimentaires en provenance des urgences de la province a été observé durant toute l'année pandémique, par rapport à la précédente*.

Ces jours-ci, uniquement à Sainte-Justine, il y a trois fois plus d'adolescents hospitalisés pour un trouble alimentaire que d'habitude. « Ça ne déroutait pas », lâche le pédiatre spécialisé en médecine de l'adolescence Olivier Jamouille.

Les cas sont plus sévères et nécessitent souvent des hospitalisations d'une durée de deux à huit semaines. « C'est déchirant », explique-t-il, car ces jeunes répondent bien au traitement... quand ils ont accès aux services.

Or, le réseau de la santé - et son propre hôpital - est « saturé », illustre le Dr Jamouille. « On fait ce qu'on peut, mais on manque de ressources », résume-t-il avec un mélange de fatigue et de découragement dans la voix.

Cette détresse chez les jeunes ne disparaîtra pas magiquement avec l'allègement des mesures sanitaires, avertit le pédiatre. Ses impacts dans le réseau de la santé se feront sentir durant « des semaines, voire quelques mois ». « Il est même possible que certains jeunes qui ne s'en sortaient pas si mal jusqu'à présent éprouvent des difficultés à cause du déconfinement », prévient-il.

* Source : rapport publié en mai par l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux

UN « RETOUR À LA NORMALE » TERRIFIANT

Alicia veut un billet du médecin qui l'exempterait de se présenter en classe.

L'ado de 14 ans se retrouve devant la Dre Majorie Vadnais à peine trois semaines après avoir consulté aux urgences d'un autre hôpital.

Cette fois-ci, l'adolescente a versé un flacon de médicaments dans son bol de céréales et a dilué le tout avec de la compote de pommes. Heureusement, son père est entré dans sa chambre avant qu'elle n'ingère le tout.

Alors que l'année scolaire s'achève, la Dre Vadnais, cheffe des urgences psychiatriques à Sainte-Justine, est submergée de cas comme celui d'Alicia. Un lundi de la fin mai - jour où nous la suivons aux urgences -, elle ne verra que ça : des ados anxieux qui veulent mettre fin à leurs jours.

Ces jeunes racontent tous la même chose : ils étaient bien en confinement. L'école les stresse. Pour les plus vieux, l'école par intermittences, c'est l'enfer ; comme si ça leur demandait le double d'efforts de devoir replonger chaque fois dans cette microsociété.

Cela fait une semaine qu'Alicia se rend à l'école uniquement pour s'enfermer dans le bureau de la psychoéducatrice. Elle ne se sent pas la force d'entrer en classe. Elle craint le juge-

ment de ses amies. Elle préfère les éviter.

Sa mère, elle-même très anxieuse, ne sait plus quoi faire pour l'aider. Devant la psychiatre, elle sort nerveusement un bout de papier de son sac à main pour lui décrire tout ce qui l'inquiète chez sa fille. La liste est longue.

Après avoir écouté la mère, la Dre Vadnais la fait sortir de la pièce pour se concentrer sur l'adolescente. La jeune fille est apathique. Sa voix est faible. La médecin lui fait retirer son masque pour mieux l'entendre.

« C'est un réflexe normal de s'éloigner de ce qui nous fait peur, lui explique la pédopsychiatre, d'un ton maternel. Mais avec l'école, on ne peut pas faire ça. Ça va donner des munitions à ton anxiété si tu n'y retournes pas. »

« Si je te signe ce billet, que va-t-il se passer en septembre ? », poursuit la Dre Vadnais.

« Je n'aurai pas envie d'y retourner », acquiesce l'ado, dont le mal de vivre est manifeste.

La médecin s'assure qu'Alicia prenne une médication adéquate pour l'anxiété et qu'elle poursuive une psychothérapie. Elle lui écrit aussi une lettre détaillant son trouble destinée à la direction de son école.

Et elle y va d'une dernière ordonnance : « Je t'oblige à faire des activités agréables. Maintenant qu'on déconfiner, organise-toi quelque chose avec une amie. »

REFUSER LE VACCIN POUR ÉVITER UN RETOUR À L'ÉCOLE

Une autre patiente vue plus tôt ce jour-là est terrifiée à l'idée de reprendre l'école « en personne », au point de refuser le vaccin.

Suivie pour son anxiété depuis des années, Alex, 17 ans, sait que le « re-

tour à la normale » dépend de la réponse vaccinale.

Après une fin de secondaire sur Zoom et une première année de cégep entièrement en ligne, elle ne veut plus retourner en classe.

La pandémie a creusé le vide qu'elle ressentait déjà en elle. Prise en sandwich entre des parents séparés - une mère bipolaire « pour qui les pilules ont changé la vie » et un père TDAH « anti-pilules » -, elle se sent incomprise.

Depuis janvier, elle conçoit des plans suicidaires. Elle a pris des drogues dures pour la première fois.

« Je veux juste ressentir quelque chose », lâche Alex.

Fortuné, son père lui a déniché un psychologue au privé.

Beaucoup d'enfants n'ont pas cette chance. Ils atterrissent aux urgences en désespoir de cause ; en attente depuis des mois, voire des années, de services en santé mentale dans le réseau public.

Avec la pandémie, la quête - déjà ardue - d'un psychologue est devenue quasi impossible ; même au privé, constate la Dre Vadnais.

Lorsqu'ils téléphonent dans les cliniques privées, les parents de ses patients tombent sur des boîtes vocales avec des messages préenregistrés précisant que l'endroit n'accepte plus de nouveaux patients. Une maman a dû élargir ses recherches à un rayon de 150 km de chez elle pour enfin trouver.

Cela fait 300 km aller-retour, soit trois heures de route, à chaque consultation. « Ça n'a aucun sens », lâche la pédopsychiatre.

UNE BOMBE CHEZ THALIE

« Ça va sauter dans cette famille. »

Dès le 13 mars 2020 - le jour où

Québec a décrété l'état d'urgence sanitaire, confinant du même coup la province en entier -, la Dre Marie-Pier Larrivée a pensé à Thalie.

L'ado de 16 ans est impulsive, hypersensible. Quand ça ne va pas, elle se mutile. La pédopsychiatre la suit à Sainte-Justine depuis qu'elle a 12 ans. Elle a diagnostiqué chez elle un trouble de personnalité limite et un déficit d'attention avec hyperactivité.

Les parents de Thalie ont tellement peur pour elle qu'ils l'étouffent. Avant la pandémie, leur relation était difficile. Difficile au point que son père lui a caché durant un an qu'il avait perdu son emploi pour ne pas la stresser. Il faisait semblant de partir au boulot tous les matins.

En même temps, ils n'ont pas tort de s'inquiéter. L'ado se met souvent les pieds dans le plat. Sur les réseaux sociaux, elle est une proie facile pour les prédateurs.

En temps normal, Thalie vient pratiquement toutes les semaines à Sainte-Justine. Elle y suit deux thérapies : l'une familiale, avec ses parents, et l'autre de groupe, avec d'autres ados qui ont besoin de stratégies pour réguler leurs émotions.

Pour ces grands usagers des urgences (tentative de suicide, automutilation, etc.), Sainte-Justine a mis sur pied un groupe de thérapie comportementale dialectique baptisé groupe TCD. Ces jeunes y apprennent à éteindre leurs feux intérieurs pour éviter d'atterrir aux urgences, prisonniers d'un brasier.

Dès les premières semaines de la pandémie, la Dre Larrivée et sa collègue pédopsychiatre Majorie Vadnais ont fait basculer le groupe TCD sur Zoom. Pas question de laisser tomber ces ados fragiles.

À la première séance de thérapie sur Zoom, la Dre Larrivée entendait sa patiente et son père se disputer. « Va-t'en », lui criait-elle par la tête. La médecin a été forcée de les séparer,

leur ordonnant d'aller dans deux pièces différentes de la maison.

Nous sommes un an après le début de la pandémie, en mars 2021, lorsque La Presse assiste à une rencontre entre Thalie, son père et la pédopsychiatre.

Les parents ont contacté le médecin car l'ado a recommencé à « se mettre en danger ».

Au moment du premier confinement, un inconnu a escroqué Thalie sur les réseaux sociaux. Après lui avoir envoyé des photos d'elle nue, il l'a menacée. Elle a appelé la police. Mais l'enquête n'a rien donné. Démotée, l'ado a voulu mourir.

Thalie vient de recommencer à jouer avec le feu sur les réseaux sociaux. Du moins, selon la version de ses parents.

« Vous êtes over protecteurs », critique la jeune fille vêtue d'une camisole qui laisse la moitié de son ventre à découvert. Elle jure qu'elle ne s'est pas mise en danger à nouveau. Du moins pas ces dernières semaines.

Elle a même cessé de se mutiler, elle fait « juste » se pincer fort.

Durant la séance, la Dre Larrivée tente de calmer tour à tour les angoisses du père et de la fille. Au bout d'une heure, quand le duo quitte son bureau, la pédopsychiatre semble rassurée.

« Sur le plan affectif, Thalie a un moteur de Ferrari avec une transmission de Toyota Corolla, illustre la médecin. Là, elle va plutôt bien. Mais elle pourrait être aux urgences la semaine prochaine. »

SANS SPORT, LA PANIQUE

Le football a sauvé la vie de Laurent.

Ce grand anxieux, aux prises avec un TDAH de surcroît, régule sa vie grâce au sport d'élite.

Aujourd'hui, la mère du colosse de 16 ans le retrouve en pleurs, couché

en position fœtale sur le plancher de la cuisine, paniqué à l'idée d'aller à l'école.

Privé de football, il a fait un plan pour se suicider. Nous sommes à la fin du mois d'avril dans l'aile de psychiatrie de Sainte-Justine. La Dre Majorie Vadnais, qui le suit depuis quatre ans déjà, l'accueille avec chaleur. Il ne lui a jamais paru aussi fragile.

À la polyvalente, Laurent a un plan d'intervention qui l'autorise à sortir de la classe à tout moment lorsqu'il fait une crise de panique. Or, comme c'est le « festival du remplaçant » dans son école secondaire publique, il doit toujours tout réexpliquer.

Cette semaine, les gars de sa bulle-classe - une trentaine de joueurs de football - ont eu raison d'une autre enseignante de français avec leurs commentaires misogynes.

Cette fois-ci, il n'a pas pu décrire son trouble à un énième inconnu. C'était trop pour lui. En s'approchant du remplaçant en français, il a fondu en larmes. Pour éviter que les autres ne le voient, il est sorti en coup de vent.

À quoi bon être coincé avec autant de gars turbulents, qui font un vacarme l'empêchant de se concentrer en classe alors que la saison de football a été annulée, pandémie oblige ? se demande-t-il.

Son état ne fait que se détériorer depuis l'école en alternance. Il est devenu agoraphobe. Quand ses parents réussissent à le faire sortir dans leur cour arrière, c'est un miracle.

« Que fais-tu quand tu n'es pas à l'école ? », lui demande la pédopsy. « Je suis pas mal un légume », répond le grand gaillard, l'air triste.

Sa mère est catastrophée par le manque de services en santé mentale à l'école publique. À quoi sert un plan d'intervention s'il n'est pas appliqué ? demande-t-elle, découragée.

La Dre Vadnais augmente la médication de l'ado - des antidépresseurs - et l'implore de s'accrocher jusqu'à la fin de l'année scolaire. L'athlète a été recruté pour jouer au football collégial. Il y a de l'espoir, mais pour cela, il doit d'abord obtenir son diplôme.

« Si quelque chose ne va pas, n'hésite pas à revenir, insiste la Dre Vadnais. Comme je répète souvent : on est ouverts 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.
»

ACTUALITÉS

LE « BUNKER » AURA FINALEMENT DES FENÊTRES

MARIE-EVE MORASSE
LA PRESSE

Il aura fallu une pétition pour qu'une école secondaire de Montréal tristement surnommée la « prison » ou le « bunker » attire l'attention et qu'on lui refasse une beauté. Située dans le quartier Saint-Michel, l'école Louis-Joseph-Papineau n'a pour fenêtres que des meurtrières. Elle sera rénoverée et ses élèves verront bientôt la lumière du jour.

L'école Louis-Joseph-Papineau - « Louis-Jo » pour les intimes - accueille entre ses murs des jeunes qui, lorsqu'ils sont en classe, n'ont souvent aucune vue sur l'extérieur. Au début 2020, des membres du conseil d'établissement de cette polyvalente ont fait signer une pétition pour réclamer qu'on remette au goût du jour le bâtiment construit dans les années 1970.

Mis au fait de cette pétition, le ministre de l'Éducation a alors exhorté la Commission scolaire de Montréal, depuis devenue le centre de services scolaire de Montréal (CSSDM), à déposer une demande pour la rénovation de cette école.

C'est chose faite : des images d'une école repensée ont été présentées cette semaine. Les travaux seront réalisés en deux phases, explique le CSSDM.

La première, qui doit démarrer au printemps 2022, apportera de l'éclairage naturel dans la cafétéria et la bibliothèque. Le CSSDM dit qu'il est « prématuré de fournir une estimation du coût des travaux », mais ils seront d'au moins 10 millions, a appris La Presse.

Le CSSDM a aussi déposé une demande de financement de 200 millions à Québec pour redonner un

grand coup de jeunesse à l'école, qui inclurait une mise à niveau de plusieurs systèmes, mais aussi une réfection et une mise aux normes des espaces intérieurs. Et, bien entendu, qui permettrait d'ajouter des fenêtres.

UNE MOBILISATION CITOYENNE

Le président du conseil d'établissement de l'école, Jacques Langlois, fait partie de ceux qui ont porté le projet. « Comme on ne peut pas faire tous les travaux au début, on vise les aires communes, comme la cafétéria et la bibliothèque, pour que tout le monde ait de la lumière dans ses déplacements », explique celui qui s'implique à l'école depuis cinq ans.

« Les gens étaient rendus cyniques. On m'a dit que je faisais [la pétition] juste pour attirer l'attention, que si les autres n'avaient pas réussi avant, ça ne servait à rien et que ça ne ferait qu'un cirque médiatique. Je n'en pouvais plus : quand tout ce qui a été fait avant n'a pas fonctionné, il faut trouver de nouvelles façons de faire. »

— Jacques Langlois, président du conseil d'établissement de l'école Louis-Joseph-Papineau

En entrevue avec La Presse en février 2020, le cofondateur de la Chaire UNESCO en paysage urbain de l'Université de Montréal Philippe Poullaouec-Gonidec avait estimé que faire une intervention sur l'école Louis-Joseph-Papineau était « une situation d'urgence ».

Son collègue Patrick Marmen avait quant à lui expliqué que les milieux scolaire et communautaire avaient déjà mené bien des initiatives pour

pallier le manque de lumière.

« Les murales, les expressions de couleur, la peinture qui égaye, ils l'ont fait. Ils sont rendus à investir dans le dur. Et, oui, ça coûte de l'argent ; oui, il faut percer dans le mur ; oui, il risque d'y avoir de l'amiante et des moisissures », avait dit M. Marmen.

Le député libéral de Viau, Franz Benjamin, salue la mobilisation citoyenne qui a mené à cette annonce. Il se dit « très heureux, mais prudent ».

« Une première partie du projet est financée à même le budget du CSSDM, mais on attend 200 millions. Je vais rappeler au ministre Roberge de respecter son engagement pour m'assurer que le projet voie le jour. »

— Franz Benjamin, député libéral de Viau

Le député estime qu'il est d'autant plus important de doter les milieux défavorisés d'établissements « pour favoriser l'intégration sociale et la réussite éducative des jeunes ». « Le quartier Saint-Michel, comme ailleurs au Québec, mérite les meilleures installations », dit-il.

Le président du conseil d'établissement, Jacques Langlois, a les yeux rivés sur l'automne 2022, date à laquelle la première phase des travaux pourrait être terminée.

« À ma grande surprise, ma fille va pouvoir finir l'école secondaire avec des fenêtres à Louis-Jo. Je ne m'y attendais pas. Je faisais ça pour que, plus tard, ça arrive... Elle vient de là, ma grande joie : je vais pouvoir le voir », dit le père.

Dépliant mensonger dénoncé

Les copies, distribuées près d'écoles secondaires, visent à dissuader les adolescents de se faire vacciner

Des parents d'ados et des écoles sont consternés de voir un mouvement québécois distribuer des tracts qui visent à « effrayer » et à dissuader les jeunes de recevoir un vaccin contre la COVID-19.

OLIVIER FAUCHER ET FRANCIS PILON
Le Journal de Montréal

Ces tracts contre la vaccination sont distribués dans plusieurs villes du Québec par des bénévoles, entre autres devant des écoles secondaires. Certains d'entre eux vont même jusqu'à dire aux jeunes que le vaccin « viole leur corps », peut-on voir dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux.

« À première vue, ça ressemblait vraiment à un pamphlet gouvernemental », dénonce Jean-Félix Bérubé, un élève du secondaire âgé de 17 ans qui fréquente l'École polyvalente Saint-Jérôme.

Il a été interpellé lundi dernier par une femme, tout près de son établissement scolaire.

Celle-ci lui a remis un dépliant censé « l'informer » sur les vaccins.

Il était en fait bourré d'informations trompeuses ayant pour but d'effrayer son lecteur, selon des experts consultés par *Le Journal*.

« Quand tu reçois un pamphlet, des fois, tu le lis juste en diagonale, pense Jean-Félix Bérubé. On peut se faire berné assez facilement et je crois que ça peut avoir quand même un gros impact [sur la vac-

ination chez les jeunes]. »

PAS DE CONSENTEMENT

Jeudi, des élèves de l'école secondaire La Voie, à Montréal, se sont vu remettre le même document devant l'établissement par un militant anti-mesures sanitaires qui a diffusé le tout en direct sur Facebook.

« Ne prenez pas le vaccin COVID-19 ! » s'exclamait-il avant d'être interpellé par des policiers qui lui ont remis une amende pour entrave à la circulation devant le bâtiment du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM).

Marc-Etienne Deslauriers, président du comité de parents du CSSDM, estime aberrant qu'on fasse de la désinformation devant un lieu d'enseignement.

Nadine Brochu, porte-parole du Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord, à Saint-Jérôme, déplore que cette sollicitation « [aille] à l'encontre des efforts des centres de services scolaires » qui souhaitent vacciner le plus de jeunes possible.

COMPLOTISTES

Ce mouvement semble avoir été lancé par des adeptes des théories du complot, selon des publications qui circulent sur Twitter et Facebook.

« On a besoin de bénévoles pour faire la distribution de pamphlets d'infos sur le vaccin COVID-19 dédiés aux jeunes de 12 à 17 ans », a publié sur Twitter Caroline Lessard, dont les publications en ligne regorgent de théories du complot. Elle espère voir 60 000 copies être distribuées.

Contactée par *Le Journal*, celle-ci a nié être à l'origine du mouvement.

« On fait cette action pour informer les jeunes. Il n'y a rien de mieux que d'aller devant les écoles pour qu'ils soient au courant », rétorque M^{me} Lessard.

Mais, pour le président de l'Association des microbiologistes du Québec, Christian Jacob, la brochure contient de fausses informations et donne une importance exagérée à certains éléments pour créer une peur injustifiée des vaccins.

Par exemple, il est faux d'affirmer que des milliers de décès sont dus directement aux vaccins aux États-Unis.

« Ce sont des décès qui sont survenus après la vaccination, mais qui ont une causalité autre que la vaccination », soutient-il.

Jonathan Jarry, communicateur scientifique à l'Université McGill, souligne que le dépliant distribué imite le design du feuillet de renseignement du gouvernement afin de bernier autrui.

Au Québec, un jeune peut consentir à recevoir un vaccin ou le refuser à partir de 14 ans.



Cours d'été à distance

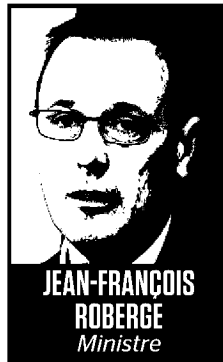
Roberge n'est pas inquiet

GENEVIÈVE LAJOIE
Bureau parlementaire

S'il préfère l'enseignement en classe, le ministre de l'Éducation ne se formalise pas que bon nombre d'élèves en échec scolaire doivent suivre leurs cours d'été devant leur écran d'ordinateur.

« Ça fait des années que ça se fait. La différence, c'est que, cette année, on va être mieux outillés pour le faire, parce qu'on a quadruplé le nombre d'ordinateurs, on a mieux formé nos profs pour l'enseignement à distance », a affirmé Jean-François Roberge hier à l'Assemblée nationale.

Les classes de rattrapage en présentiel durant la période estivale, avec un enseignant en chair et en os, ne sont pas légion,



même si le Québec se déconfiné. Forcés de suivre une partie de leurs cours à distance durant la dernière année en raison de la pandémie, beaucoup de jeunes devront se résigner à suivre aussi leurs cours d'été en ligne.

ILLOGIQUE, SELON L'OPPOSITION

Dans l'opposition, on déplore la prépondérance de l'enseignement virtuel cet été. « Les cours d'été s'adressent aux élèves qui ont eu le plus de difficulté, ce sont eux qui ont le plus besoin d'être en présence des enseignants », plaide la députée solidaire Christine Labrie.

La péquiste Véronique Hivon reproche au ministre Roberge son manque de leadership, encore une fois.

Alors que le virus s'essouffle et que les consignes sanitaires sont allégées, les centres de services scolaires ne peuvent se réfugier derrière la pandémie pour expliquer cette offre de cours d'été uniquement en virtuel, selon la libérale Marwah Rizqy. « Le minimum, c'est qu'ils donnent l'option, le choix aux parents et aux élèves. »

Professeur à l'Université Laval et expert en matière de décrochage, Égide Royer craint que les jeunes en difficulté scolaire abandonnent plus facilement leurs cours d'été s'ils sont à distance. Et ceux qui réussiront à passer au niveau suivant pourraient être moins nombreux. « On doit émettre l'hypothèse que le taux d'échec va probablement être encore élevé », dit-il.



EDUCATION

Plusieurs élèves du Collège de Lévis en isolement

L'année scolaire se termine abruptement pour des jeunes fréquentant le Collège de Lévis : environ la moitié des élèves de quatrième et cinquième secondaires sont en isolement jusqu'à la fin des classes, en raison de la COVID-19.

La direction régionale de santé publique a recommandé un dépistage massif pour tous les élèves de ces deux niveaux, qui sont les plus touchés.

Trois groupes de quatrième secondaire, sur un total de six, et trois groupes de cinquième secondaire, sur un total de cinq, sont en isolement préventif. En première secondaire, un groupe d'élèves est aussi en confinement.

Au total, l'établissement compte 11 cas

positifs, qui ont tous été contractés à l'extérieur de l'école, affirme François Bilodeau, le directeur adjoint aux communications de cette école privée, située sur la Rive-Sud de Québec.

Considérant la situation, la direction du Collège a pris la décision d'exempter des examens de fin d'année tous les élèves de quatrième et cinquième secondaires qui sont en réussite présentement. Ceux qui sont en échec feront leurs évaluations en ligne ou en classe, selon leur situation.

Il est par ailleurs trop tôt pour dire ce qu'il adviendra de l'activité pour les finissants, prévue le 22 juin, alors que plusieurs élèves en seront à leur dernier jour d'isolement.



RÉMI NADEAU



Chef du Bureau parlementaire à Québec

Les bulletins des élus

La session de travaux parlementaires ayant pris fin hier, voici les bulletins des élus de l'Assemblée nationale qui se sont démarqués, sur une note maximale de 10.

GOVERNEMENT | COALITION AVENIR QUÉBEC

CHRISTIAN DUBÉ

MINISTRE DE LA SANTÉ



9,5

Non seulement la cruciale opération de vaccination a été menée de main de maître, il a aussi posé les gestes nécessaires pour transformer le réseau après les leçons apprises de la première vague. Il a livré la marchandise, et même plus, au moment où on en avait le plus besoin.

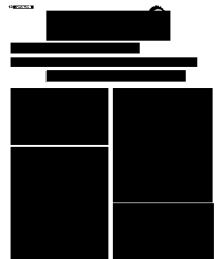
FRANÇOIS LEGAULT

PREMIER MINISTRE



8,5

Globalement, il a eu raison de se montrer plus prudent que la Santé publique lors des séquences de confinement/déconfinement. Il a su conserver l'adhésion des citoyens et le Québec s'est vraiment mieux tiré d'affaire lors de la troisième vague. Feu jaune : attention à l'arrogance.



IAN LAFRENIÈRE

MINISTRE RESPONSABLE
DES AFFAIRES AUTOCHTONES



8

L'ex-policier a hérité de situations explosives. Il a conclu une entente pour éviter une poudrière dans le parc La Vérendrye, et fait adopter un projet de loi pour aider les parents d'enfants autochtones disparus à accéder à plus d'informations. Ses débuts sont prometteurs.

MARGUERITE BLAIS

MINISTRE DES AÎNÉS



8

L'explosion du coût des maisons des aînés devient plutôt gênante. Par contre, elle a présenté une première et attendue politique des proches aidants, en plus d'apporter du mordant à la Loi contre la maltraitance des aînés, afin d'éviter un nouveau drame à la Herron.

GENEVIÈVE GUILBAULT

MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE



7,5

La lutte contre la violence conjugale a débouqué sous sa gouverne et elle a bien répondu à la mission confiée par François Legault. Son attitude et ses attaques partisans détonnent parfois, alors qu'elle peut être une communicatrice hors pair, comme elle l'a démontré en début de mandat.

JEAN-FRANÇOIS ROBERGE

MINISTRE DE L'ÉDUCATION



6,5

Il a gardé la situation sous contrôle dans les écoles malgré le contexte difficile et il a présenté un plan de réussite éducative salué. Mais il a gâché sa session avec une tentative de manipulation de la Santé publique menée par son équipe dans le dossier de la qualité de l'air dans les écoles.

SIMON JOLIN-BARRETTE

MINISTRE DE LA JUSTICE



8,5

Il a fait adopter une réforme de l'aide aux victimes d'actes criminels et sa très attendue modernisation de la loi 101 est généralement bien accueillie. L'idée d'inscrire la reconnaissance de la nation et de la spécificité française dans la Constitution était un coup de génie.

SONIA LABEL

PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU TRÉSOR



8,5

La ministre récolte les louanges des partis d'opposition pour son ouverture et son travail en collégialité. Elle règle une à une les négociations dans le secteur public. Seule ombre au tableau, l'engagement de la réforme du mode de scrutin ne sera pas tenu.

JEAN BOULET

MINISTRE DU TRAVAIL



7,5

Il a joué un rôle clé de médiateur dans le secteur de la construction et poursuivi son boulot pour les programmes de requalification de la main-d'œuvre. Sa réforme de la santé et sécurité au travail a suscité des critiques. Cette modernisation est nécessaire, mais pourrait encore faire l'objet d'ajustements.

ERIC GIRARD

MINISTRE DES FINANCES



7,5

L'argentier a bien fait de reporter de deux ans l'atteinte de l'équilibre budgétaire. Mais la pression demeure forte, avec le déficit structurel de six milliards et les coûts à la hausse pour les maisons des aînés et en santé. A réagi trop mollement au refus du fédéral d'augmenter les transferts en santé.

PIERRE FITZGIBBON

EX-MINISTRE DE L'ÉCONOMIE



6

A quitté son poste de ministre parce qu'il refuse de vendre des parts dans des entreprises, après une bravade contre la commissaire à l'éthique, il pourrait mériter une pire note encore. Mais on ne peut ignorer son apport pour la création d'emplois dans différents domaines prometteurs.

ANDRÉE LAFOREST

MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES



6

Le refus de reconnaître la crise du logement et une entrevue ratée sur la surchauffe immobilière l'ont placée sur la défensive. Elle a quand même présenté quelques mesures d'aide pour le 1^{er} juillet. Bon coup : conclusion d'une entente avec Ottawa pour les logements sociaux.

MATHIEU LACOMBE

MINISTRE DE LA FAMILLE



5

Il a paru tomber des nues en admettant l'incapacité de son ministère à créer des places en garderie, blâmant la lourdeur de la machine... après plus de deux ans de mandat. La fuite de données de la Place 0-5 a fait mal aussi. Semble plein de bonne volonté, mais il a une côte à remonter, alors que les besoins sont criants.

ISABELLE CHAREST

MINISTRE RESPONSABLE DU SPORT



5

Session à oublier pour l'ex-athlète. La Santé publique a placé en queue de peloton les besoins des jeunes sportifs lors des étapes de déconfinement. Elle était aussi embourbée devant la lourdeur administrative gouvernementale avant que le PM ne confie le dossier de la lutte à la violence conjugale à Geneviève Guilbault.

PIERRE DUFOUR

MINISTRE DE LA FORÊT



4

On ne sait toujours pas quelle est la vision du gouvernement Legault pour la forêt. Et ce qu'on sait, c'est que les hauts fonctionnaires de son ministère ont mis des bâtons dans les roues pour la création d'aires protégées.

LIONEL CARMANT

MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ



5

Un ministre qu'on sent plein d'empathie, mais son plan pour diminuer les listes d'attente en santé mentale, en ayant recours aux professionnels du secteur privé, n'a pas eu d'impact pour l'instant. Par contre, il a fait adopter la loi sur la procréation assistée.

MARIE-ÈVE PROULX

EX-MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'ÉCONOMIE



2

Elle était ministre déléguée dans l'ombre, en sursis, en raison du climat de travail toxique qu'elle avait instauré dans ses bureaux. Le coup de grâce est venu avec de nouveaux départs dans son entourage, pour les mêmes raisons, et la menace de nouvelles révélations d'une ex-victime.

OPPOSITION

ANDRÉ FORTIN

LEADER OPPOSITION OFFICIELLE PLQ



7,5

Sa présence comme leader a changé l'image du PLQ pour le mieux. Un style efficace et gentilhomme, plus près de Sébastien Proulx que de l'orageux Marc Tanguay. Par contre, il a formulé certaines critiques qui ont eu un effet boomerang, en raison du poids des années de pouvoir libéral.

PIERRE ARCAND

DÉPUTÉ DE MONT-ROYAL-OUTREMONT PQ



3

Malgré les consignes sanitaires, il s'est envolé vers le sud pour un voyage gênant pour sa formation politique, qui lui a valu d'être dépouillé de ses dossiers à l'opposition officielle. L'ex-chef intérimaire s'est retrouvé avec le bonnet d'âne et n'a presque pas été revu au parlement.

DOMINIQUE ANGLADE

CHEFFE OPPOSITION OFFICIELLE PLQ



7

Elle a amorcé un virage pour que le PLQ puisse courtoiser à nouveau l'électorat francophone, par exemple, en présentant des propositions pour la langue française plutôt courageuses. Jamais excessive, elle manque par contre de solutions lorsqu'elle critique le gouvernement.

VÉRONIQUE HIVON

DÉPUTÉE DE JOLIETTE PQ



8,5

L'habituée des bonnes notes a encore été redoutable dans le dossier des services de garde, débusquant des assouplissements dans les critères de qualification qui soulèvent des inquiétudes. Demeure une voix forte et crédible.

PAUL

ST-PIERRE PLAMONDON

CHEF PARTI QUÉBÉCOIS



6

A bien commencé l'année, mais s'est embourbé avec un plaidoyer pour la réouverture des gyms en zone rouge, condamnée par des experts, puis en insinuant que François Legault avait contrevenu aux règles sanitaires. Le départ de Sylvain Roy le laisse avec seulement sept députés.

JOËL ARSENEAU

DÉPUTÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE PQ



8

L'absence de Harold Lebel a créé un espace au PQ et le député des Îles est celui qui en a profité. Interventions constructives en santé, position convaincante pour demander la levée de l'urgence sanitaire en concertation avec l'opposition, le tout avec un ton posé, propice à de véritables gains.

CATHERINE FOURNIER

DÉPUTÉE INDÉPENDANTE DE MARIE-VICTORIN



8

La jeune femme a démontré qu'il était possible de jouer un rôle pertinent en siégeant comme indépendante. Première à soulever les difficultés pour les jeunes familles à trouver des maisons à prix raisonnable. Elle a présenté un projet de loi pour permettre le vote à l'âge de 16 ans.

GABRIEL NADEAU-DUBOIS

LEADER QS



PHOTOS D'ARCHIVES

Il a de nouveau démontré son talent en forçant habilement le D^r Arruda à admettre un « inconfort » avec la gestion du dossier de la qualité de l'air des écoles par l'Éducation. Il a maté un groupe radical devenu gênant pour QS en limitant les dégâts et sera un chef parlementaire plus polyvalent que Manon Massé.

VINCENT MARISSAL

DÉPUTÉ DE ROSEMONT QS



L'ex-chroniqueur utilise avec brio sa verve décapante pour mettre en boîte ses adversaires, sans abuser. Sa nouvelle plainte à la Commissaire à l'éthique a eu raison de l'entêtement du ministre Pierre Fitzgibbon.

MANON MASSÉ

CHEFFE PARLEMENTAIRE QS



La solidaire a connu un très bon moment en faisant glisser François Legault sur la pente savonneuse de l'estimation du coût des logements à Montréal. Mais la publication sur les réseaux sociaux du message : « La pandémie, ce n'est pas une excuse pour laisser mourir les femmes, M. Legault », était une erreur.

La culture cachée est maintenant enseignée

NORA T. LAMONTAGNE
Le Journal de Montréal

L'un des deux édifices épargnés par la démolition du pensionnat indien de La Tuque héberge aujourd'hui un CPE et un programme préscolaire pensé pour les enfants autochtones.

À l'horaire des tout-petits dans les dernières semaines? Fabrication de tipis dans la forêt, comptines en attikamek et préparation d'un pow-wow de fin d'année.

« On leur montre à être fiers de leur culture », résume avec enthousiasme Marie-Eve Weizineau, éducatrice à la petite enfance d'origine attikamek au CPE Premier pas.

C'est elle qui anime le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPA) dans l'ancienne école primaire du pensionnat de La Tuque, pratiquement méconnaissable après des rénovations.

UN SECOND SOUFFLE

En l'an 2000, le CPE s'est porté acquéreur de la majorité des bâtiments du pensionnat (dortoirs, école primaire, chapelle, etc.), alors qu'ils étaient à l'abandon depuis des années.

« On s'est dit que ce serait une bonne idée de [leur] donner un second

souffle », se rappelle Christiane Morin, chargée de projet à l'époque et aujourd'hui directrice du CPE.

La Ville de La Tuque a cependant mis en demeure l'organisme en 2006, l'obligeant à démolir le bâtiment principal des dortoirs « pour assurer la sécurité des lieux », explique Hélène Langlais, porte-parole de la Ville.

« Notre mission n'était pas de travailler dans l'immobilier, mais d'offrir des services de garde. On n'avait ni l'expertise ni l'argent [pour préserver le pensionnat] », soupire M^{me} Morin.

PARTIE DE L'HISTOIRE

Le jour de la démolition des dortoirs, environ 200 ex-pensionnaires se sont réunis une dernière fois dans ces lieux à l'origine de grandes souffrances.

« Quand ça a été détruit, j'étais comme contente. J'ai voulu oublier ce qui s'est passé là. Mais aujourd'hui, j'aurais préféré que [le pensionnat] reste debout », affirme Mary Coon, qui y a vécu de 7 à 16 ans.

L'aînée crie déplore que La Tuque ne fasse pas mention de son existence dans les deux livres d'histoire du centenaire de la ville. Et aucune pancarte ne signale le lourd passé du terrain.

« Vous, La Tuque, vous avez accepté d'avoir une bâtisse où on arrachait les enfants à leurs parents. Les petits Indiens font partie de votre histoire », soutient avec force M^{me} Coon.

Seul autre bâtiment toujours debout, l'ancien dortoir du personnel est aujourd'hui une auberge.



Après les sévices, la fierté

**Un ancien pensionnat est devenu une école
où la culture innue est enseignée aux jeunes**

Si les autorités espéraient déraciner et assimiler les Autochtones à travers les pensionnats comme celui de Pointe-Bleue, aujourd'hui l'établissement devenu une école secondaire s'efforce plutôt de transmettre leur langue et leur culture aux nouvelles générations.

ELSA ISKANDER
Le Journal de Québec

Le pensionnat situé dans la communauté de Mashteuiatsh, au nord de Roberval, au Lac-Saint-Jean, a été ouvert par l'Église catholique en 1960, avant d'être administré par le gouvernement fédéral. Ce n'est que trois décennies plus tard qu'il est passé entre les mains du Conseil de bande.

Depuis 1995, ce même bâtiment accueille les élèves de l'école secondaire Kassinu Mamu, qui signifie « tous ensemble ».

En juin 2015, une première cohorte de 5^e secondaire a été diplômée.

En plus du curriculum scolaire habituel, on s'efforce de transmettre la culture des Pekuakamiulnuatsh dans différents cours, comme ceux d'histoire ou d'arts.

« Ce qui me rend fière, c'est d'offrir l'opportunité aux jeunes de la communauté d'en apprendre davantage sur leur langue et leur culture », fait valoir Mélissa Launière, directrice de l'école.

« Il y a des familles qui pratiquent encore certaines coutumes ; par contre, il y en a d'autres où peut-être c'est un peu moins [présent] », poursuit-elle.

Par exemple, on y enseigne le nehlueun qui est la langue locale.

« Malheureusement, à Mashteuiatsh, la langue est de moins en moins parlée, souvent les jeunes dans notre classe ne s'intéressent pas trop au nehlueun », observe Francis Kurtness-Bossum, 17 ans, qui aimerait que plus d'heures soient consacrées à son apprentissage.

« Pour moi, c'est quand même important, j'ai plusieurs personnes dans ma famille qui

parlent souvent la langue et j'aimerais ça comprendre ce qu'ils disent », explique aussi Dylan Bossum-Weizineau, 16 ans, dont les grands-parents parlent la langue, notamment.

Des savoirs traditionnels sont aussi transmis à travers des sorties en nature. Ils y apprennent la chasse, la pêche, la trappe.

« T'es dans le bois, t'es avec tes amis, tu pars à la chasse, pis t'apprends sur ta culture », lance Francis, avec enthousiasme.

« Ces sorties en territoire me permettent de remplir "ma dose" de chasse, dit Dylan en riant. C'est vraiment le fun là-bas, j'aime ça. »

REVIREMENT DE SITUATION

« Le pensionnat va toujours rester en mémoire. Mais c'est important aussi de dire : maintenant nous avons une autre vocation, [...] on essaie le plus possible de donner un bagage culturel à nos jeunes », fait valoir M^{me} Launière.

Selon le chef de la communauté innue, Clifford Moar, dans les années 1990, deux options étaient débattues : démolir le bâtiment au « passé sombre » ou « en faire une école où notre culture, notre langue, notre histoire, notre identité vont être enseignées », explique-t-il.

« Quand les gens ont vécu cette expérience des pensionnats, c'est très difficile. Ils nous apprenaient à ne pas nous aimer, donc l'estime de soi était vraiment mise au plus bas. Notre langue n'était pas bonne, notre culture était mauvaise, nos mets n'étaient pas bons. Il y avait plusieurs espèces d'abaissements de notre mode de vie traditionnel », relate M. Moar, qui a lui-même été dans un pensionnat, à Québec.

« Aujourd'hui, quand on voit que les jeunes sont fiers de leur école, de leur langue, de ce qu'ils apprennent, moi je trouve que c'est une réussite. »

COLÈRE ET TRISTESSE

Plusieurs anciens pensionnaires de Pointe-



Bleue ont souffert de mauvais traitements. La tragique découverte à Kamloops a engendré beaucoup de colère et de tristesse chez les survivants, raconte le chef Moar.

Pour l'instant, il n'entend pas demander des fouilles, mais ne ferme pas la porte s'il reçoit des demandes des familles.

« J'espère dans le fond de mon cœur que ce n'est jamais arrivé ici, mais je sais qu'il y a eu quand même des sévices que les enfants ont subis », dit-il.

Selon M^{me} Launière, ce serait important de faire des fouilles, pour que les familles puissent avoir l'heure juste.

« J'en ai des craintes parce qu'on ne sait jamais ce qu'on peut découvrir », confie-t-elle.

Trois écoles autochtones sans affiliation religieuse

ELISA CLOUTIER
Le Journal de Québec

Trois écoles autochtones ont été construites au cœur de la communauté de Mashteuiatsh, à l'est du Lac-Saint-Jean entre 1939 et 1950.

Un document de Bibliothèque et Archives Canada confirme que ces trois écoles, situées à Mistassini, ont été gérées par le gouvernement canadien de 1971 à 1976, date à laquelle la Commission scolaire crie en a ensuite assumé la responsabilité.

Ces trois écoles, appelées l'école rouge, l'école blanche et la salle paroissiale, n'étaient pas affiliées à une congrégation religieuse. Ainsi, on pouvait y retrouver des enseignants civils, mais également des religieuses.

L'école rouge était destinée à l'éducation des garçons, tandis que des religieuses enseignaient aux jeunes filles à l'école blanche. La salle paroissiale, qui a été utilisée comme école de façon « temporaire » regroupait des groupes mixtes.

ÉCOLES DÉMÉNAGÉES

Selon Pierre Gill, le conseiller en communication de la communauté Kauaitishakanit Takuhimatsheuan, à Mashteuiatsh, l'école blanche a depuis déménagé et a été complètement refaite. Elle n'est « plus reconnaissable » aujourd'hui, soutient-il. L'école rouge a aussi déménagé, mais a été détruite par un incendie il y a une quinzaine d'années.

Toutefois, la Société d'histoire et d'archéologie de Mashteuiatsh n'a aucune trace de ces écoles dans ses archives. La Commission scolaire crie et Bibliothèque et Archives Canada n'ont pas non plus répondu à nos questions sur le sujet.



LE BLUES DE L'ÉCOLE FANTÔME



ISABELLE MATHIEU
imathieu@lesoleil.com

François Bourget et Geneviève Juneau arpentent les longs corridors de ce qui a été une école fantôme pendant une bonne partie de l'année. Sur les planchers de l'école secondaire Pointe-Lévy, des flèches rouges montrent le sens de la circulation. Dans une cage d'escalier, les semis du comité d'environnement ont miraculeusement survécu au confinement du mois d'avril.

Rencontrés à un mois de la fin d'année scolaire, l'enseignant de français en 5^e secondaire et l'enseignante d'univers social et d'histoire en 2^e et 3^e secondaire goûtaient au retour en présentiel avec leurs élèves, même seulement un jour sur deux pour les plus vieux.

Enfin, des élèves qui placotent! «Une classe, c'est la vie, glisse Geneviève. L'année qu'on a passée, ça m'a fait apprécier tous les petits moments en classe, avec eux.»

Lorsqu'ils voient le verre de cette année hors norme à moitié plein, les enseignants se disent heureux d'avoir été forcés d'enfin bien maîtriser les nouvelles technologies. Les élèves ont aussi beaucoup progressé avec les outils de travail informatiques, disent-ils.

Mais l'enseignement à distance est si morne comparé à celui en classe... Quand François se risquait à faire une blague à ses élèves confinés, «le seul bruit que j'entendais était celui de mon

lave-vaisselle!» Le lien était plus difficile à tisser. «Ici, on est tous dans le même bateau et on rame ensemble, là, je sentais que tout le monde était sur son petit radeau...» raconte Geneviève.

À distance, les élèves étaient là physiquement, mais pas toujours mentalement. Les enseignants ont vu beaucoup de plafonds, de dessous de lit et même un élève au service au volant d'un restaurant durant son cours.

Les distractions étaient légion. Sur la table de chevet, à côté du livre obligatoire... une manette de jeux vidéo. «C'est de la concurrence déloyale, ça», ironise François.

Les profs ont fait et refait la planification. Ils ont dû ouvrir des visio en parallèle à la visio de classe pour permettre aux plus timides de poser leurs questions. Pour plusieurs élèves, le rattrapage sera grand, s'inquiètent les professeurs. Et le programme de tutorat annoncé par le ministère de l'Éducation s'annonce complexe à mettre en place, notent-ils.

À l'école la moitié du temps, avec deux longs exils, les élèves n'ont pas pu s'approprier leur école secondaire comme ils ont l'habitude de le faire, estiment les enseignants. «Le sentiment d'appartenance n'était presque pas là», constate François. Vie étudiante à zéro ou presque, aucune occasion de porter les vêtements des équipes sportives (*Go Corsaires!*). Un lieu d'apprentissage, point.

Reste les cérémonies (extérieures) de fin d'année qui, souhaitons-le, mettront de la joie dans cette année tout sauf exubérante.



«EH OUI, C'EST DE L'IMPROVISATION!»



MYLÈNE MOISAN
mmoisan@lesoleil.com

Le samedi 14 mars 2020, midi et demi, le téléphone de Kino Métivier sonne. «On m'a dit : ton école va être un service de garde d'urgence pour les travailleurs essentiels. Il faut que tu sois capable d'accueillir 200 enfants lundi matin.»

Le directeur de l'école primaire Des Berges, dans Saint-Roch, n'avait pas une seconde à perdre. «On s'est organisé. Le dimanche, on a vidé complètement 10 locaux, on a mis des marques au sol pour la distance. Tout était prêt le lundi.»

Il y a eu 20 enfants.

Le vendredi, il avait appris en même temps que tout le monde que toutes les écoles du Québec allaient fermer. «On avait eu une réunion une semaine plus tôt, il avait été question de prendre certaines mesures pour les élèves qui revenaient de voyage, mais il n'avait pas été question de fermer d'écoles, même pas une classe.»

Après le 13 mars, il ne manquait pas un point de presse du premier ministre François Legault, surtout quand Jean-François Roberge, le ministre de l'Éducation, était à sa gauche. «Je dirais que 8 ou 9 fois sur 10, on apprenait les décisions en même temps que tout le monde, par les médias.»

Rapidement, le directeur a appris à ne pas réagir trop vite. «On a appris à attendre la confirmation par écrit, pour ne pas tricoter et détricoter après.»

Kino Métivier a aussi compris qu'il devait faire preuve d'humilité. «Je n'ai pas eu la prétention d'avoir toutes les réponses. Si j'écrivais aux parents le 26 mai, c'était la réalité du 26 mai, pas du 29... J'ai été aussi beaucoup à l'écoute du personnel, de ce qu'ils proposaient comme solution et, comme ça venait d'eux, il y a eu une très bonne adhésion. On a vu des leaders émerger.»

Chaque jour était un gros point d'interrogation. «Je me faisais dire "c'est de l'improvisation" et je leur répondais "ben oui, c'est de l'improvisation!" [...] Au début, j'ai essayé de tout prévoir, de tout planifier, et on s'est tous brûlés. Puis, on a développé une attitude *go with the flow...*»

Lui et son équipe ont réussi à tenir le virus loin de l'école. «On a eu seulement trois classes qui ont fermé depuis le début de la pandémie.»

La blonde de Kino est aussi directrice d'école, ils ont quatre enfants, deux au secondaire, deux au primaire. «Chez nous, c'était le régime militaire pour les mesures sanitaires. Si un de nous l'attrapait, c'était deux écoles qui fermaient! On s'est servi des grands à la maison pour nous aider, mais je pensais à ceux qui n'avaient pas d'ados, ça me tenait *groundé* sur les besoins des parents...»



LA LISTE DES ÉLÈVES FRAGILISÉS ALLONGÉE



JUDITH DESMEULES
jdesmeules@lesoleil.com

«Un milieu sans éducatrice, ça fait des élèves qui s'isolent davantage et qui explosent davantage. La pandémie laisse des traces. On a tendance à mettre l'accent sur l'apprentissage, les programmes... Mais tout l'aspect émotif, il faut s'en occuper avant tout.»

Annie Grenier est éducatrice spécialisée depuis 16 ans à l'école primaire des Cimes, à Beauport. Elle s'occupe entre autres des élèves avec un comportement perturbateur et effectue des ateliers de prévention.

L'éducatrice a effectué plus de 10 appels à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) dans la dernière année. Elle avait pourtant l'habitude de composer le numéro une à deux fois par an.

«Ce n'était pas tous des signalements. J'appelais aussi pour des conseils, connaître l'orientation pour certaines situations», rassure-t-elle.

Ce sont des élèves très fragilisés qui ont franchi la porte lors des retours à l'école, après une longue

période de confinement.

«Des élèves en détresse qui vivaient des problématiques familiales. On a eu beaucoup de manifestations comportementales, des élèves qui faisaient des crises, de l'angoisse de séparation, des élèves très inquiets des mesures sanitaires. Ce n'était pas comparable aux autres années», témoigne M^{me} Grenier.

Lorsqu'un enfant n'est pas disponible émotivement, il ne le sera pas dans la classe pour les apprentissages. M^{me} Grenier s'est donc occupée des enfants qui vivaient des problèmes, mais aussi de leur famille.

«On a élargi nos interventions, on ne le faisait pas de façon aussi intensive.»

Il y a toujours des élèves plus fragiles, ils se trouvent sur une «liste» imaginaire. M^{me} Grenier effectuait davantage de suivis auprès d'eux pendant le confinement. Cette liste s'est malheureusement allongée.

«On a dirigé les parents vers des ressources, pour parler avec des intervenants. J'ai des parents qui m'ont demandé de l'aide, carrément. Ils ne savaient plus quoi faire. On s'est rapproché beaucoup de la communauté. Et ça, ça va rester», exprime l'éducatrice.

Oui, c'était dur, Annie Grenier ne dira pas le contraire. La fatigue est là et les vacances seront bien

méritées.

«Je ne suis pas psychologue, il y a des choses qui sortaient un peu de mon champ de compétence. Mais on ne laissera pas les enfants dans la détresse. Je suis allée au meilleur de ma compétence et je suis allée chercher des ressources.»

«On ne pouvait pas se permettre de se décourager, de s'apitoyer. On a des enfants à s'occuper. Il faut qu'on se gère», insiste-t-elle. «Ça n'a pas été facile, il y en a qui sont tombés au combat. On a tellement un beau milieu ici, ça fait la différence. Je ne me verrais pas ailleurs», ajoute M^{me} Grenier.

L'éducatrice sera de retour en septembre, plus que jamais motivée à accompagner les élèves. Des bases plus solides, l'utilisation des outils technologiques, plus d'encadrement pour les parents : tous ces points positifs seront là pour rester.

L'éducatrice choisit d'être positive. Elle retiendra les bons côtés, et laissera derrière les moments plus durs. Surtout, elle termine l'année pleine d'admiration pour les enfants.

«Ils sont bons... on appréhendait leurs réactions pires que ce qu'elle était finalement. Tout est dans la façon de l'amener, dédramatiser les choses... Des fois, on trouve ça plus dur qu'eux. Ils ne se plaignent pas.»



LA GUERRE AUX VIRUS



NORMAND PROVENCHER

nprovencher@lesoleil.com

Depuis 15 mois, Alexandre Boivin est en guerre... contre les virus et les microbes. Armé de sa bouteille de désinfectant et de ses produits ménagers, il arpente les classes, corridors et toilettes de l'école primaire Saint-Michel. Lui et ses quatre compagnons nettoient, balayent et frottent inlassablement afin de venir à bout de ces ennemis invisibles et sournois.

Alexandre a mis les bouchées doubles afin que tout soit «*spic and span*» dans cette école du

quartier Sillery où il travaille depuis cinq ans. Chaque jour, il suit une routine sanitaire. En compagnie de son collègue de jour, il s'attaque aux planchers, aux pupitres et aux toilettes des classes de maternelle, pour ensuite monter à l'étage pour répéter les mêmes opérations dans les autres secteurs.

En cours de route, selon l'évolution des différentes vagues et des restrictions gouvernementales, Alexandre a appris à faire son travail selon le nombre d'élèves par classe et les modifications aux horaires.

«On se rend compte que ce qu'on faisait normalement, comme le nettoyage des poignées de porte, on ne le faisait pas assez. Je serais malhonnête de dire qu'on en faisait autant avant», glisse-t-il, avant de retirer momentanément son

masque pour les besoins de la photographie.

Aucune éclosion n'a frappé son établissement depuis le début de la pandémie. «Quelques élèves ont été retirés de l'école, car il y avait un doute. Ils sont allés se faire tester, mais ils n'avaient rien.»

Cette année scolaire atypique aura aussi servi à tisser des liens plus étroits entre les employés de l'école, peu importe leur corps de métier. «J'ai trouvé que ç'a rassemblé le monde. Il y a eu un travail d'équipe, une bonne communication. Avec mes collègues [de l'entretien ménager], ça nous a rapprochés.»

«Je sais qu'il n'y a rien de parfait, mais on a fait notre possible. Pour parler en langage sportif, on n'a pas à rougir de notre performance...», conclut dans un éclat de rire ce fier partisan du Canadien.



MONSIEUR MARC A ÉCOUTÉ LES PEURS

ISABELLE MATHIEU
imathieu@lesoleil.com

«Est-ce que tu vas prendre ta retraite?» L'inquiétude est palpable dans la voix de Jacob, élève de troisième année à l'école Sainte-Marie de Lévis, lorsqu'il voit Monsieur Marc prendre la pause pour le photographe du *Soleil* Patrice Laroche. L'animateur de vie spirituelle et d'engagement communautaire était en première ligne cette année pour rassurer les plus petits et les aider à vivre le mieux possible l'anxiété de la pandémie.

Ils ne sont plus que 250 «AVS-PEC» au Québec, eux qu'on appelait à une autre époque les animateurs de pastorale. Marc Lepage, qui travaille depuis 33 ans dans les écoles de la région, est un modèle particulier.

Un modèle à la voix sonore qui se transforme en parachutiste (avec le parachute!), qui enfle un costume d'astronaute, qui trimballe un chariot avec une trentaine de chapeaux. «J'ai voulu finir ma carrière au primaire pour pousser encore plus loin la folie et la créativité», explique-t-il, avec un clin d'œil.

Monsieur Marc visite 217 classes dans 13 écoles primaires du centre de services scolaires des Navigateurs. «Je fais du volume, comme les gars de *Broue*», rigole-t-il.

Cette année, lorsque les écoles

étaient ouvertes, il a enfilé son double masque et une de ses 20 paires de gants et a continué à faire ses animations dans les écoles, souvent quatre fois par jour. Il n'y avait plus de sorties, plus d'invités spéciaux dans les écoles, mais Monsieur Marc continuait lui à faire sa tournée. «Pour leur montrer que la vie continue.»

Durant les confinements, il a transformé ses animations en rencontres virtuelles. Et il n'a pas détesté ça. «J'ai eu la chance d'entrer chez eux et qu'ils puissent me montrer leurs choses et faire participer leur famille», souligne-t-il.

Marc a écouté les enfants raconter leurs peurs de la COVID. «Ils me disaient qu'ils avaient peur de mourir ou que leurs parents meurent et ils avaient peur que ça ne finisse jamais», raconte l'animateur. Monsieur Marc les a aidés à cibler les choses sur lesquelles ils avaient du pouvoir, comme le respect des consignes sanitaires. Avec les «grands» de 5^e année, la thématique du deuil a pris encore plus d'importance. «Certains avaient perdu des grands-parents.» Monsieur Marc a repris sa conférence sur Anne Frank, prisonnière pendant deux ans du ghetto de Varsovie, pour faire parler les jeunes du confinement. «Ils sont capables d'être résilients et de relativiser», constate-t-il.



BOUGER, ESSENTIEL PLUS QUE JAMAIS

JUDITH DESMEULES
jdesmeules@lesoleil.com

Petit truc : on peut jongler avec des paires de bas pliées.

Les cours d'éducation physique étaient bien différents cette année. Oubliez ce que vous aviez l'habitude d'imaginer.

«Le matériel est différent, l'espace est différent. C'est très limité, on ne peut pas voir nos trois compétences. Interagir, quand on est seuls, c'est impossible. Il ne fallait pas trop déranger papa et maman», souligne Louis-Philippe Gosselin, enseignant au primaire en éducation physique à l'école du Cap-Soleil.

Terminé le ballon chasseur et les cours de basketball, il fallait faire preuve d'originalité pour faire bouger les élèves. Louis-Philippe Gosselin a donc concocté quelques activités intéressantes, comme des petits entraînements par intervalle, des séances de type Tabata et de la jonglerie.

«On n'a jamais voulu laisser tomber les cours. C'est essentiel pour les jeunes, pour décrocher un peu de l'écran et bouger. Certaines familles bougent beaucoup moins que d'autres.»

Est-ce que ma sœur peut faire l'exercice avec moi? Oui, assurément! «Plus il y avait de monde, plus j'étais content», se souvient M. Gosselin.

Les jeunes ont donc bougé, même devant l'écran. Le tra-

vail d'adaptation a été différent, acharné pour les enseignants. Ils ont réfléchi beaucoup. En début d'année, certains ont conservé les évaluations qui pouvaient se faire à la maison en banque, au cas où l'enseignement à distance reprendrait. Ils ont bien fait.

«On a commencé l'année avec tout ce qui se fait absolument dans le gymnase. Si on fermait trois mois, on devait avoir des choses à faire. Le travail de prévention, ceux qui l'ont fait, ça a été facilitant. Pour les autres, c'était plus difficile», indique M. Gosselin, qui enseigne aux jeunes de la première jusqu'à la quatrième année.

APPRENDRE AVEC LE SPORT

Pour la majorité des élèves, le cours d'éducation physique est le meilleur moment de la journée.

«C'est ce qui les motive pour venir à l'école, surtout les plus jeunes.»

Et ces périodes sont essentielles pour le développement des enfants. Surtout quand la COVID a annulé tous les sports de groupe extérieurs pendant plusieurs mois.

Même en présentiel, les cours étaient loin d'être les mêmes. S'il faut limiter les contacts, plusieurs sports ou jeux doivent être rayés de la liste.

«Le sport nous apprend tellement de choses, on a besoin de vivre d'échecs ou gagner pour grandir. On applique ce qu'on apprend partout ensuite. Ils doivent recommencer à vivre ça. Ils ont besoin de l'interaction avec les autres pour se développer», croit M. Gosselin.

L'enseignant a donc hâte de recommencer à bouger «normalement» en septembre. Les enfants en ont besoin, et lui aussi!

Il garde tout de même beaucoup de points positifs de la dernière année. Plusieurs plateformes technologiques feront leur place dans son plan de cours l'an prochain. Quand les élèves seront sur le banc et attendront leur tour de jeu, il les gardera cognitivement actifs grâce aux applications. Ils pourront s'en servir pour analyser les techniques de jeu, par exemple.

Et finalement, en plus de nouvelles plateformes d'apprentissage, l'enseignant connaît maintenant tous les animaux de compagnie de ses élèves. Du chien, jusqu'au lézard, en passant par le chat et la souris.

«La période de questions à la fin est devenue dédiée à ça. J'ai eu des dessins des élèves de mon chien quand ils sont revenus en classe», rigole l'enseignant.



LA PANDÉMIE DERRIÈRE LE VOLANT

Vingt paires d'yeux plutôt que 48. Des sourires et des moues cachés par des masques. Un stress en trame de fond. Il n'y avait rien de pareil cette année dans l'autobus scolaire de Jean-Yves Brousseau.

Après 27 ans comme policier à la Sûreté du Québec, M. Brousseau, 66 ans, termine sa 19^e année comme chauffeur d'autobus scolaire chez Autobus Auger. Et il aime encore ça, autant que lorsqu'un voisin, chauffeur, lui avait suggéré de faire la formation. «On tisse des liens avec les jeunes, c'est plaisant», explique-t-il.

Avec son sourire discret et sa voix douce et grave, on peut aisément imaginer qu'au fil des années, plusieurs enfants ont confié leurs peines à Jean-Yves Brousseau.

Cette année, M. Brousseau ne sera pas fâché de rendre son volant à la fin juin.

Depuis mars 2020, il conduit son

minibus entre le collège Dina-Bélanger, une école secondaire privée de Saint-Michel-de-Bellechasse, et Lévis dans des conditions qu'il n'aurait jamais pu imaginer.

Avec un masque sur le visage, des gants, un vaporisateur de désinfectant jamais très loin pour nettoyer après chaque transport. Et une sorte de rideau de plastique qui isole son siège de conducteur du reste de l'autobus. Il n'était pas possible d'installer des parois de plexiglas dans ce type de véhicule.

Les élèves, eux, ont commencé à porter le masque en autobus à la rentrée scolaire, en septembre. Jean-Yves Brousseau a dû retrouver ses réflexes de policier pour avertir les petits drôles qui se cachaient derrière leurs bancs pour retirer le masque.

Avec les cas de COVID-19 qui

grimpaient, côtoyer des jeunes matin et soir venait avec un certain stress pour tous les chauffeurs. Plusieurs, surtout les plus âgés, ont choisi de faire une pause. Jean-Yves Brousseau a continué en appliquant strictement les mesures, soucieux d'éviter les risques de contamination pour son épouse. Comme ses collègues, il a été vacciné en entreprise le 22 mars.

Jean-Yves Brousseau a perdu deux amis aux mains du virus. Il a aussi l'impression d'avoir vu une année complète lui filer entre les doigts.

Il a l'intention d'être de retour dans son bus jaune pour une vingtième année. Il aime bien les chiffres ronds. Après, on verra. «On a compris cette année que c'est important d'en profiter pendant qu'on peut.» **ISABELLE MATHIEU**



UNE «SECRÉTAIRE DE GARDE»

L'école spécialisée Joseph-Paquin n'a jamais fermé ses portes, un cadeau précieux pour ses élèves, leurs parents et le personnel. Ils ne manqueront pas de vous le dire.

Les 64 élèves du primaire et du secondaire de l'école doivent composer avec des troubles sévères de langage et d'autres difficultés qui s'y apparentent. L'école avait donc la permission de poursuivre l'enseignement en classe, peu importe la situation épidémiologique.

«On essaie de ne pas imaginer ce que ça aurait été en ligne!» lance Katherine Côté, secrétaire de l'école.

M^{me} Côté avait l'habitude de voir les élèves et de les côtoyer. Cette année, elle s'est beaucoup ennuyée.

«Je ne les ai presque pas vus. Un élève par classe vient me voir tous les jours pour m'amener la carte d'absence en temps normal. Ça fait partie de leurs responsabilités et ça me permet de socialiser avec eux.»

Moins de mouvements possibles cette année, alors pas de carte d'ab-

sence. «La proximité qu'on a en temps normal n'y était pas. On va la retrouver l'an prochain. On a hâte de finir, mais on a hâte de revenir en septembre finalement», ajoute M^{me} Côté.

«On se rend compte que c'est important dans notre quotidien, ce contact-là. Ce n'est pas juste la secrétaire d'école qui est là dans le coin qu'on ne connaît pas», confie-t-elle.

TERMINÉ L'HORAIRE STABLE

Il fallait bien suivre les consignes sanitaires, et il fallait surtout rappeler aux parents que l'école gardait ses portes ouvertes, peu importe la situation.

«Le vendredi soir, on recevait un appel de la direction. Il fallait ouvrir les cahiers et démarrer les ordinateurs. Il faut appeler les parents, surtout avec notre clientèle, il faut les rassurer. On ne peut pas se limiter aux courriels.»

Katherine Côté s'est transformée

en secrétaire de garde. Elle s'occupait de la communication avec le centre de services scolaire, les parents et la santé publique. Elle a vu sa charge de travail augmenter, son horaire jamais stabilisé, mais c'était un coup à donner.

«L'année a apporté son lot de changements et de surplus de travail... Mais on le fait dans le but que tout le monde soit bien et que les élèves soient corrects», insiste la secrétaire.

«On demande aux élèves d'avancer, d'évoluer. On n'a pas le choix de faire la même chose nous aussi. On va de l'avant», ajoute-t-elle.

Finalement, l'école spécialisée Joseph-Paquin se trouve toujours un peu en mode «adaptation» avec ses élèves qui présentent plusieurs difficultés. L'équipe a seulement redoublé d'efforts.

«On est habitués. Ça fait en sorte que l'année s'est bien passée. Et les élèves, contrairement à ce qu'on peut penser, ils s'adaptent beaucoup mieux», termine la secrétaire.

JUDITH DESMEULES



ROUVERTURE DES ÉCOLES

LA BEUCE QUI A TRAÎNÉ DE LA PATTE

JUDITH DESMEULES

jdesmeules@lesoleil.com

Le 3 mai, les élèves du primaire sont retournés à l'école après un mois de travail à distance. Mais pas tous. Ceux de la Beauce en avaient encore pour une longue semaine.

«Quand on a su que tout le monde recommençait et pas eux. Ça pleurait pendant la conférence, les parents n'étaient pas contents non plus», se souvient Nathalie Couture, enseignante à l'école primaire Monseigneur-Fortier de Saint-Georges.

La situation sanitaire de la région ne permettait pas le retour à l'école pour les petits. Elle était l'épicentre de cette troisième vague, avec le plus de cas de COVID-19 actifs par 100 000 habitants.

La situation ne s'améliorait pas et des centaines de personnes sortaient quand même dans les rues pour manifester contre les mesures sanitaires. La réputation de la région s'est vue entachée, avec le «*Beauce bashing*».

«C'est une minorité de Beaucerons qui étaient pour ça, ils parlaient très fort. Les autres ne disaient pas un mot», soulève l'enseignante.

Comment expliquer à un enfant qu'il ne peut pas reprendre la vie normale, alors que d'autres amis en ont l'autorisation?

«On leur disait que le petit virus se promenait dans la Beauce, il s'était accroché dans la ville et il

fallait faire attention. Que les gens avaient oublié les mesures. Je ne pouvais pas accuser personne. Je le savais en temps qu'adulte ce qui se passait. J'entendais la gang de manifestants de chez moi», raconte M^{me} Couture.

Finalement, les enfants du primaire de la région ont subi les conséquences de quelques mauvaises décisions.

«J'aurais aimé ça qu'un de mes élèves passe à la télé et raconte comment il trouve ça. Ce que ça entraîne pour eux. Quand tu sais que les autres déconfinent et toi tu ne peux pas... c'est dur.»

L'école Monseigneur-Fortier accueille les enfants de la maternelle jusqu'à la quatrième année du primaire.

DE BONS PARENTS

À un certain moment, presque toutes les écoles du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin comptaient des cas de COVID-19, de quoi inquiéter les parents comme le personnel.

«Ici on a eu de bons parents. Il n'y avait pas de gens qui participaient aux manifestations. Ils voulaient tous s'en sortir. Les parents étaient tellement tannés d'être en ligne. Ils se sont aperçus que c'était exigeant», raconte M^{me} Couture.

Des parents récalcitrants, il y en a eu ailleurs dans l'école où travaille M^{me} Couture, il s'agissait «d'exceptions». Les membres de

la direction s'occupaient de ces cas.

Une élève est arrivée un matin à l'école, sa maman lui avait dit de ne pas porter le masque.

«On leur explique : à la maison, tu fais ce que tu veux, mais à l'école, c'est comme ça. Tu dois respecter les règles. Elle a fini par écouter. C'est souvent pour attirer l'attention...»

DES MORCEAUX MANQUANTS

Nathalie Couture a hâte de terminer cette année inhabituelle, mais elle a encore plus hâte de revenir en septembre.

«On a l'impression qu'il nous manque du temps avec les enfants. On nous a volé du temps. On n'a pas pu vivre ce qu'on voulait. J'ai l'impression qu'il me manque des morceaux de mon année.»

Somme toute, au travers de tous les défis, Nathalie Couture n'a pas trouvé l'année si catastrophique. «C'était plate, mais ce n'est pas grave. On s'en est sorti. On est chanceux, dans un sens. Je regarde le secondaire, et c'est dur.»

M^{me} Couture aura appris beaucoup dans les dernières semaines, mais pas autant que ses élèves. «Je crois qu'ils vont avoir gagné beaucoup de maturité, rapidement. Ils sont tellement résilients. Ils vont passer à autre chose vite. C'était une expérience.»



UNE ATTITUDE POSITIVE POUR GAGNER LE COMBAT

L'enseignante Sonia Bolduc était déçue, elle aussi, de poursuivre les journées devant l'ordinateur.

«Je commençais à ressentir que les élèves étaient plus fatigués d'être en ligne, et moi aussi. Ça demande beaucoup de concentration. À la fin de la journée, il n'était pas rare d'avoir mal à la tête.»

Par contre, à l'école primaire les Petits-Castors de Saint-Georges, pas question de trop parler de COVID-19 ni de la Beauce et sa couleur rouge foncé.

«On n'a pas embarqué là-dedans. On avait le goût d'avancer. Mon travail c'est d'être un bon modèle d'engagement

et de positivisme, j'ai continué dans ce sens-là. Même à l'école, on essayait de s'en éloigner. On faisait appliquer les règles sanitaires et c'est tout. Ça a vraiment bien été», indique M^{me} Bolduc.

L'enseignante d'éducation physique avoue avoir senti un stress et un sentiment d'impuissance devant la situation de la Beauce.

«Après on fait quoi? On a deux choix, paniquer ou trouver des solutions. C'est sûr qu'une partie de l'éducation s'est faite à la maison. Mais c'est la réalité, alors on se retrouse les manches.»

Avec la fin d'année qui approche, M^{me} Bolduc est surtout habitée par un sentiment de

gratitude, elle a pu conserver les liens établis avec ses petits élèves et solidifier ceux avec les parents.

«J'envoyais surtout des capsules vidéo de mes exercices pour qu'ils bougent. Je recevais en échange plein de montages d'eux qui faisaient les exercices avec leur famille. Ils voulaient me le montrer, c'est un cadeau.»

L'amour pour son travail n'a fait que grandir, elle a hâte de retrouver les élèves en septembre.

«Les enfants sont résilients, on le répète, mais c'est vrai. Ils sont toujours souriants. Ils sont incroyables. On a tellement appris de tout ça.» **JUDITH DESMEULES**



Le Soleil, 12 juin 2021, page M14-15
Le Nouvelliste, 12 juin 2021, page E30-E31
La Tribune, 12 juin 2021, page M8
La Voix de l'Est, 12 juin 2021, page M6
Le Droit, 12 juin 2021, page M2-M3

CONFINEMENT OU NON, LE BAL MAMMOUTH DEMEURE!

LÉA HARVEY
lharvey@lesoleil.com

Si le nombre de cas de COVID-19 continue sa lente descente et que les zones jaunes et vertes s'installent pour de bon dans la province, les étudiants québécois pourront bel et bien souligner en grand la fin de leur secondaire. D'ici là, l'équipe du Bal Mammouth entend bien les célébrer. Coûte que coûte. Pandémie ou non.

La conférence de presse de mardi après-midi, annonçant l'autorisation de la tenue de bals de finissants extérieurs dès le 8 juillet, n'a pas du tout déstabilisé l'équipe de Mammouth.

En entrevue au *Soleil*, quelques heures après que l'information ait été rendue publique, Pier-Luc Funk se disait très heureux pour les jeunes qui pourront finalement vivre ce rite de passage. L'objectif du projet n'a d'ailleurs jamais vraiment été de remplacer leur bal, rappelle-t-il.

«On a décidé de le refaire parce qu'on trouvait ça le *fun* qu'il y ait un événement télévisuel qui célèbre les jeunes. Avec la *Soirée Mammouth*, on regarde ce qu'ils ont trouvé inspirant dans la dernière année, mais, le *Bal*, c'est vraiment pour les fêter eux», explique celui qui coanimera l'événement aux côtés de sa fidèle acolyte Sarah-Jeanne Labrosse, dès le 18 juin.

Pour cette seconde présentation, le *Bal Mammouth* entend bien conserver sa formule, qui a démontré son efficacité en 2020, tout en y ajoutant une petite goutte de nouveauté, parce que contrairement à l'été dernier, on voit réellement la

lumière au bout du tunnel grâce à la vaccination.

«Je pense que cette année, on est allé vraiment plus dans la niaiserie pour que ce soit plus festif. Le premier était très touchant. Il y avait des messages de grands-parents qui félicitent leurs petits-enfants pour leur année difficile, par exemple. Là, on est dans la célébration et on s'amuse avec les codes de la pandémie.»

Plus de 25 personnalités publiques rejoignent donc les rangs de la troupe originale afin de souligner la résilience des adolescents de toutes les régions du Québec qui ont, encore une fois, dû étudier dans des conditions particulières. Parmi les sketches, chansons, entrevues, segments «cocasses» et moments émouvants, on retrouvera donc Rita Baga, Sarah-Maude Beauchesne, Charlotte Cardin, Simon Boulerice, Mathieu Dufour, Jay du Temple, Ariel Charest, KNLO, Lara Fabian et plusieurs autres.

Selon Pier-Luc Funk, l'équipe de Mammouth a porté une attention particulière au fait de ne surtout pas se répéter par rapport à la dernière mouture. Si l'année scolaire 2020-2021 a, elle aussi, été difficile en raison des cours en ligne, du manque de contacts sociaux et autres, de nouveaux aspects du confinement seront abordés.

«C'est sûr qu'il y a eu plusieurs *shows* de pandémie. On ne voulait pas revenir avec des choses qui ont déjà été faites. Mais, c'est quand même une boîte de Pandore. On n'était pas au bout de nos idées. Par exemple, on célébrera toutes les personnes autour des jeunes, dont les concierges qui sont devenus nos nouveaux héros», affirme le

comédien, tout en ajoutant que les thèmes universels, tels que l'amitié ou la persévérance sont quant à eux classiques et incontournables.

ET SI ON LES ÉCOUTAIT UN PEU?

Pier-Luc Funk est apparu pour la première fois devant une caméra à l'âge de 12 ans, lors du tournage d'*Un été sans point ni coup sûr* de Francis Leclerc. On associe l'acteur au public jeunesse depuis le début de sa carrière, notamment en raison de son rôle dans l'émission *Tactik*. Au fil des ans, on l'a souvent entendu parler de la nécessité d'écouter plus les adolescents. Même à 27 ans, Pier-Luc Funk tient toujours à participer à des projets comme Mammouth.

«On voit beaucoup cet écart-là entre les générations. Effectivement, les ados trouvent ça plus important de fêter leur bal que les plus vieux qui, eux, l'ont déjà fait. [...] Je ne sais pas si c'est dû à mon parcours qui n'est pas ordinaire, durant lequel je n'ai pas eu à passer à travers toutes ces étapes... J'ai la même vie depuis que j'ai 12 ans! Mais j'essaie juste de suivre mes valeurs», soutient celui qui n'a jamais laissé son âge «déterminer la façon dont [il] devait penser et vivre».

Donner la parole aux adolescents demeure donc essentiel pour le comédien, qui tient à rappeler que si la *Soirée Mammouth* aborde de grands enjeux tels que le racisme, l'homophobie ou la crise environnementale, c'est parce que ce sont les jeunes eux-mêmes qui en parlent.

Pour Pier-Luc Funk, la société a trop souvent tendance à dire aux ados : «Ah, vous n'êtes pas prêts à ce qu'on vous écoute. Vous n'avez pas



18 ans.» Selon lui, il est tout à fait juste d'entendre la position et les idées de ces «adultes de demain», qui sont déjà plus que disposés à changer les choses, «même s'ils n'ont pas encore le droit de vote».

COVID-19: éclosions, fermetures d'écoles et dépistage massif en Haute- Gaspésie



JOHANNE FOURNIER
Collaboration spéciale

Relativement épargnée par la contagion de COVID-19 jusqu'à récemment, La Haute-Gaspésie est frappée par des éclosions, des fermetures d'écoles et des dépistages massifs.

Le Centre de formation de La Haute-Gaspésie, les écoles Gabriel-Le Courtois et de l'Anse ainsi que l'édifice regroupant plusieurs organismes situés au 230, route du Parc, que les gens de l'endroit connaissent sous le nom du Pavillon de la Montagne, sont aux prises avec des éclosions de SRAS-CoV-2. Par conséquent, ces quatre établissements, tous situés à Sainte-Anne-des-Monts, ont fermé leurs portes pour les deux prochaines semaines, à moins d'avis contraire de la direction de la santé publique qui résulterait d'une nouvelle évaluation de la situation au cours de la semaine prochaine.

«On a eu des cas qui ont eu beaucoup, beaucoup de contacts, indique le directeur régional de la santé

publique, Yv Bonnier-Viger. Ça nous oblige à isoler beaucoup de gens. On ne réussit malheureusement pas à cerner toutes les mini-éclosions qu'on a. On ne peut pas faire l'histoire comme à Marsoui, où il y a eu beaucoup de cas, mais où on arrive à se faire une tête pour savoir qui a amené ça et d'où ça vient. Tandis que dans ces établissements-là, on a l'impression de ne pas être capable de bien saisir le parcours du virus. Alors, on a pensé qu'avant de perdre le contrôle, c'était une bonne idée de tester tous ces gens-là pour voir où est-ce qu'on en est, si on n'a pas des gens asymptomatiques qui se promènent et qui ne savent pas qu'ils sont porteurs du virus.»

Appel au dépistage

La direction de la santé publique de la Gaspésie lance un appel au dépistage auprès des personnes qui ont fréquenté ces quatre endroits depuis le 4 juin. L'organisme précise qu'il est important de prendre rendez-vous en composant le 1 877 644-4545. Les personnes qui présentent des symptômes obtiendront un rendez-vous en priorité. Le centre de dépistage est situé à l'extérieur de l'hôpital de Sainte-Anne-des-Monts. Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Gaspésie s'attend à ce que l'opération de dépistage se tienne sur quelques jours.

Le Dr Bonnier-Viger tient à préciser que le Centre de la petite enfance (CPE) La Marée montante de Sainte-Anne-des-Monts n'est pas touché par une éclosion et qu'il n'est donc pas visé par l'appel au dépistage, même si ses locaux se trouvent à l'intérieur de l'édifice du 230, route du Parc. «On n'en a pas eu [de cas de COVID-19] au CPE, qui a une porte dédiée, spécifie le directeur de la santé publique. On ne fera pas de tests auprès des enfants, en tous cas pas pour le moment, tant que ce ne sera pas adéquat.»

Dans un courriel envoyé en fin de journée vendredi, le Centre de services scolaire des Chic-Chocs a précisé que les élèves des écoles de l'Anse et Gabriel-Le Courtois recevront de l'enseignement à distance pendant la période de fermeture de leur classe. «Les élèves et les parents seront informés des modalités à suivre au cours des prochains jours», a fait savoir la conseillère en communication du Centre de services scolaire, Marie-Noëlle Dion.

La plupart des programmes de formation du Centre de formation de La Haute-Gaspésie ont aussi basculé en téléenseignement. Les élèves du programme Santé, assistance et soins infirmiers poursuivent leur stage, tout en contribuant aux efforts de vaccination et de dépistage de la COVID-19. «Toutefois, les élèves des programmes Plomberie et chauffage et Montage de lignes électriques devront attendre les recommandations et l'autorisation de la santé publique afin de poursuivre leurs apprentissages au centre de formation de Sainte-Anne-des-Monts», indique Mme Dion.

Considérant la situation épidémiologique en Haute-Gaspésie, le CISSS annonce que les visites à l'hôpital de Sainte-Anne-des-Monts sont limitées à deux visites d'aidants naturels par jour. L'organisme réitère l'importance, pour les personnes qui éprouvent des symptômes du coronavirus, d'aller passer un test de dépistage le plus rapidement possible.

QUEBEC'S VACCINATION CAMPAIGN TO PEAK IN NEXT TWO WEEKS



AARON DERFEL

The next two weeks in Quebec's vaccination campaign will prove to be the most logistically challenging yet as the province is expected to receive more than 2.7 million doses from three manufacturers, and will be vaccinating young students while administering second shots to adults.

This peak in the vaccine rollout will come after some Montrealers complained this week of having to wait hours in line at clinics while others ran into problems moving up a second shot. As a consequence, authorities are urging the public to remain patient during the ramp-up in vaccinations.

"The next two weeks will be a real puzzle, I'm telling you," said Francine Dupuis, associate director of Montreal's centre-west health authority.

"The list goes on and on. We're not only going to have to vaccinate the students and those who have appointments, but also those who walk in because they couldn't get through the Clic Santé system. We're going ahead with those age groups for the second doses. We also have to vaccinate people with intellectual disabilities and people living in the RPAs (private seniors' residences) and HLMs (subsidized housing)."

Dupuis confirmed Quebec should receive more than 654,000 Moderna doses next week and nearly 951,000 the week after. The province will also receive more than 546,000 Pfizer doses in each of the next two weeks and an unspecified number of AstraZeneca doses.

In anticipation of the delivery of all these shots, some vaccination centres will stay open as late as 10 p.m. on weekdays. A vaccination bus on loan from Jean Coutu will be touring some parks in the city's West End to give shots to teens and young adults.

The Montreal Gazette has learned that overzealous cybersecurity measures were to blame for up to 13,000 Quebecers getting frozen out of the Clic Santé portal as they tried to book appointments for second doses. If someone entered the wrong spelling of their family name, the system blocked them automatically. If another phone number was entered that was not already in the system, they were blocked, too.

Caught by surprise, the Health Ministry issued a last-minute directive to vaccination centres to accept walk-ins, causing confusion and lengthy waits.

On Friday, authorities decided to lift some of those cybersecurity measures to make it easier for people to book appointments online. But international students and others who don't have a medicare card number will not be able to use Clic Santé and will have to get vaccinated as walk-ins.

As of Thursday, 67.7 per cent of the province's population had

been partially vaccinated. What's more, 8.9 per cent of the population had been fully vaccinated, representing more than 761,000 Quebecers. (The Public Health Agency of Canada has recommended lifting pandemic restrictions after at least 20 per cent of the population has been fully vaccinated, but Quebec started doing so last month, anyway.)

Quebec is now administering more second doses than first ones. On Wednesday, for example, 54,802 second doses were given compared with 30,119 first ones, and it's expected this trend will intensify in the coming weeks.

In Montreal, 36.8 per cent of 12- to 17-year-olds have already received their first shots. As of Wednesday, the rate was 63.9 per cent for those between the ages of 18 and 29, and 68.2 per cent in the 30-to-39 age bracket.

Quebec remains in first place among provinces in its rate of first vaccinations at 75,956 doses per 100,000 residents, but British Columbia is catching up fast.

Quebec's partial vaccination rate has now surpassed Israel's (60.5 per cent) but the latter has fully immunized 56.8 per cent of its population, according to a compilation by The Washington Post. Other jurisdictions have higher partial vaccination rates than Quebec's, including Malta at 75.5 per cent and Seychelles at 71.8 per cent (with 67.7 per cent of the population fully inoculated.)

Despite all this progress, Quebec authorities are bracing for the prospect of having to give



a third shot to those individuals with weakened immune systems and chronic illness, given the emergence of the more contagious and virulent Delta variant. So far, at least 16 Delta cases have been genetically sequenced in Quebec, but with the province's reopening, that number is likely to go up.

aderfel@postmedia.com
twitter.com/Aaron_Derfel

OPINION

Ending hatred starts with the young

In the fight against racism, the education sector is critical



ROBERT LIBMAN

What is it that makes a person hate people who are not the same colour, religion or ethnicity as they are?

This week, four Canadians in London, Ont., out for a stroll were killed by someone who, police say, targeted them purely because they were Muslim. The idea that anyone would target innocent people is bad enough, but the thought that people could be targeted simply because they belong to a specific identifiable group is particularly troubling.

How is it that an innocent child who knows nothing at birth can be transformed into someone imbued with hatred, someone who is Islamophobic, anti-Semitic, anti-Black or any other kind of racist?

Many influences and sectors of society are implicated.

The problem can be a lack of exposure to other groups and cultures, which can breed ignorance and mistrust. Many people grow up in a bubble among their own kind. This leaves them with no point of reference when exposed to hateful generalizations or stereotypes being

spread about others.

Racist attitudes, including a sense of superiority, are often passed on at home. Racist behaviours like scapegoating can be fuelled by things like jealousy, losing a job to an “immigrant” or a conflict with someone who is seen as belonging to a group different from one’s own. Somehow, though, when racists have conflicts with someone of their own background, the whole group is not blamed.

It is up to governments, through laws and actions, to set the framework for civil society. It is governments’ responsibility to ensure that people are treated fairly.

Quebec politicians are up in arms about this province’s religious symbols law (Bill 21) being brought into conversations about the London massacre.

Certainly, there is no cause-and-effect relationship between Bill 21 and what happened in London. But the tragedy should force all governments to reflect on the responsibilities they bear, and what messages they send; how they can and must do better. Bill 21 reinforces a perception that differences between people can be unacceptable, and that “they” must be more like “us.” In a subtle way, this helps nurture the beast of intolerance, enables haters and could contribute to Islamophobic incidents. This problem is much too important to be dismissed by the premier as “Quebec bashing.”

In the fight against racism, the education sector is critical. It is essential that diversity figure much more prominently in the curriculum. For example, Quebec’s history texts should include more about the presence and contributions of minorities. If young people happen to come from a home environment that begets racism, their schools must teach them to be otherwise. Let kids get into a debate with their parents. Schools should organize more intercultural exchanges and teach about a broader array of religions and cultures. Having a diverse student body is not necessarily sufficient to nurture understanding. Meanwhile, Bill 21 takes the hijab or kippah out of the classroom (so far as teachers are concerned), instead of fostering awareness of and comfort with diversity.

Much has been written lately about impressionable minds being influenced by online hate. Trying to regulate this has proven to be difficult, as haters find ways around every roadblock. If young people were shaped early and continuously to be immune to racism, online haters would be marginalized and drowned out.

Acts of racism are quickly denounced by our



leaders, but denunciations are primarily useful for politicians who want quotes in their re-election pamphlets. Concrete actions are needed to expose young people to other cultures and religions during their formative years, and in school as a core curriculum. The goal is to help quell ignorance, fear and potential hatred, and spawn a future generation that is better than our own.

Robert Libman is an architect and building planning consultant who has served as Equality Party leader and MNA, as mayor of Côte-St-Luc and as a member of the Montreal executive committee. He was a Conservative candidate in the 2015 federal election. twitter.com/robertlibman

Principles tossed aside in effort to appease Quebec

FOR MOST FEDERAL POLITICIANS, MINORITY RIGHTS ONLY SEEM TO BE IMPORTANT IN THE REST OF CANADA



CHRIS SELLEY

Justin Trudeau is not known for holding his tongue when it comes to denouncing intolerance, past or present. He has delivered no fewer than eight apologies in the House of Commons, easily the most of any prime minister. He apologized to the Sikh asylum-seekers on the steamship Komagata Maru, which was turned away from Vancouver in 1914, “for (Canada’s) indifference to your plight.” He apologized to the victims of government-sanctioned discrimination against gay and lesbian Canadians: “for robbing you of your potential; for treating you like you were dangerous, indecent, and flawed.”

“The next time you see a woman in a hijab or a family out for a stroll, give them a

smile. Show them they are respected,” Trudeau suggested in opening remarks at a press conference on Tuesday, reacting to last Sunday’s murder of four members of a Muslim family in London, Ont., which police are calling a premeditated act of hatred. “Show them they are loved and that they have friends and allies across this country who will stand with them and fight for them.”

It probably all sounded great in his head. But it led to a rather obvious question from the Toronto Star: “Is it time for your government to speak out more strongly against Bill 21 in Quebec?”

There is no reason to believe the accused murderer even knows what Bill 21 is. Had Trudeau not spoken of actively befriending and cherishing Muslim Canadians “across this country,” one might reasonably argue the question was offside. But he did. So it wasn’t. And he had no good answer.

“I think it is extremely important to recognize that provinces have the right to put forward bills that align with their priorities,” said Trudeau.

Any priorities? Really?

He and his then-intergovernmental affairs minister Dominic LeBlanc clucked their tongues in 2018 when Ontario invoked the notwithstanding clause to cut Toronto City Council’s complement; not so much when Quebec uses it to discriminate against Quebecers who wear hijabs, kippas, turbans or crucifixes — all of which are forbidden under Bill 21 for civil servants in positions deemed to be “of authority,” such as teachers, judges and police officers.

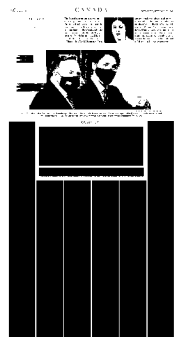
Trudeau’s dissembling demonstrated an increasingly central fact about federal Canadian politics: Not only do the party leaders treat Quebec totally differently when it comes to the protection of minority rights, in a barely disguised lust to steal nationalist votes from the Bloc Québécois; hardly anyone else in Ottawa is willing or able to buck that trend.

Conservative leader Erin O’Toole has pledged never to interfere on Bill 21, in the name of respecting provincial autonomy. In an interview with CBC’s Vassy Kapelos last year, NDP leader Jagmeet Singh suggested

he might convince Quebecers to change their minds about people like him by “going to Quebec (in his turban and) saying, ‘I love the French language, I respect the unique identity of Quebec and I want to fight to defend it and I’m proud of who I am.’”

It might be a defensible, if naive position, if only Singh and the NDP weren’t otherwise so quick elsewhere to call out racism both personal and systemic.

O’Toole, Singh and Trudeau are even more united in supporting Quebec’s efforts to further protect the French language. Bill 96, which passed first reading in the National Assembly last month, would, among other things, cap enrolment at English-language CEGEPS, increase the number of businesses where French is



mandatory, and limit who is entitled to government services in English. It would expand the mandate of the Office Québécois de la Langue Française (OQLF) — creators of Pastagate — and create a whole new ministry to protect the French language.

Not only do the party leaders all support it; they support the fallacies underpinning it. “Between 1996 and 2016, the percentage of people whose first language is French dropped from 52 per cent to 46 per cent,” O’Toole told the House of Commons during a debate last year on the state of the French language. “I completely agree with ... Quebecers who are concerned by the decline of the French language,” Trudeau said last year.

Plot language data from the census on a graph and, mostly, you get a series of straight lines. Even in Montreal, in 2016, 87.4 per cent said they spoke French, versus 86.3 per cent 20 years earlier. Nationalists hone in on just a few dubious data points: very slight declines in the use of French “most often” at home, for example, and a larger decline in French as a mother tongue. But since when is it the government’s business what language people speak at home, or spoke first, so long as they can communicate in the official language(s)? Is French the real issue, or is it something rather less salubrious?

Bill 96 threatens to destroy an imperfect but very useful linguistic détente: The anglophones who couldn’t live with Bill 101, which in the 1970s represented the province’s first major crack-down on languages other than French, mostly head-

ed to Ontario decades ago. Those who stayed fought and succeeded in sanding 101’s sharper edges down, and came to accept the result. Why overturn that apple cart now? Last month, a Léger poll for the Association for Canadian Studies and the Quebec Community Groups Network found 49 per cent of francophones felt the threat to the French language was no more acute now than in years past. And 27 per cent of francophones said they thought Bill 96 would “worsen relations between English and French-speaking Quebecers.”

Yet hardly anyone dares question it. Last year, when Montreal Liberal MP Emmanuella Lambropoulos wondered aloud at a committee meeting whether all these numbers amount to a crisis, she was denounced from the heavens by Bloc and Conservative MPs alike, and indeed by her own government’s official languages minister, fellow Montreal MP Mélanie Joly. (She declared herself “stunned.”) Lambropoulos offered to resign from the committee for her sins, and presumably will not make the same mistake twice.

Bill 96 does more than chip away at minority language rights, though: It attempts to enshrine in the Constitution, without asking any of the other provinces, that “Quebecers form a nation,” that “French shall be the only official language of Quebec,” and that French “is also the common language of the Quebec nation.” It is as unclear what that all means — none of the key terms are defined — as it is whether or not the manoeuvre is legal: Is this a constitutional

move Quebec can do in consultation only with Ottawa, like getting rid of religious schools in 2000, or do the other provinces need to be involved? Trudeau has thus far declined to release the legal opinion that he says supports Quebec’s position — as he and the other party leaders all do.

In any case, it’s a fine comeuppance to the smirking geniuses who, in 2006, passed a motion in the House of Commons declaring the “Québécois” a nation. It was no big deal, proponents argued; it was merely acknowledging a fact. “As we objectively review our own constitutional history, we must conclude the sociological concept of les Québécois nation within a united Canada is something we neither fear nor resist,” Liberal MP Mario Silva told the House. “In fact, that very sociological nation has always existed in spirit.”

Opponents, such as Conservative MP Michael Chong — who resigned as then prime minister Stephen Harper’s intergovernmental affairs minister over the matter — warned it was obviously much more than that, or else the Bloc Québécois wouldn’t be so eager to get some version of the motion passed. “To me, recognizing Quebecers as a nation, even inside a united Canada, implies the recognition of ethnicity, and I cannot support that,” Chong said. “I do not believe in an ethnic nationalism. I believe in a civic nationalism.” (Chong, O’Toole’s foreign affairs critic, declined to comment on the current situation.)

That was right around the time the “reasonable accommodations” debate about

minority religious rights (but really, mostly, about Muslims) kicked off in earnest in Quebec. And now, here we are: Public school teachers can’t wear hijabs in the classroom and Singh, a lawyer, couldn’t serve as a Crown attorney in Quebec without doffing his turban.

Not taking your country seriously can have consequences, perhaps, and in theory they might go far beyond Quebec.

“If Quebec can do it, why can’t Alberta?” asked the famous “firewall letter,” addressed to then-premier Ralph Klein in 2000 by Stephen Harper, Tom Flanagan and other Reform-era luminaries. Now, in 2021, Alberta Premier Jason Kenney has signalled his approval of Quebec’s Bill 96 gambit. Flanagan says Kenney hopes to use his referendum on equalization, and perhaps a Bill 96-style constitutional amendment, to force Ottawa and the other provinces to the table.

Flanagan notes the Supreme Court’s reference on Quebec succession, which identifies “a right to initiate constitutional change (held by) each participant in Confederation.”

“In our view,” the justices wrote, “the existence of this right imposes a corresponding duty on the (provinces) to engage in constitutional discussions in order to acknowledge and address democratic expressions of a desire for change in other provinces.” Hint, hint.

Rejigging equalization wouldn’t be the end of the world. Nor would a looser, more asymmetrical federation in which provinces are freer to create their own “dis-

tinct societies.” But there is no evidence whatsoever Trudeau supports either idea, in Quebec or elsewhere. His government’s policy book currently contains national programs on day care and long-term care, to name just two areas of provincial jurisdiction.

Let’s be clear: Pandering to Quebec for votes — pandering to anyone, for that matter — with little regard for the long-term consequences has a long and rich history. What’s truly extraordinary, and frightening, about this moment is just how difficult it is to buck the trend.

Bill 21, at least, provoked honest debate, with the provincial Liberals and left-wing Québec Solidaire opposing it. The 1995 referendum question was a fiction, proposing unilateral discussions on secession between Quebec City and Ottawa that would sideline the other members of the federation,

but “at least it was a clash of ideas, unlike today,” says Jack Jedwab, president and CEO of the Association for Canadian Studies.

In 2018, then-British prime minister Theresa May was forced to release the legal advice about her Brexit plan after her government was found in contempt of parliament — by a House of Commons in which she was only just shy of a majority government. In Ottawa, even the opposition daren’t question the daily dogma coming out of Quebec.

“In Canada there are all sorts of issues you can’t question. You can’t question whether French is in danger. ... You can’t question whether certain words can be uttered or not,” says constitutional lawyer Julius Grey. “And in Quebec we’re setting up a system (that’s) populist, and which disregards individual minority rights when the issue is important to the majority.”

That’s the antithesis of Trudeau’s brand, of course. We’re just meant not to notice, or care, or maybe even listen. There was a time when federal politicians would try to get away with saying one thing in the anglophone media universe and another thing in the francophone media universe. They don’t seem to do that so much anymore, perhaps because the internet makes it so much easier to catch them out. Alas, it wasn’t consistency that replaced it. Now, it seems, we’re simply supposed to accept that they’re all a bunch of flaming hypocrites who’ll say anything they need to get them from one minute to the next.

It was Quebec’s nationalist politicians who led them expertly down that garden path, but no one knows what lies at the end of it.

National Post
cselley@nationalpost.com
Twitter: cselley

MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE SPÉCIALISÉE

Les manufacturiers de l'Estrie en mode solution

ANTHONY OUELLET
aouellet@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Frappées de plein fouet par la pénurie de main-d'œuvre, les entreprises manufacturières de l'Estrie font face à des problèmes uniques en province, mais ne sont pas à court de solutions pour y remédier.

C'est ce qui est ressorti d'un entretien entre plus de 30 manufacturiers des quatre coins de l'Estrie et l'organisme Manufacturiers et Exportateurs du Québec (MEQ), mardi matin. MEQ visitera, d'ici le 23 juin, 10 régions du Québec pour discuter des enjeux de la pénurie de travailleurs avec les manufacturiers qui y sont établis.

Cinquième région consultée, l'Estrie fait bande à part sur certains de ces enjeux. « La particularité de l'Estrie, c'est qu'il manque beaucoup de travailleurs spécialisés, comme des soudeurs et des électros-mécaniciens, mais aussi des cols blancs. Le roulement est très rapide et la rétention est difficile », explique la présidente-directrice générale de MEQ, Véronique Proulx.

« Ce qui m'inquiète, c'est que la plupart de ces entreprises sont des exportateurs, en raison de la proximité avec la frontière américaine. Ce manque de travailleurs et de

cadres fera en sorte que les délais de livraison pourront être rallongés, causant ainsi d'éventuelles pertes de contrats au profit de compagnies américaines », continue Mme Proulx.

SOLUTIONS PROPOSÉES

Pour remédier à cette difficulté d'embauche, les entreprises manufacturières préconisent un plan d'attaque à trois volets, qui débute avec la mise en avant de la région de l'Estrie et sa promotion auprès de travailleurs spécialisés des autres régions.

« Nous n'avons pas entendu cette solution ailleurs, mais les gens aiment leur région et veulent se coordonner pour promouvoir la région ailleurs pour donner envie aux résidents des autres régions du Québec de venir s'installer en Estrie. Personnellement, je trouve ça super intéressant », note Véronique Proulx.

Quand les travailleurs des régions étrangères ne suffisent pas, une solution intéressante serait d'aller recruter dans d'autres pays via le programme fédéral qui permet ce type d'activité, programme qui devrait être simplifié selon les manufacturiers.

« À la base, c'est un programme qui était fait pour favoriser l'embauche locale et éviter le *cheap labor*, donc il est très lourd d'un

point de vue administratif. Toutefois, s'il n'y a pas de soudeurs ici, il faut aller les chercher ailleurs, donc le programme doit être revu », croit Mme Proulx.

La formation, autant en entreprise que sur les bancs d'école, serait aussi une pièce clé pour vaincre la pénurie de main-d'œuvre. « Les programmes *coop* de l'Université de Sherbrooke plaisent beaucoup aux entreprises, donc elles souhaiteraient en bénéficier encore plus. Un point important qui est ressorti est le manque de communication avec les centres de formation professionnelle, qui forment les travailleurs spécialisés, donc ce sera important de travailler là-dessus. Plusieurs manufacturiers commencent aussi à offrir de la formation en entreprise, ce qui permet de pourvoir certains postes directement avec des travailleurs existants », soutient la PDG de MEQ.

BESOIN D'AIDE

« Ce que les manufacturiers disent, c'est qu'ils sont prêts et ils ont les solutions, il ne manque que l'aide du gouvernement », affirme Véronique Proulx. Elle sent toutefois que celui-ci est prêt à écouter, mais que beaucoup de travail reste à faire.

Les recommandations de la tournée des régions de MEQ seront remises au gouvernement d'ici la fin août.



Un album de « musique de films » enregistré à Mitchell-Montcalm

SABRINA LAVOIE

sabrina.lavoie@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les élèves en vocation musicale de l'école secondaire Mitchell-Montcalm ont transformé leurs classes en studio le temps de produire un album « Musique de films » qui comprend 35 pièces musicales interprétées par les jeunes musiciens.

Contraints de devoir annuler les traditionnels concerts de musique en raison de la pandémie, les enseignants de musique de l'école secondaire Mitchell-Montcalm ont fait preuve de créativité afin d'offrir une tout autre expérience enrichissante aux élèves.

En passant par la *Liste de Schindler* et les chansons thèmes des *Pirates des Caraïbes*, d'*Harry Potter* ou encore du film *La La Land*, l'enregistrement de l'album a en effet permis aux élèves en musique de mettre leur talent à l'œuvre.

Le directeur adjoint et responsable des élèves en vocation musicale de l'école Mitchell-Montcalm Claude Hackett a d'ailleurs tenu à remercier les enseignants et les élèves pour leur persévérance tout au long de la récente année scolaire.

« Les prestations publiques de nos élèves nous ont grandement manquées ces derniers mois. Mal-

gré cela, leurs efforts infatigables vont permettre à tous de se faire transporter par la magie de la musique numérique », indique-t-il.

De son côté, la présidente du Mouvement musical Mitchell-Montcalm Nathalie Bourassa affirme que les enseignants et les élèves ont su tirer parti de cette année hors de l'ordinaire.

« À travers les embûches, ils ont réussi à rassembler leurs équipes musicales pour nous offrir des musiques de film à la hauteur de leur magnifique talent », mentionne-t-elle à l'occasion du lancement de l'album.

Les personnes intéressées à se procurer l'album des élèves peuvent ainsi l'obtenir en prévente au coût de 20 \$, du 11 au 24 juin, en se rendant sur le site du Mouvement musical Mitchell-Montcalm.

La sortie officielle est prévue le 25 juin, date à laquelle le prix de vente sera fixé à 25 \$.

scène ?



La vaccination se met en branle dans les écoles de Sherbrooke

SABRINA LAVOIE

sabrina.lavoie@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — La vaccination en milieu scolaire a officiellement débuté lundi en Estrie. Si le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS) anticipait au départ des enjeux de logistique, l'organisation affirme que tout se déroule bien jusqu'à maintenant.

Les élèves de l'école Le Monarque ont été les premiers à bénéficier des services de vaccination en milieu scolaire la semaine dernière, soit quelques jours avant la date officielle déterminée par le ministère de la Santé.

Jusqu'au 16 juin, le CSSRS prévoit avoir fait le tour des écoles. Pour ce faire, des équipes mobiles en santé se déplaceront dans les établissements, ou encore, des

autobus transporteront les élèves des écoles vers le Centre de foires de Sherbrooke.

« Il faut dire que l'ensemble des parents ont pris des rendez-vous pour leurs enfants en dehors du contexte scolaire », mentionne Lisa Rodrigue, directrice générale adjointe aux affaires éducatives.

Elle estime qu'environ 17 % des élèves du CSSRS se feront vacciner sur les heures de classe au cours de la prochaine semaine. La gestion des formulaires de consentement demeure le plus gros défi logistique dans les écoles. « De manière générale, les parents et les jeunes coopèrent très bien », précise toutefois Mme Rodrigue.

LA VACCINATION S'INTENSIFIE

La directrice générale adjointe aux affaires éducatives du CSSRS annonce par ailleurs que l'école internationale du Phare ouvrira sous peu ses portes les samedis en

vue d'offrir aux résidents du quartier une clinique de vaccination sans rendez-vous.

« Nous voyons dans ce concept une belle façon de rendre la vaccination encore plus accessible. On s'adapte au fur et à mesure et on essaie de trouver des façons pour vacciner le plus de gens possible », indique Mme Rodrigue.

Le CIUSSS de l'Estrie-CHUS a également confirmé lundi la mise en place d'un centre de vaccination sur le campus principal de l'Université de Sherbrooke. « Nos équipes travaillent sur cette formule depuis plusieurs jours, mais nous attendions les allègements des mesures sanitaires liées à la zone orange pour implanter cette nouvelle clinique », mentionne-t-on.

Les modalités spécifiques, par exemple les dates et les heures de la clinique, seront communiquées en temps opportun.

The image shows a vertical strip of small advertisements and notices from the newspaper. At the top, there is a large black rectangular area. Below it, there are several smaller text-based ads. One mentions 'CAMELOT RECHERCHE' and another 'NOUS EMBAÛCHONS!'. There are also some small images and logos, including one for 'Cascades' at the bottom.

La fourmi pourra danser

MARIE-ÈVE
MARTEL

CHRONIQUE

marie-eve.martel@lavoixdelest.ca



Vu d'même

Nos finissants auront finalement droit à leur bal, dès le 8 juillet, a annoncé mardi le premier ministre Legault.

Exit les salles de réception décorées avec goût, pandémie oblige.

Cendrillon pourra aller au bal, mais sous un chapiteau extérieur. On lui souhaite du beau temps.

* * * * *

Je trouvais ça facile, quand on est adulte, de dire qu'il n'y a pas de quoi en faire tout un plat. Avec des années, voire des décennies de recul et d'expérience, un bal de finissants du secondaire peut nous paraître accessoire et on sait qu'il est loin d'être le moment le plus crucial de notre vie. On peut aussi se dire que ceux qui en seront privés, pandémie oblige, s'en remettront et que cela n'influencera pas le reste de leur existence.

Il y a déjà des jeunes qui sont de cet avis et pour qui l'annulation de cette fête de fin d'année n'a fait ni chaud ni froid.

Mais pour d'autres, qui cumulent à peine 16 ou 17 années de vie, cet événement peut aisément représenter l'apogée de leur courte existence.

Cette image idéalisée du bal de finissants digne d'un conte de fées

est imprégnée très tôt dans leur esprit, car cette célébration s'inscrit dans notre culture, très inspirée de celle de nos voisins du Sud, où cette fameuse *prom* est romancée au point d'être perçue comme la quintessence de l'adolescence.

Certains jeunes, particulièrement les filles, rêvent de leur bal dès leur entrée au secondaire. C'est leur moment de gloire, le jour où elles seront une princesse dans une magnifique robe et où elles pourront peut-être danser avec leur prince charmant...

* * * * *

Personnellement, j'ai très peu de souvenirs de mon bal de finissants du secondaire, au sens propre comme au figuré.

En effet, au lendemain de cette soirée fort glamour tenue dans un hôtel chic de la Capitale-Nationale, mon père, photographe désigné de ma soirée à laquelle il avait pris part avec le groupe de professeurs, a eu la maladresse d'effacer tous les clichés de la veille de son nouvel appareil photo numérique — nous sommes en 2004, je précise — en voulant vérifier si la résolution des images était assez bonne pour en permettre l'impression. Pour ce faire, il était allé dans l'onglet « Format » de sa caméra à

la configuration anglaise.

« Format », comme dans *formater*.

Zappées dans l'espace, mes photos de bal!

Je ne me rappelle pas qui de nous deux a le plus pleuré quand on a réalisé ce qui venait de se produire...

Sinon, ce soir-là, j'ai aussi le souvenir d'avoir brisé la fermeture éclair de ma longue jupe et j'ai dansé mon premier *slow*. Je m'en rappelle, c'était sur la chanson *My Immortal*, du groupe Evanescence.

Pas trop romantique, quand on s'attarde aux paroles. M'enfin...

Mon amoureux de l'époque s'était fait imposer un couvre-feu assez strict par ses parents. Comme il devait être rentré avant minuit, j'en ai déduit qu'il allait se transformer en citrouille s'il avait du retard.

Mon bal n'a rien eu d'un conte de fées, il n'a pas changé ma vie, mais je suis contente d'y être allée.

* * * * *

Par ailleurs, même si le fait d'avoir un diplôme d'études secondaires est aujourd'hui considéré comme une qualification de base, parfois même insuffisante pour progresser sur l'échiquier du jeu de la vie, il relève, pour certains jeunes, de l'exploit, surtout en cette année qui n'a rien d'ordinaire.

Le bal symbolise l'aboutissement d'années d'efforts, d'échecs, d'obstacles et de frustrations. Pour certains de ces jeunes, le bal de finissants incarne un facteur de motivation important, parfois même le plus important, qui les encourage à compléter leur parcours scolaire.

Certes, l'annonce arrive à la



dernière minute et il sera probablement difficile d'organiser une fête digne de ce nom à si peu de préavis.

Mais peu importe la forme que prendra l'événement, ces ados qui ont travaillé comme de véritables fourmis méritent de voir cet accomplissement célébré.



L'interdiction de tenir des bals de finissants, alors que pratiquement toute la province retourne au jaune voire au vert, ne faisait pas de sens. Certes, les rassemblements autorisés sont de moindre ampleur, mais je crois que de permettre la tenue des bals sous des chapiteaux extérieurs est un bon compromis.

Je n'aurais peut-être pas tenu le même discours il y a deux ou trois semaines, quand les premiers signes d'assouplissement ont donné lieu à des rassemblements et des débordements « d'enthousiasme » dans certains parcs, comme à Québec ou à Montréal. Certains ont interprété ce feu vert — très pâle — comme une invitation à faire fi de toute distanciation sociale, mais aussi de civisme, à voir les déchets qu'ils ont laissé derrière eux.

Donnez-leur un pouce et ils voudront un pied, dit l'adage. Le déconfinement graduel a pour objectif de nous rendre nos libertés si chèrement restreintes au cours de la dernière année et demie sans qu'on compromette nos chances de retourner à une vie normale à court et moyen terme.

Mais pour y parvenir, il faut retenir encore un peu la cigale qui s'impatiente.

Des élèves entrepreneurs remettent leurs profits à SOS Dépannage



MARIE-ÈVE LAMBERT

marie-eve.lambert@lavoixdelest.ca

Depuis deux semaines, les élèves de Julie Rossignol, qui enseigne à l'école primaire Parkview à Granby, sont en intense période d'écriture. Ils ne rechignent pas à la tâche, loin de là: ce sont eux qui en ont décidé ainsi!

« Je ne sais même pas comment tout ça a commencé exactement, mais quelques élèves se sont mis à écrire des histoires durant les récréations, puis à les vendre 25 sous pour se faire un peu d'argent de poche. Puis, quelqu'un a lancé l'idée de donner plutôt l'argent à SOS Dépannage, et toute la classe a décidé d'embarquer. C'est entièrement leur idée, tout ça! » souligne l'enseignante de 3e année, émerveillée par tant d'enthousiasme et de générosité chez ses jeunes de 8-9 ans. Elle n'a eu d'autre choix que d'emboîter le pas au projet.

Ainsi, plusieurs fois par semaine, elle amène sa classe au parc Victoria, à un jet de pierre de l'école, et les élèves s'ins-

tallent avec feuilles et crayons pour laisser libre cours à leur imagination. Ensuite, ils corrigent les textes tous ensemble en classe, et les jeunes les retranscrivent ensuite à l'ordinateur. Certains vont également illustrer leur histoire, puis Madame Julie imprime plusieurs copies, qu'ils peuvent vendre à leurs proches. « Comme c'est pour faire un don à un organisme, on a augmenté le prix à 5 \$ par histoire », précise l'enseignante.

Jusqu'à présent, ils ont réussi à amasser... 450 \$! « C'est tellement plus que notre objectif initial, qui était de 100\$! Et ils ont encore jusqu'à lundi pour faire des ventes! » se réjouit Madame Julie. La semaine prochaine, elle amènera quelques élèves remettre leurs recettes à SOS Dépannage Moisson-Granby.

L'enseignante ne voit que du positif dans toute cette expérience, si bien qu'elle compte reprendre cette initiative d'année en année. « C'est quelque chose de concret pour eux. Ce n'est pas juste écrire pour écrire. Ils ont un objectif, et même ceux qui ont plus de difficultés ou qui n'écrivaient pas beaucoup participent avec joie. Ça fait aussi travailler nos mathématiques, et tout ça se fait dans un élan d'empathie et de partage. Je trouve ça

merveilleux! »

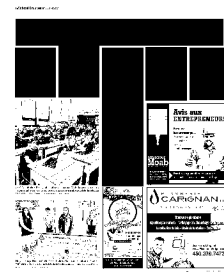
AUTRE DON

SOS Dépannage a par ailleurs reçu un autre don d'autres élèves, mercredi avant-midi, alors que les étudiants en secondaire 5 de l'option entrepreneuriat du Collège Mont-Sacré-Coeur ont remis un chèque de 1194,95 \$ à l'organisme.

Cette somme représente les profits amassés grâce à la « petite *business* » qu'ils devaient mettre sur pied dans le cadre d'un projet. Nahéva Gouin a fait des muffins, Maxime Choinière a tissé des bracelets et Mélyna Mady a démarré sa propre friperie. À eux trois seulement, ils ont fait pour plus de la moitié des profits amassés, soit près de 700 \$!

« Je trouve ça vraiment motivant de voir ces jeunes-là s'intéresser aux affaires, démarrer une petite *business* et redonner leurs profits à un organisme sans but lucratif. Vraiment, je suis impressionné », a réagi Normand Dunn, le DG de SOS Dépannage Moisson-Granby.

Celui-ci précise que ce don servira à fournir des produits laitiers ou encore du lait maternisé pour les bébés aux gens dans le besoin.



Élargir le transport scolaire pour une mobilité durable



MARIE-ÈVE LAMBERT

La Voix de l'Est

Olivier Touchette souhaite que le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs ouvre son transport scolaire à la collectivité. Du moins celui qui transporte les élèves du secondaire.

«En 2021, est-ce qu'on peut commencer une réflexion à savoir comment on peut faire mieux en matière de transport? Est-ce qu'on pourrait ouvrir le transport scolaire à d'autres personnes désirant se déplacer, penser convergence, combiner des réseaux? Je crois que c'est le genre de questions qu'il faut se poser collectivement», affirme-t-il. «L'idée, ce serait ultimement de transformer le transport scolaire en transport en commun.»

Siégeant au conseil d'établissement de l'école secondaire Massey-Vanier, il a réussi à convaincre les autres membres, qui ont rédigé puis adopté une résolution en ce sens en décembre dernier. Ils l'ont ensuite présentée à d'autres conseils d'établissements, et L'Envolée, J-H-Leclerc et Haute-ville l'ont à leur tour adoptée telle quelle, selon ses dires.

Mercredi, M. Touchette s'apprête à redemander aux commissaires du Val-des-Cerfs d'entamer une réflexion sur leur proposition. Car le Centre de services scolaire démontre peu d'ouverture jusqu'à présent. «Leurs

réticences tournent principalement autour de la complexité de l'affaire et de la sécurité des élèves», rapporte M. Touchette.

S'il reconnaît que son idée n'est pas simple à appliquer, il est persuadé qu'il y a matière à faire du pouce. «C'est vrai, il y a beaucoup d'enjeux là-dedans. Mais ce qu'on veut faire, ce qu'on veut dire à Val-des-Cerfs, c'est qu'on voudrait entamer une réflexion pour repenser le transport scolaire dans une optique de mobilité durable.»

Il souligne notamment le fait que les étudiants du secondaire utilisent les mêmes moyens de transport collectif que la population en général dans plusieurs villes du Québec, que l'augmentation du nombre de passagers dans un secteur donné permet d'augmenter la qualité du service de transport en terme de capacité et de fréquence, et que le gain le plus important en terme de réduction de GES se fait «en sortant des automobiles du réseau routier».

«Ça pourrait même être bénéfique d'avoir quelques adultes supplémentaires dans les autobus, avance-t-il. Ça pourrait calmer les jeunes, réduire l'intimidation...»

Infaisable, dit Val-des-Cerfs

Au Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs, on affirme que ce n'est pas la première fois qu'on demande à ce que les autobus scolaires soient mis au service de la population. Mais que chaque fois, les mêmes obstacles viennent contrecarrer le projet. «On a déjà analysé toutes les contraintes, et on n'a pas encore trouvé comment assurer le service de transport scolaire à tous de façon sécuritaire. Ce n'est pas qu'on ne veut pas, c'est qu'on ne peut pas», fait valoir le directeur général du CSSVDC, Éric Racine.

Il explique qu'à partir du moment où un élève monte dans un autobus pour aller à l'école, il est sous la responsabilité du CSS. Ce dernier doit s'assurer que tous les adultes avec qui les jeunes seront en contact devront être exempts d'antécédents judiciaires. «Comment ce pourrait être possible dans un contexte de transport collectif?» questionne-t-il.

Il précise que dans le cas des plus grandes villes où les adolescents empruntent le transport en commun, la responsabilité du jeune revient alors à la municipalité, et

que les parents sont bien conscients de ce que ça implique.

M. Racine précise également que plusieurs de ses circuits d'autobus, majoritairement ceux qui desservent de plus petites municipalités, transportent des élèves du primaire et du secondaire en même temps. «Il n'y a à peu près juste qu'à Granby et Cowansville où j'ai des circuits séparés pour le primaire et le secondaire.»

Il indique en outre n'avoir aucune place de libre dans aucun de ses circuits. «Chaque année, selon le vérificateur général qui s'assure de la maximisation de l'utilisation de nos autobus, on a un rapport parfait», se targue-t-il.

Malgré tout, Olivier Touchette souhaiterait que le CSSVDC démontre plus d'ouverture à réévaluer sa façon de faire. «J'aimerais qu'ils pensent davantage en mode solutions plutôt que de s'arrêter aux contraintes. On pourrait être des pionniers là-dedans!»

«On les a déjà toutes évaluées, et c'est vraiment dommage, mais ce n'est pas possible, martèle Éric Racine. Ce n'est pas une question de fermeture, c'est une question de faisabilité.»

Finissants: pas de bals, mais des remises de diplômes «pimpées»!



MARIE-ÈVE LAMBERT
La Voix de l'Est

Pour une deuxième année de suite, les finissants n'auront pas droit aux traditionnelles célébrations pour souligner la fin de leurs études. Bien que toutes les écoles sondées par *La Voix de l'Est* affirment préparer une cérémonie de graduation, aucune n'a voulu se risquer à organiser un bal, même si le gouvernement leur a donné son accord à partir du 8 juillet.

«L'annonce est arrivée tellement sur le tard!» réagit Jean Striganuk, le directeur général de l'école secondaire du Verbe Divin, mentionnant qu'un bal demande normalement six mois de préparation.

Comme toutes les directions, il s'est plutôt tourné vers une formule «remise de diplômes», mais plus «pimpée» suite à l'assouplissement des mesures sanitaires, dit-il. «Déjà, que les parents puissent être là, c'est un gros plus!»

Les finissants sont invités à se mettre sur leur 36 pour l'occasion d'un «3 à 8» qui se déroulera à l'extérieur, sur

le terrain de l'école. Cocktail, musique et autres petites surprises seront au rendez-vous. «Les jeunes vont pouvoir se saluer une dernière fois, saluer leurs profs. Il faut souligner ça! Ça n'a vraiment pas été une année facile. La finir sèchement, avec rien, ce n'était pas une option», affirme le directeur.

Peut-être un bal à l'automne

La directrice adjointe responsable du secondaire 5 à J-H Leclerc abonde dans le même sens. «C'est important pour eux. C'est une grosse étape. On a fait des plans A, B, C, D... et je pense qu'on est arrivé à quelque chose de très bien dans les circonstances», dit Marie-Claude Dicaire, précisant que sa remise de diplômes inclura notamment une haie d'honneur des enseignants et le char allégorique de la ville permettant de se faire photographier dans une cabine photo.

Mme Dicaire mentionne qu'il n'est pas non plus exclu d'organiser un bal à l'automne; celui des finissants de l'année dernière aura d'ailleurs lieu le 25 septembre prochain au Zoo de Granby. «On essaie de voir si on ne pourrait pas le coller à cette date-là.»

«Une journée wow!»

Du côté de la Haute-Ville, «on a mis le paquet pour offrir une journée wow!» fait savoir la directrice générale, Hélène Deslandes. «Les élèves pourront arriver super chics vers 14h, défiler sur le tapis rouge, et découvrir les surprises qu'on leur a préparées. Ils auront même droit à un souper comme s'ils avaient un vrai bal, en bulles classes, avec un traiteur et service aux tables.» Celle-ci a tenu à ce que les élèves participent aux décisions entourant la formule qu'ils souhaitaient avoir. «On les a aussi sondés à savoir s'ils voulaient un bal quand on a su que ça allait être possible cet été, mais comme ils ont déjà une belle journée organisée comme si c'en était un, avec le volet danse en moins, ils n'ont pas manifesté d'intérêt», affirme-t-elle.

Les étudiants de l'école L'Envolée aussi auront droit à un repas, mais pour le dîner, après la remise des diplômes qui aura lieu en avant-midi le 23 juin prochain.

Pour plusieurs parents d'adolescents au Programme d'études internationales, ce n'était toutefois pas assez, si bien qu'ils sont à eux-mêmes organiser un bal pour leurs jeunes. «On veut un vrai bal avec souper, DJ pis toutte! On veut leur offrir ça. C'est tellement une étape importante! On se souvient tous de notre bal. C'est pas vrai qu'ils n'auront pas le leur. En plus, ça permet en même temps de tourner la page sur une année et demie qui n'aura été facile pour personne» fait valoir l'une d'entre eux, Marie-Claude Gaboriault.

Elle mentionne d'ailleurs être à la recherche de commanditaires ou de dons pour alléger la facture. On peut la contacter par courriel au alpei2021@outlook.com.

Les écoles secondaires Massey-Vanier, Wilfrid-Léger et Jean-Jacques-Bertrand souligneront également leurs finissants avec des remises de diplômes. Le Collège du Mont-Sacré-Coeur n'a pas retourné nos appels, mais on sait qu'il prépare également quelque chose.

LA GRANDE RÉCRÉ DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES

FÊTER EN CLASSE

MARIO BOULIANNE
mboulianne@ledroit.com

Voilà qui fera plaisir aux élèves des écoles primaires du Québec. Une Grande récré spécialement conçue pour eux avec des artistes qu'ils aiment.

À compter du 18 juin, toutes les écoles primaires de la province pourront visionner, en classe ou ailleurs, cette *Grande récré* concoctée par Pascal Morrissette et organisée en collaboration avec le Grand Défi Pierre Lavoie et Force 4.

« On avait envie d'offrir aux jeunes du primaire un gros *party* de récompense avec des artistes qu'ils aiment, confie l'animateur. Ils ont travaillé très fort au cours de la dernière année, que ce soit à la maison ou en classe, dans des conditions hors de l'ordinaire. Ils ont droit, eux aussi, à une belle reconnaissance. »

Ce grand spectacle de fin d'année, présenté comme une émission de télévision, sera coanimé par Pascal Morrissette et Julie Ringuette.

En couple à l'écran comme dans la vie, ces deux amoureux de la joie de vivre promettent une heure de plaisir, de jeux, de musique et de « mouvement ».

« Oui, le mouvement est célébré dans cette production, ajoute Pascal. Bien sûr, en s'associant au Défi Pierre Lavoie, c'est la prémisse. On va faire bouger les enfants et c'est déjà amorcé puisque des capsules vidéo sont disponibles sur le site de la *Grande récré*. »

D'ici le jour J, quatre vidéos seront disponibles sur le site de la *Grande récré* (lagranderecre.tv) afin de permettre aux jeunes d'apprendre la salutation officielle, la chanson et la danse de la *Grande récré*.

Pascal Morrissette n'hésite pas à qualifier cette première édition de « flamboyante ». Et d'ailleurs, il compte bien récidiver au cours des prochaines années.

« C'est une production de calibre télé, lance-t-il. Je ne suis pas gêné de présenter ça aux jeunes et j'espère qu'un diffuseur sera intéressé à embarquer dans l'aventure de la *Grande récré* au cours des prochaines années. »

Cette émission offrira des prestations musicales de plusieurs artistes, dont 2Frères, Émile Bilodeau, Roxane Bruneau et Sarahmée.

On a aussi prévu des « minutes actives » avec Valérie Chevalier et Kevin Raphaël et même des prouesses scientifiques de Yannick Bergeron.

Pascal Barriault, Woody Belford, Simon Boulerice, Sam-Éloi Girard et

Luc Langevin prendront également part à la fête.

« L'événement est fait dans la bonne humeur et l'humour, explique Pascal Morrissette. On y présentera aussi de la danse et des publicités humoristiques qui, j'en suis certain, raviront tout le monde, même les profs! »

PARLER AUX JEUNES

Le choix des artistes et des invités de l'émission s'est fait en fonction des goûts des enfants du primaire.

« On a consulté les enfants quant à leurs goûts et leurs préférences artistiques, explique Pascal. Au fil de mes années en animation d'émissions jeunesse, j'ai aussi compris que le ton qu'on utilise pour parler aux jeunes est très important. Il n'est pas nécessaire de les infantiliser plus qu'il ne le faut. Ils sont très allumés, nos jeunes. Et surtout, très branchés sur ce qui se passe autour d'eux. »

Julie et Pascal n'ont qu'une idée en tête avec cette *Grande récré*, c'est de souligner le travail des enfants et de leurs enseignants au cours de cette année marquée par de nombreux bouleversements.

DÉFI PIERRE LAVOIE

Quant à l'équipe du Grand Défi

Pierre Lavoie, l'occasion était belle pour continuer leur œuvre auprès des enfants, dont l'objectif premier est de créer une culture de santé préventive en adoptant de saines habitudes de vie. Et avec la pandémie, la sédentarité était aussi un enjeu majeur.

« Les élèves et les enseignants du Québec ont eu une année scolaire qui leur a demandé de faire face à de nombreux défis et leur a demandé énormément de résilience, explique Pierre Lavoie. Faire cet événement inédit en mode virtuel, c'est très bien, car ainsi toutes les écoles du Québec y ont accès. C'est notre façon de faire savoir aux élèves et aux enseignants que nous sommes présents pour eux et de leur dire merci. »

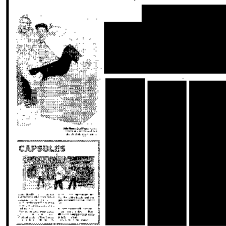
TOUTE L'ANNÉE

La *Grande récré* sera diffusée en primeur le vendredi 18 juin, dès 8 h, sur le site lagranderecre.tv.

À ce moment, toutes les écoles primaires du Québec auront accès à cette diffusion, et ce, selon leurs horaires respectifs et les disponibilités des enseignants.

D'ailleurs, les organisateurs ont modifié le tir après avoir reçu des demandes de la part de quelques écoles qui, ce jour-là, seront en journée pédagogique.

Il sera donc possible de visionner ou même revoir la *Grande récré*, n'importe quand au courant de la prochaine année.



Suite à la mort d'un élève de la Polyvalente des Monts en 2019

Les résultats de l'étude de sécurisation des déplacements dévoilés

SARAH ST-DENIS

sst-denis@inmedias.ca

Le Centre de services scolaire des Laurentides (CSSL) et la Ville de Sainte-Agathe-des-Monts ont rendu publics les résultats de l'étude commandée à l'automne 2020 à la firme d'ingénieurs FNxInnov, qui avait pour but de réaliser une analyse de la situation de la circulation autour de la Polyvalente des Monts, la principale préoccupation étant la sécurité des étudiants-marcheurs.

Le rapport, qui démontre largement que la sécurité des étudiants est présentement compromise dans le périmètre compris à l'intérieur des rues Demontigny, Brissette, Légaré, Giguère et Reid, propose cinq axes d'intervention: les horaires, trajets et manœuvres des autobus (1), l'analyse fonctionnelle du site de l'école (2), les aménagements routiers du secteur (3), la signalisation routière du secteur (4) et la communication, prévention et sensibilisation (5). Les 34 recommandations qui en découlent doivent mener à la réalisation de travaux, dont le début est prévu pour cet été et qui devraient s'échelonner sur quelques années.

Parmi les enjeux soulevés qui ont une résonance particulière, notons:

- Plusieurs véhicules effectuent des manœuvres dangereuses aux abords de la polyvalente, telles que des virages en U ou du stationnement en double. L'aménagement actuel de larges voies de circulation encourage les manœuvres dangereuses, tel que les virages en U.
- Des véhicules ne respectent pas la priorité

piétonne à l'endroit de la traverse de la rue Brissette. Les piétons hésitent alors à s'engager dans la rue et attendent que la voie soit libre avant d'effectuer leur traversée.

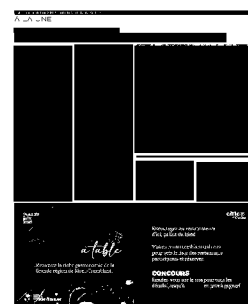
- Un nombre non négligeable de véhicules lourds cohabite avec des usagers vulnérables tels que les piétons ou les cyclistes.
- Un nombre important d'autobus empruntent l'intersection des rues Brissette et Légaré pour se diriger vers le débarcadère des autobus. Afin de s'y rendre, ceux-ci doivent effectuer des manœuvres de virage, ce qui augmente les risques de conflits avec les usagers vulnérables qui traversent la rue. En raison de sa longueur et surtout de sa hauteur, l'autobus comporte de nombreux angles morts qui empêchent le conducteur de bien voir les autos, les piétons et les cyclistes, principalement lors des virages.
- Une proportion élevée d'autobus arrive au débarcadère après 16h15, heure de la sortie des classes. Cela a pour effet d'augmenter le nombre de rencontres entre les élèves qui marchent et la circulation des autobus aux intersections du réseau routier.
- Le débarcadère actuel aménagé pour les parents qui viennent reconduire et chercher leur enfant à la Polyvalente des Monts n'offre pas l'espace ni la fluidité suffisante pour encourager la majorité des parents à l'utiliser.
- L'absence de trottoirs sur plusieurs rues entourant la Polyvalente des Monts.
- Le manque de visibilité des traverses de rues ou des panneaux de priorité piétonne.

À même le site de la Polyvalente des Monts, on retrouve un centre de formation professionnelle et de nombreuses zones destinées aux débarcadères et au stationnement. Sur le terrain adjacent se trouve le garage municipal de Sainte-Agathe-des-Monts, où se situent également les services des travaux publics et de l'hygiène de vie, ainsi que le dépôt à neige. La rue Brissette offre un lien routier entre le centre de la ville et le secteur industriel du Parc d'affaires Brissette, tandis que les alentours comptent plusieurs bureaux et commerces, sans oublier le Centre sportif Damien-Héту, très achalandé.

Rappelons que le 12 septembre 2019, Jules Boutin, 13 ans, perdait tragiquement la vie des suites d'une collision avec un autobus scolaire à la sortie des classes. La victime a été heurtée par un autobus qui arrivait à la Polyvalente pour y embarquer ses passagers, alors qu'il effectuait un virage vers la gauche au coin des rues Brissette et Légaré. Le rapport de la coroner est toujours attendu dans ce dossier, ce dernier ne pouvant être révélé tant et aussi longtemps que le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) n'aura pas pris de décision pour la suite des choses.

Pour consulter le rapport complet de l'étude, disponible sur le site du CSSL: <https://bit.ly/3icB8oG>.

UN SECTEUR ACHALANDÉ



Communiqué (s)

Négociations 2020 - La FPSS-CSQ annonce une entente de principe pour ses membres des commissions scolaires anglophones

NOUVELLES FOURNIES PAR

Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ) →

Jun 13, 2021, 13:08 ET

QUÉBEC, le 13 juin 2021 /CNW Telbec/ - La Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ) annonce avoir conclu une entente de principe sectorielle avec le Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires anglophones (CPNCA).

« Nos membres des commissions scolaires anglophones travaillent quotidiennement pour le bien des élèves et des étudiants. Il était plus que temps que le gouvernement négocie sérieusement avec nous. Nous sommes très heureux du dénouement » déclare Éric Pronovost, président de la FPSS-CSQ.

L'entente survenue le 13 juin à 00 h 02 concerne le renouvellement des conventions collectives S12 (le personnel de soutien anglophone) et S13 (les conductrices et conducteurs d'autobus anglophones), et ce, jusqu'au 31 mars 2023. Celle-ci sera présentée aux représentants de Townships Regional Union of Support Staff (TRUSS-CSQ) et de Eastern Shores Union Support Staff (ESUSS-CSQ) au courant de la journée d'aujourd'hui. Lorsqu'il y aura entente globale, l'ensemble sera présenté aux membres.

Profil de la FPSS-CSQ

La Fédération du personnel de soutien scolaire (CSQ) est le seul regroupement au Québec représentant exclusivement du personnel de soutien scolaire. Elle est affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et représente 81 catégories d'emplois réparties en 25 centres de services scolaires et 20 syndicats affiliés. Au total, elle compte plus de 33 500 membres.

SOURCE Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ)

Renseignements: Rébecca Salesse, attachée de presse, FPSS-CSQ, C : 418 953-6066,
salesse.rebecca@lacsq.org

Liens connexes

<http://fpss.lacsq.org/>

Négociation fonction publique - L'entente de principe intervenue entre le SPGQ et Québec sera présentée aux membres

NOUVELLES FOURNIES PAR

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) →

Jun 12, 2021, 16:30 ET

QUÉBEC, le 12 juin 2021 /CNW Telbec/ - L'assemblée des déléguées et délégués de l'unité d'accréditation fonction publique (ADUAFP) - une instance du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) - vient de donner son accord de principe pour présenter aux membres l'offre de règlement global visant les quelque 21 000 professionnelles et professionnels de la fonction publique intervenue entre le SPGQ et Québec le 7 juin dernier.

L'entente de principe sera donc présentée aux membres concernés lors d'assemblées générales virtuelles qui se tiendront les 21, 22 et 23 juin prochains; elles et ils pourront se prononcer sur l'entente du 21 au 28 juin.

Volet intersectoriel

Sur le plan monétaire, l'entente d'une durée de trois ans, soit du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2023, prévoit un ajustement salarial de 6 % sur 3 ans, deux montants forfaitaires de 0,33 \$ par heure travaillée applicables à tous (ces deux forfaitaires représentent un montant de 1 200 \$ pour le personnel professionnel ayant fourni une prestation complète de travail), une majoration du taux de traitement de 1 % aux échelons 1 à 8 pour l'ensemble des échelles salariales et une hausse de taux de traitement de 0,5 % au 18^e échelon pour les détentrices et détenteurs d'un baccalauréat.

Volet sectoriel

Quant aux principales conditions de travail figurant dans l'entente, mentionnons l'octroi d'un jour de congé mobile au personnel professionnel qui a accumulé trois années consécutives d'ancienneté dans le même corps d'emploi, d'un même ministère ou organisme pour lequel il a, en tout temps, fourni un rendement satisfaisant. Un 2^e jour de congé mobile est aussi prévu pour le personnel professionnel qui a accumulé cinq années consécutives, aux mêmes conditions citées précédemment.

L'entente prévoit aussi trois lettres d'engagement sur la mise en place de mesures concernant la violence familiale et conjugale, le remboursement des frais reliés à la cotisation à un ordre professionnel et la création d'un forum de discussions sur le télétravail, incluant le droit à la déconnexion. L'entente inclut aussi une hausse de la contribution de l'employeur au régime d'assurance maladie.

En outre, une prime de 10 % du taux de traitement s'applique à certains professionnels des technologies de l'information. Une entente concernant l'implantation de projets-pilotes, comportant des horaires spéciaux, fait également partie de l'offre de règlement. Ainsi, sur une base volontaire, il est convenu de mettre en place dans certains ministères ou organismes des horaires de soir, de nuit et de fin de semaine et d'en mesurer les effets avec les primes afférentes.

Deux nouvelles lettres d'entente sont aussi au menu du règlement global. L'une concerne la création d'un comité de travail sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (le RREGOP). L'autre touche la création d'un comité de travail sur les droits parentaux. Certaines lettres d'ententes sont reconduites, comme celle permettant à un employé occasionnel d'accéder au statut d'employé temporaire et celle concernant les griefs actifs antérieurs à la convention collective 2015-2020.

Rappelons que les professionnelles et professionnels de la fonction publique, constituant environ les deux tiers du membrariat du SPGQ, sont sans contrat de travail depuis le 30 mars 2020. Cette entente de principe permet de franchir un pas important dans le processus menant à la ratification d'une nouvelle convention collective.

MESSAGE DU GOUVERNEMENT

QUÉBEC DÉVOILE SON PLAN DE LA PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE

(R.I.) Le gouvernement du Québec a partagé aujourd'hui ses orientations pour guider la planification de la prochaine rentrée scolaire. Le ministre de l'Éducation, M. Jean-François Roberge, et la ministre déléguée à l'Éducation et ministre responsable de la Condition féminine, Mme Isabelle Charest, ont dévoilé le Plan de la rentrée scolaire 2021-2022, qui consiste en une rentrée scolaire la plus normale possible pour les élèves et le personnel.

Ce plan sera mis à jour au début du mois d'août de façon qu'il soit en accord avec l'évolution de la situation épidémiologique et l'avancement de la vaccination de la population générale et des élèves.

Signe qu'un retour à la normale est anticipé par les autorités, la rentrée se fera sans masque d'intervention ou couvre-visage pour les élèves du préscolaire, du primaire, du secondaire, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle. Le Plan prévoit aussi :

- la fin d'une organisation basée sur les groupes-classes stables;
- le retour des services éducatifs en présence à temps complet;
- des mesures de soutien additionnelles pour les élèves vulnérables ou accusant un retard pédagogique;
- une reprise des activités parascolaires;
- le retour à la normale en ce qui concerne le transport scolaire et l'utilisation des cafétérias et des salles de dîneurs;
- un maintien des mesures de nettoyage et de la désinfection par les agents d'entretien, particulièrement en ce qui concerne les surfaces fréquemment touchées;
- un maintien des routines d'hygiène des mains pour les élèves et les employés, selon les recommandations de la CNESST;

-un maintien de l'évaluation des enfants symptomatiques et de leur exclusion éventuelle.

Un réseau préparé et prêt à s'adapter

Finalement, dans le but de maintenir les services éducatifs en présence, le réseau se préparera à mettre en œuvre d'éventuelles mesures d'appoint qui pourraient s'ajouter ponctuellement si la situation sanitaire l'exige afin de limiter les fermetures de classes, d'écoles ou de centres en cas d'éclosion.

Par ailleurs, pour assurer un suivi rigoureux de la qualité de l'air dans l'ensemble des écoles primaires et secondaires, des lecteurs de CO₂ seront acquis dans les meilleurs délais, puis installés dans les classes le plus rapidement possible pour un monitoring informatique en continu de la qualité de l'air dans les classes.

Une priorité sera accordée aux écoles à ventilation naturelle et à celles qui ont eu des dépassements lors des tests de l'hiver dernier. Soulignons qu'un expert indépendant en ventilation industrielle et en qualité de l'air intérieur accompagnera le Ministère et le réseau dans la mise en œuvre de ces actions.

Citations :

« La dernière année a été riche en défis, mais aussi et surtout, en apprentissages. Ce sont les efforts de tous les Québécois qui nous permettent aujourd'hui d'envisager un retour à la normale pour la prochaine rentrée scolaire. Notre souhait est que dès le jour 1, tout soit en place pour que les élèves retrouvent leur école, telle qu'ils la connaissaient. Nous avons confiance en notre jeunesse, qui saura faire le nécessaire pour retourner à l'école : aller se faire vacciner en grand nombre. La réponse des jeunes a, jusqu'à maintenant, été extraordinaire et je souhaite que cela se poursuive. Cette annonce, jumelée à notre Plan de relance pour la réussite éducative, contribuera, j'en suis convaincu, à la réussite de nos jeunes. »

Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

« L'annonce d'aujourd'hui me rend très fière. Le chemin parcouru au cours des derniers mois est incroyable. Le retour du parascolaire chez nos jeunes est une source de motivation très importante pour plusieurs d'entre eux. Je suis convaincue que ces excellentes nouvelles contribueront au maintien d'une bonne santé mentale chez tous les élèves. Je profite de l'occasion pour remercier le personnel du réseau, qui mettra encore une fois tout en œuvre pour assurer la réussite de nos jeunes. »

Isabelle Charest, ministre déléguée à l'Éducation et ministre responsable de la Condition féminine

Faits saillants :

Ces orientations prennent en compte le fait qu'à la rentrée scolaire, 75 % de la population de 12 ans et plus aura été vaccinée.

L'administration de la première dose chez les jeunes de 12 à 17 ans se poursuivra pendant toute la saison estivale pour ceux qui, peu importe la raison, n'auront pu être vaccinés avant le 23 juin. Il est également souhaité que la deuxième dose soit administrée aux environs du retour en classe à l'automne 2021. Les détails de cette étape seront dévoilés ultérieurement.

Rappelons qu'une révision de l'ensemble des orientations sera réalisée en août, avant la rentrée scolaire, en fonction des plus récentes données épidémiologiques et de l'avancement de la vaccination de la population générale.

Rappelons que le gouvernement a lancé, en mai dernier, le Plan de relance pour la réussite scolaire : l'éducation au-delà de la pandémie, représentant des investissements totalisant 110 millions de dollars pour assurer la persévérance scolaire et favoriser la réussite éducative des élèves du Québec.

Liens connexes :

-Tout ce qu'il faut savoir sur la rentrée automnale : [Québec.ca/rentrée-scolaire-2021](https://www.quebec.ca/rentrée-scolaire-2021)

-Plan de relance pour la réussite éducative : l'éducation au-delà de la pandémie : <https://www.quebec.ca/gouv/politiques-orientations/relance-education>

-Pour en savoir davantage sur le coronavirus, la population est invitée à consulter le site [Québec.ca/coronavirus](https://www.quebec.ca/coronavirus).

-/-/-/-/-/-/-

Rappel : Au début d'un article (LCP) signifie que c'est un texte signé Le Courrier parlementaire© et (LAG) annonce un texte de L'Actualité gouvernementale©. Ces textes/articles affichent -30- pour indiquer la fin. Au début d'un article (R.I.) et à la fin -/-/-/-/-/-/- indiquent un texte/article que nous avons repris intégralement.

Plan d'action jeunesse 2021-2024 : La FECQ rappelle ses priorités

NOUVELLES FOURNIES PAR

Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) →

Jun 14, 2021, 06:00 ET

QUÉBEC, le 14 juin 2021 /CNW Telbec/ - La Fédération étudiante collégiale du Québec reçoit favorablement le Plan d'action Jeunesse 2021-2024, somme toute cohérent avec les demandes qu'elle avait portées en vue de l'élaboration du plan. Cependant, elle se permet de déplorer l'absence de mesures concrètes pour le logement étudiant.

La crise du logement n'épargne pas la jeunesse

Dans son avis sur la stratégie du Québec pour la jeunesse, la Fédération étudiante collégiale du Québec statuait déjà l'importance de mettre en place un projet-pilote pour augmenter l'accessibilité à du logement étudiant abordable et salubre.

« Présentement, les conditions de logement de la population étudiante sont un déterminant majeur de la précarité financière d'une personne étudiante, mais aussi, de sa santé psychologique », rappelle Samuel Vaillancourt, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec.

Rappelons que c'est près d'une personne sur deux qui dépense plus de la moitié de son revenu dans son loyer, selon une enquête de l'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE). « Investir dans le logement étudiant, c'est investir dans la persévérance scolaire, la diplomation et la qualification des jeunes, un des objectifs du Plan d'action jeunesse 2021-2024. Aucune mesure visant à garantir du logement abordable aux étudiant.es, c'est oublier un des enjeux prioritaires de la jeunesse québécoise » affirme M. Vaillancourt.

Des mesures cohérentes avec les demandes de la jeunesse

La FECQ se voit toutefois satisfaite de voir que plusieurs de ses demandes ont été écoutées et traduites dans le Plan d'action jeunesse 2021-2024. Entre autres choses, elle salue les mesures suivantes :

- La campagne de sensibilisation pour prévenir et contrer les cyberviolences dans les relations intimes pour les acteurs de l'enseignement supérieur;
- La bonification du Programme de soutien financier en matière de conciliation travail-famille-études (CTFÉ) visant à promouvoir l'adoption d'une politique interne de CTFÉ;
- L'encadrement et le soutien accru des stagiaires par la mise en œuvre d'outils pour les milieux de stages et les établissements d'enseignement supérieur;
- Les bourses offertes aux personnes étudiantes désirant porter un projet pour lutter contre l'urgence climatique.

Une saine santé psychologique au cœur du Plan d'action

En terminant, la FECQ tient aussi à souligner l'importance accordée à l'amélioration de la condition de santé mentale de la population étudiante collégiale. « Que ce soit à travers des mesures de dépistage, de sensibilisation et d'intervention, le Plan d'action jeunesse répond à une priorité des étudiantes et des étudiants; celle de favoriser une saine santé psychologique », conclut Samuel Vaillancourt.

À PROPOS DE LA FECQ

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) représente près de 78 000 étudiantes et étudiants provenant de 27 cégeps répartis sur tout le territoire québécois. Depuis 30 ans, elle contribue à l'amélioration des conditions de vie et d'études de la population étudiante collégiale québécoise en étant la seule organisation à représenter exclusivement leurs intérêts.

SOURCE Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

Renseignements: Claudie Lévesque, vice-présidente et attachée de presse, (514) 554-0576, vpresidence@fecq.org

Liens connexes

<http://www.fecq.org>

